

Silence

N°287
Septembre
2002
4 €
6 FS

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Décroissance et simplicité volontaire

Ecole et écologie
Ecovillages africains
Eurosatory



Décroissance

• Vers la simplicité volontaire

Serge Monceau

• Pour une sobriété heureuse

Pierre Rabhi

12 Vivre ensemble 20 ans de Silence

Madeleine Nutchey

16 Education Ecole et écologie

Guilaine Bouillard

20 Ecovillages Vivre ensemble en Afrique

Jean-Michel Pochat

24 Paix Eurosatory à de beaux jours devant lui ?

Matt Mahlen

34 Politique Les trois niveaux de l'écologie

Denis Cheynet

Brèves

- 10 Alternatives
- 14 Politique
- 15 Société
- 19 Femmes
- 26 Paix
- 26 Santé
- 27 Nucléaire
- 28 Environnement
- 30 Energies
- 31 Annonces
- 32 Courrier
- 36 Livres
- 38 Courrier

Venez nous voir !

N°288 - octobre

Comité de clôture des articles : samedi 31 août à 14 h (clôture brèves : mercredi 3 septembre à 12 h)
Expédition : vendredi 20 septembre de 14 h à 21 h 30

N°289 - novembre

Comité de clôture des articles : samedi 28 septembre à 14 h (clôture brèves : mercredi 2 octobre à 12 h)
Expédition : vendredi 18 octobre de 14 h à 21 h 30

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci comprennent un goûter à 17 h et un repas à 21h30 offerts par Silence.

Les Ami-e-s de Silence

Lors de la rencontre des 20 ans de Silence, en juillet dernier, au Cun du Larzac, a germé l'idée de créer une association pour favoriser les liens, les rencontres et les actions entre les lectrices et lecteurs de Silence, promouvoir l'écologie, les alternatives et la non violence, dans l'esprit de la revue. L'association *Les Ami-e-s de Silence* aura son siège social au 9 rue Dumenge, à Lyon, et boîte postale future distincte à une autre adresse (nous l'indiquerons dès que possible, quand la déclaration sera faite en préfecture), pour la gestion du courrier... La cotisation annuelle de base est fixée à 2 euros (pour réception du bulletin d'information annuel), une autre de soutien actif à partir de 10 euros. Des statuts plus complets sont en cours de rédaction. Parmi les actions envisagées, il y a tout d'abord le souhait exprimé d'une rencontre annuelle nationale (du même type que celle des «20 ans de Silence», en été), et de rencontres plus ponctuelles au niveau local, dans chaque région et pays où la revue est lue (France, Belgique, Suisse, Québec...). Ensuite, le souhait de soutenir et aider la diffusion de la revue Silence (en tenant des tables de

presse dans des lieux intéressants), mais aussi de favoriser les débats et animations autour des thèmes de la revue Silence (projections-débats dans un cinéma, rencontre dans une librairie autour du livre du mois de la revue... liste à enrichir !), en accord avec les objectifs de l'association et de la revue Silence. Si vous êtes intéressé-e-s, vous pouvez d'ores et déjà écrire à l'association à l'adresse ci-dessous. Par précaution, précisez-nous :

- si vous êtes d'accord ou pas pour que nous communiquions vos coordonnées aux lectrices et lecteurs de votre région qui en feraient la demande,

- quel temps vous pourriez consacrer à des activités comme celles proposées par exemple ci-dessus (une heure de temps en temps, une journée, ou même une semaine dans le cas de la Rencontre annuelle nationale l'été...),

- vos coordonnées complètes : adresse, téléphone, télécopieur, et s'il y a lieu, adresse électronique éventuelle...

- vos souhaits d'activités parmi celles suggérées ou d'autres que vous proposez.

Les Ami-e-s de Silence, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon.

Réseau de diffusion

Silence souhaite, avec votre aide et votre concours, développer sa diffusion. Nous avons choisi de le faire avec vous car cela est le plus cohérent avec nos idées et propositions pour une société conviviale. Nous avons présenté cette bonne action à venir lors de la rencontre anniversaire de nos 20 ans, fêtés au Cun du Larzac début juillet 2002. Vous êtes déjà un quarantaine de lectrices/lecteurs dans une trentaine de départements à vous être proposé-es comme correspondant-e (voir dans le pavé légal ci-contre). Qu'est-ce qu'un correspondant-e/diffuseur (qu'elle est le féminin de «diffuseur» ?) ? Ce que vous voudrez bien en faire ! A chacun selon ses disponibilités. Nous avons répertorié les possibilités suivantes :

- nous informer mutuellement d'une manifestation à venir ;
- tenir une table de presse (sans vente, pour présentation et éventuellement proposition d'abonnement) ;
- tenir un stand complet, avec vente. Dans les manifestations suivantes : foires ou salons, colloques ou conférences, marchés de producteurs, manifestations de rue, cafés-débat et toutes rencontres dont le thème est cohérent avec les

but de Silence. Dans tous les cas, c'est avec l'organisation de la manifestation que se définira la nature de l'action.

Un numéro de téléphone (et télécopie) est à votre disposition pour toutes vos demandes et questions : 04 77 41 18 16, Bruno Clémentin (pour ceux qui le souhaitent, courrier : bruno.clementin@antipub.net). Le principal problème à résoudre, selon la manifestation envisagée, étant le délai, qui comporte plusieurs «étages». Nous devons nous informer en temps utile pour :

- 1- Figurer dans le catalogue de la manifestation ;
- 2- Informer les correspondant-e-s locaux ;
- 3- Envisager un échange de service avec l'organisateur lorsque le stand est payant ;
- 4- Publier l'information dans la revue qui arrivera chez les abonné-e-s avant ! En tenant compte du délai de bouclage et d'impression ;
- 5- Relayer auprès de l'association des Ami-e-s de Silence pour une aide locale ;
- 6- Envoyer à temps les revues et documents choisis (anciens numéros, numéros spéciaux, etc.)... et tout ce qu'il nous reste à découvrir en avançant.

Courriers :

9 rue Dumenge, F 69004 LYON

☉ Renseignements

04 78 39 55 33 le jeudi

☉ Diffusion - Comptabilité - Abonnements

04 74 07 08 68 le mardi

☉ Rédaction

04 78 39 55 33 le mercredi

☉ Virements bancaires

CCP 550 39 Y LYON

☉ Distribution en Belgique
Brabant-Écologie

Route de Rénipont, 33 - B - 1380 OHAIN

Tél / fax : 02 633 10 48

CCP 000 15 19 365 54

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Lorient - Tel : 04 75 85 51 00
Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs.

La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins compris)

N° de commission paritaire : 64946

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 3° trimestre 2002

Tirage : 6000 ex

Editeur : Association Silence

Présidente : Madeleine Nutchey

Vice-présidente : Xavier Sérédine

Trésorière : Myriam Cognard

Vice-trésorier : Jacques Caclin

Administrateur : Suzanne Vignal

Réalisation de la revue

Directrice de publication : Madeleine Nutchey
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru
Gestion et abonnements : Michel Jarru
Relation lecteurs : Alexandre Estéban
Maquette et publicité : Vincent Cheynet
Stand salons et fêtes : Bruno Clémentin
Rédaction : Michel Bernard, Alain-Claude Galtié, Madeleine Nutchey, Sylviane Poulénard, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier
Conseillers scientifiques : Roger Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald, Henri Persat, André Picot
Dessinateurs : Altho, Lasserpe, Mahlen
Correcteurs : Raymond Vignal, Françoise Weité
Expédition : Mélanie Combes, Claude Crozet, Marguerite Descamps, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Sylviane Michel, Bernard Parez, Christian Rony, Reine Rosset, Jacqueline Schilt, Myriam Travostino
Et pour ce numéro : Guilaine Bouillard, Denis Cheynet, Marianne Cosnier, Serge Mongeau, Jean-Michel Pochat, Pierre Rabhi, Stop Bure, UPE

Couverture de : Lisa Thompson

Correspondants : • Ain : David Georges • Allier : Gaby Jean-Louis 04 70 07 70 00 • Ardèche : Mornet Pascal 04 75 39 46 34, Joffre Alain 04 75 88 51 48, Maquin Françoise 04 75 41 57 25, Rasse Raynald • Ariège : Galloy Sylvie • Bouches-du-Rhône : Debard Jean-Luc 04 42 58 43 47 • Charente-Maritime : Tournière Laurence 05 46 75 28 07 • Côte-d'Or : Thierry Jean-Luc • Creuse : Rastoll Christophe 05 55 20 97 59 • Doubs : Bazeau Philippe 03 81 84 41 34 • Drôme : Bonnet Jacques 04 75 25 32 73 • Haute-Garonne : Blondeau Dominique 05 61 43 74 19 • Gers : Donné Loïc 05 62 69 90 23 • Isère : Vigne Claude 04 76 45 04 52, Vignal Raymond, Suzanne 04 76 53 82 82 • Loire : Bruno Clémentin 04 77 41 18 16 • Haute-Loire : André Larivière, 04 71 76 38 76 • Loire-Atlantique : Paillard Yves 02 40 54 44 05 • Lot-et-Garonne : Mas Emile • Manche : James Agnès 02 33 04 25 58 • Marne : Girard Anne 03 26 50 82 95 • Morbihan : Robert Alexis 02 97 93 42 92 • Nord : Hugentobler Domitille • Oise : Guillemain Christiane, Bruno • Bas-Rhin : Dandrine Béangère 03 88 36 66 31 • Haut-Rhin : Nassibe Michele 03 89 59 34 02 • Rhône : Estéban Alexandre 04 78 39 55 33 • Haute-Saône : Lionnet Martine 03 84 78 01 19 • Paris : Oria Mireille 01 43 57 20 83 • Deux-Sèvres : Bourges Maurice 05 49 81 21 43 • Somme : Febvay Patrick 03 23 81 36 93 • Tarn-et-Garonne : Lombardo Annick 05 63 68 23 76 • Vaucluse : Vigueux Hélène, Maurissen-Ruglioni Claire 04 90 04 53 17 • Vendée : Favreau Sylvain 02 51 23 55 24 • Haute-Vienne : Desserval Julien 05 55 69 76 54 • Belgique : Jacques Christian 02 633 10 48.

Bulletin d'abonnement page 39

LE MOIS DE LASSERPE

LA CONSULTATION À 20 EUROS

MANANA MANÈRE !



LAGARRÉ

9 MILLIARDS D'EUROS POUR LA POÛLE ET LA JUSTICE



LAGARRÉ

REVISION DE LA LOI CHASSE

POUR REMERCIER LE PREMIER MINISTRE J'AI DONNÉ SON NOM À MON CHIEN



LAGARRÉ

LA TVA À 5,5% PAS AVANT 2004.



LAGARRÉ

LE "CONTRAT JEUNE" POUR LES JEUNES NON DIPLOMÉS



LAGARRÉ

Bavardage durable

A en croire les médias officiels, le sommet de Johannesburg serait une simple suite de celui de Rio en 1992. On y finaliserait simplement les débats qui n'avaient pas abouti il y a dix ans.

Dans les faits, ce n'est pas cela. Johannesburg est surtout Stockholm+30. Le premier «sommet de la terre», en 1972, avait été créé pour répondre aux inquiétudes de l'époque, après les manifestations de 68, la vision de la planète Terre depuis la Lune en juillet 1969 et la sortie d'un rapport du Club de Rome qui mettait en cause la croissance économique.

Depuis trente ans, les sommets se succèdent, sous le contrôle des institutions internationales et des multinationales avec en fait un seul but : repousser le plus loin possible les décisions.

Pour cela, le moyen consiste à dénaturer tous les propos de l'opposition (1). Le respect de l'environnement des années 80 a laissé la place au développement durable... comprendre *profits durables* (2).

En 1972, il fallait faire face au rapport sur la «croissance zéro» du Club de Rome qui pour la première fois au niveau mondial posait la question des limites de la planète (3). Depuis, la planète a rétréci : disparition des peuples indigènes, pillage des ressources, zones contaminées de plus en plus vastes...

Les ONG, comme les partis politiques, se compromettent les uns après les autres devant les maîtres du monde (4). Alors osons revenir une fois plus sur la nécessaire décroissance qui seule peut permettre à toutes et à tous de trouver leur place sur cette planète.

Francis Vergier ■

(1) Des livres viennent renforcer ce combat comme *Ecologistes, petites esbrouffes et gros mensonges* de Jean-Paul Croizé (éd. Carnot) ou *L'imposture verte* de Pierre Kohler (éd. Albin Michel).

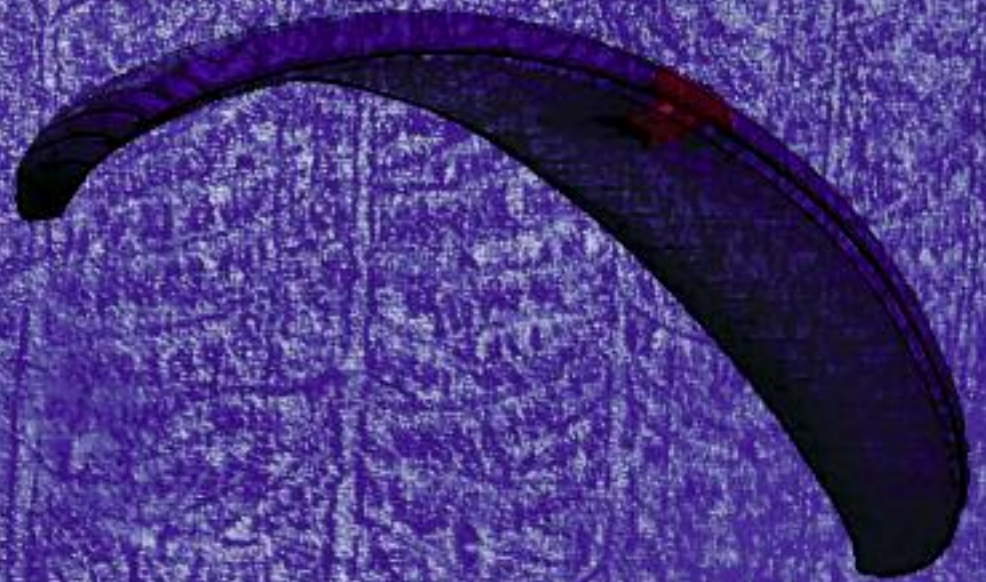
(2) La délégation française est conduite par les grands écologistes Jacques Chirac, Roselyne Bachelot et Claudie Haignière.

(3) Le sommet de 1972 avait comme titre "Limites de la croissance".

(4) Le plus spectaculaire ralliement est dans la profession de foi du dernier candidat des Verts français aux élections présidentielles 2002 : les Verts s'y prononcent pour une «croissance durable» ! Et cela a été distribué à 27 millions d'exemplaires.

Décroissance

Vers la simplicité volontaire



La décroissance peut se traduire dans sa vie personnelle par le choix de la simplicité volontaire. Une démarche individuelle qui entraîne des actions collectives.

Devant les problèmes qui affectent notre planète, la décroissance n'est pas une option parmi d'autres, elle est nécessaire. A l'évidence, nous ne pouvons imposer à une planète fermée et limitée, la Terre, une croissance illimitée. En effet, une telle croissance repose sur une utilisation toujours plus grande des ressources de la planète et elle engendre des déchets toujours plus abondants; or déjà nous dépassons la capacité de production de la Terre — nous consommons le capital terrestre au lieu de nous contenter de ses fruits — ainsi que la capacité de la planète de disposer de ces multiples substances chimiques dues à l'invention humaine, mais pour lesquelles la nature ne dispose pas de mécanismes suffisants pour arriver à les métaboliser. Résultat : l'équilibre de la planète telle que nous la connaissons et telle que nous en avons besoin pour notre survie se trouve menacé à très court terme.

Vingt ans, cinquante ans, cent ans avant que les désastres ne frappent ? La plupart des gens voient cela comme très loin, alors qu'ils sont déjà directement ou indirectement touchés dans leur vie ; et puis, que sont ces quelques années dans l'histoire de la Terre, qui date de milliards d'années, ou dans l'histoire de l'humanité, qui se compte en centaines de milliers d'années ? Ramenée à l'échelle d'une vie humaine, l'histoire de l'humanité vit peut-être ses dernières secondes. Et que fait-on devant cette perspective ? Ceux qui peuvent se le permettre consomment de plus en plus, ceux qui ne le peuvent pas aspirent à y arriver au plus tôt. Et nos gouvernements poussent la machine à pleine capacité : « Il faut maintenir une croissance continue pour parvenir à créer des emplois et supporter une augmentation constante de la consommation. »

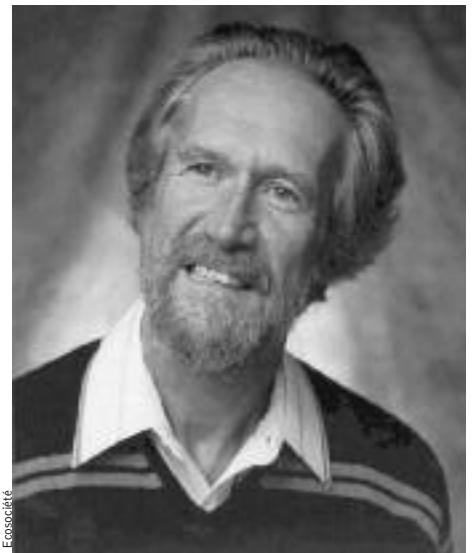
La décroissance choisie ou imposée

En fait, nous nous trouvons à une croisée de chemins. Pour celles et ceux qui ont conservé une certaine lucidité, il est clair que nous atteindrons bientôt des limites infranchissables dans notre utilisation des ressources de la planète. La croyance dans les pouvoirs de la science et de la technologie de reculer indéfiniment les limites de la consommation n'est qu'un mythe dangereux. Les limites sont à nos portes et leurs conséquences bientôt inévitables ; la seule incertitude qui demeure se trouve dans l'ordre de

leur apparition. Verrons-nous nos enfants se mettre à engendrer des monstres à cause de toutes ces substances mutagènes qu'ils absorbent quotidiennement dans l'air qu'ils respirent, l'eau qu'ils boivent et la nourriture qu'ils ingèrent ? A moins qu'ils ne se retrouvent tout simplement stériles — la baisse de production des spermatozoïdes est déjà bien amorcée dans tout le monde industrialisé... Les changements climatiques transformeront-ils nos pays en déserts ou en marécages ? La nature envahie par des organismes génétiquement modifiés sabordera-t-elle les cultures séculaires qui assurent l'essentiel de notre approvisionnement en nourriture ? Les populations du tiers monde de mieux en mieux informées de leur appauvrissement croissant décideront-elles de se faire justice ?

Certes, si rien n'est fait, et rapidement, viendra le moment où il sera péremptoire d'agir. Devant les catastrophes, les gouvernements n'auront pas le choix. Mais vers quel type de société nous acheminerons-nous alors ? Des sociétés autoritaires où l'on imposera des mesures restrictives à la majorité ; mais décidées d'en haut, on peut être sûr que ces mesures épargneront les puissants. La société inégalitaire risque de devenir encore plus mal foutue, avec des privilèges encore plus grands pour une minorité.

Heureusement, au Nord comme au Sud, des femmes et des hommes ont compris que globalement, nous faisons fausse route, que la voie de la mondialisation qu'on nous présente comme désirable et inéluctable nous mène directement à la catastrophe. Ils ont aussi compris qu'il n'y a plus rien à attendre de nos gouvernements compromis et asservis au pouvoir de l'argent. Nos soi-disant démocraties occidentales n'ont rien de démocratique. Quand nous a-t-on consultés avant d'envoyer nos soldats bombarder l'Irak ou le Kosovo ? Avant de laisser les aliments issus d'organismes génétiquement modifiés envahir les tablettes de nos épiceries ? Avant de changer les règles de l'assurance-chômage ? Avant de brader notre système de transport par rail ? En fait, avant de prendre toutes ces décisions qui touchent directement nos vies ? Ceux qui décident à notre place sont achetés par la classe des capitalistes internationaux. Et la population accepte la situation parce qu'elle s'est laissée subvertir par la puissante machine idéologique du capitalisme, avec ses médias, ses vedettes qui nous entraînent dans leur sillage, les amusements qu'elle dispense, le crédit qu'elle rend accessible, la consom-



Serge Mongeau

mation qu'elle permet.

Le plus grand danger qui nous menace actuellement est la passivité. On nous présente la mondialisation comme une tendance inévitable, on nous dit qu'après l'échec du socialisme, le capitalisme et son leitmotiv de la primauté du marché demeure l'unique voie possible. Rien de cela n'est vrai. Sans connaître toutes les solutions aux problèmes sociaux et environnementaux auxquels nous sommes confrontés, sans avoir une vision précise de ce que serait la société idéale, il y a certainement d'autres voies d'action qui permettraient de progresser vers une écosociété, une société où les humains vivraient en harmonie entre eux et avec la nature. En somme, il s'agit d'abolir la soumission à l'économie pour nous donner une société qui favorise le bien-être complet de tous ses membres.

Comment opérer ces changements ? Je n'ai pas la prétention de connaître LA stratégie à adopter pour nous amener à cette société que je trouve désirable — où toutes et tous puissent vivre convenablement, dans des communautés solidaires et en sachant que leurs enfants pourront aussi vivre plus tard. Mais ma longue expérience de militantisme, mes nombreuses lectures et mes longues heures de réflexion m'ont amené à la stratégie suivante. Je crois que pour le moment il faut engager des actions portant sur trois fronts, qui sont d'ailleurs intimement liés :

1) Se libérer du système : à chacun de prendre des moyens de se sortir de la chaîne surconsommation-nécessité de gagner beaucoup d'argent-stress et fatigue-passivité. La simplicité volontaire est une voie qui permet de retrouver du temps pour vivre et pour agir.

2) S'unir pour faire plus avec moins : en développant nos communautés locales, on se donne des services qui permettent de vivre mieux à moindre coût et qui répondent davantage à l'intégralité des besoins (1).

3) Se donner des organisations nationales

(1) Voir Marcia Nozick, *Entre nous. Rebâtir nos communautés*, Editions Ecosociété, Montréal, 1995.

et internationales efficaces qui nous permettent de faire entendre nos voix haut et fort pour empêcher nos gouvernements de poursuivre dans la voie néolibérale. Ne nous faisons pas d'illusions, le capitalisme ne cédera pas facilement la place. Au pouvoir de l'argent, nous devons opposer les pouvoirs du nombre, de l'imagination et de la ténacité.

Je n'ai pas l'intention ici de développer les deux dernières actions ; mais je ne voudrais pas qu'on croie que c'est parce que je les juge moins importantes.

La simplicité volontaire

L'expression «simplicité volontaire» a été popularisée aux Etats-Unis par

Duane Elgin dans son livre *Voluntary Simplicity* publié en 1981 ; Elgin attribuait la paternité du concept à Richard Gregg, un adepte de Gandhi qui avait écrit en 1936 un article portant aussi ce titre. Pour ma part, j'ai écrit une première version de *La simplicité volontaire* en 1985, dans le cadre d'une collection de livres portant sur la santé ; ma réflexion sur la santé m'avait amené à conclure que dans nos pays industrialisés, la plupart de nos problèmes de santé nous viennent de notre surconsommation et que notre quête de la santé devrait nous amener à un style de vie plus sobre, nettement à contre-courant ; j'y disais : «La simplicité n'est pas la pauvreté ; c'est un dépouillement qui laisse plus de place à l'esprit, à la conscience ; c'est un état d'esprit qui convie à apprécier, à savourer, à rechercher la qualité ; c'est une renonciation aux artefacts qui alourdissent, gênent et empêchent d'aller au bout de ses possibilités». J'ai repris mon livre dans une réédition augmentée en 1998 (2), cette fois en insistant davantage sur les effets sociaux et écologiques de notre surconsommation : «Aujourd'hui, je me rends compte que la voie

Retrouver du temps, c'est reprendre le contrôle de sa vie, ce qui permet de se libérer véritablement.

de la simplicité volontaire ne constitue pas seulement le meilleur chemin pour la santé de ceux qui l'empruntent, mais qu'elle est sans doute l'unique espoir pour l'avenir de l'humanité».

La voie de la simplicité volontaire s'ouvre par une démarche personnelle d'introspection : il s'agit pour chacun de trouver qui il est et d'identifier les moyens de répondre à ses vrais besoins ; et quand je parle de besoins, je pense au delà des besoins physiques de base, à ces besoins sociaux, affectifs et spirituels. Qu'est-ce qui me permet de m'épanouir pleinement, dans toutes mes dimensions et capacités ? Dans notre monde d'abondance, cela signifie qu'il faut choisir ; non plus sous l'influence de la mode, de la publicité ou du regard des autres, mais en fonction de ses besoins authentiques. Par définition, choisir signifie prendre quelque chose et laisser de côté certaines autres choses. Quand on commence à choisir, on consomme moins ; et l'on a moins besoin d'argent pour vivre. On peut donc moins travailler et dans le temps ainsi récupéré, faire tout cela qui est essentiel à notre épanouissement : réfléchir, parler avec nos proches, manifester notre compassion, s'aimer, jouer... et aussi répondre par soi-même à une partie de ces besoins que nous comblons de plus en plus souvent par des achats, ce qui nous rend toujours plus dépendants. En fait, c'est là la dimension essentielle de la simplicité volontaire : le temps retrouvé, qui permet la conscience.

Prendre le temps de vivre, c'est prendre le temps de penser, c'est arrêter le temps, c'est jouir du moment présent. Quand on vit en courant, dans le stress, on ne voit pas passer le temps, on se laisse balloter, entraîner par les circonstances et par la volonté des autres. Retrouver du temps, c'est reprendre le contrôle de sa vie, ce qui permet de se libérer véritablement, d'aller au delà de l'information superficielle, en dehors des courants s'il le faut. Modérer sa vie, la vivre comme on veut. S'engager aussi. Car ma conviction profonde est que lorsqu'on réfléchit, qu'on s'informe et qu'on s'ouvre les yeux, on ne peut accepter ce qui se passe dans le monde et on essaie de changer ce monde. La simplicité volontaire nous donne un levier pour ce faire ; dans notre monde fondé sur la consommation, c'est un refus de la consommation aveugle, c'est le cheminement vers une consommation éclairée, responsable, sociale, c'est un refus du système capitaliste qui est en train de ravager la planète.

C'est là une démarche difficile aujourd'hui, car nous vivons dans un monde piégé, peuplé de rapaces qui cherchent à nous exploiter pour leur profit personnel

— en s'accaparant nos capacités et en les exploitant à leur profit, dans le monde du travail de la majorité ;

— en nous manipulant pour que nous leur



DR

Gandhi, une remise en cause radicale de la technologie.

déléguons nos pouvoirs : c'est le monde politique ;

— en nous faisant miroiter toutes sortes de bienfaits pour que nous achetions leurs produits ou leurs services, grâce à quoi ils s'enrichissent.

La plupart d'entre nous sommes tombés dans le piège et avons perdu la maîtrise de nos vies. La simplicité volontaire m'apparaît comme un instrument essentiel pour arriver à se libérer. On va me dire : oui, mais c'est un chemin individuel et même égoïste. Individuel d'une certaine façon, mais non individualiste, car la voie pour s'en sortir, même si elle part d'une démarche personnelle, aboutit très rapidement au collectif : nous ne pouvons nous libérer seuls. Nous sommes des êtres sociaux et nous ne pouvons constamment aller à contre-courant. Nous avons besoin de l'acceptation des autres, nous avons besoin, à certains moments, du soutien de notre communauté, nous avons besoin de la reconnaissance des autres ; c'est essentiellement ce qui donne un sens à notre vie. Pour vivre convenablement, nous avons besoin de services collectifs adéquats : des villes plus conviviales, des transports collectifs accessibles et efficaces, des services publics variés... Pour notre survie sur cette planète, nous



DR

La reconquête d'autonomie permet la simplicité volontaire.



avons besoin d'entreprendre des actions collectives significatives. Pour moi donc, adopter la simplicité volontaire n'est pas se retirer du monde, tirer son épingle du jeu pour jouir égoïstement de la vie. Oui, il y a une dimension épicurienne à la simplicité volontaire, mais projetée dans le long terme, notre vie ne peut s'envisager séparément de l'évolution du monde. Je ne peux faire ma petite vie seul en me foutant du reste du monde : la pollution, l'effet de serre, la violence... me rejoignent partout ou peuvent le faire à tout moment.

L'importance stratégique de la simplicité volontaire

On arrive à la simplicité volontaire pour différentes raisons, mais on s'y retrouve vite sur la même route. D'après ce que les gens m'en disent, ils s'engagent dans la voie de la simplicité volontaire pour l'un ou l'autre ou plusieurs des motifs suivants :

- parce que leur situation financière n'a plus de sens, qu'ils n'arrivent pas à rejoindre les deux bouts ;
- parce qu'ils voient leur vie passer en coup

de vent, n'ayant pas de temps pour en prendre conscience, pour la vivre vraiment et pour faire ce qui pourrait réellement lui donner un sens ;

— parce qu'ils se préoccupent de l'environnement et qu'ils prennent conscience du gaspillage qu'entraîne notre style de société ;

— parce qu'ils sentent le vide de leur vie meublée par la consommation, mais qui ne laisse pas de place au développement de leur spiritualité ;

— parce qu'ils prennent conscience des inouïes disparités qui caractérisent ce monde dans lequel nous crevons à cause de notre surconsommation alors qu'ailleurs on manque de l'essentiel.

La simplicité volontaire constitue actuellement un mouvement de société qui gagne chaque jour en importance. Aux Etats-Unis, on estime que de 12 à 15 % de la population auraient déjà pris cette orientation. Les chiffres pour le Québec ne sont pas connus, mais ils ne sont sûrement pas inférieurs à ceux-là. Depuis plus de deux ans, mon livre *La simplicité volontaire, plus que jamais...* est un best-seller et je suis appelé à prononcer au moins deux conférences par semaine sur le sujet, devant des auditoires variés et de plus en plus considérables. Il ne se passe pas de semaine sans que l'un ou l'autre des médias de masse ne consacre du temps à la question. Il existe un Réseau québécois de la simplicité volontaire (3) qui regroupe déjà plus de 400 membres. En Suisse, Pierre Pradervand anime depuis quelques années des ateliers qui aident les personnes intéressées à cheminer dans cette voie. En France, il est question de lancer une organisation nationale pour faire la promotion de la simplicité volontaire.

Pour moi qui suis engagé dans l'action sociale depuis bientôt cinquante ans, je n'ai jamais vu un courant social qui se développe si rapidement. Je l'explique par le fait que la simplicité volontaire offre la rare opportunité, dans notre monde si individualiste, de faire deux choses souhaitables en même temps : travailler à son propre épanouissement tout en agissant pour le bien de la collectivité. Je crois aussi que la simplicité volontaire s'inscrit dans un courant social de fond : les citoyens ont perdu confiance en leurs gouvernants et ils comprennent que s'ils veulent que quelque chose change, c'est à eux à le faire. Comme l'écrivit Gustavo Esteva : « Cette classe de mécontents, qui pressent qu'il existe une manière plus sensée de penser, reconnaît que poser des limites politiques aux desseins technologiques et aux services professionnels ne peut se formuler, s'exprimer ou se faire que sur la base de décisions et d'initiatives personnelles, librement consenties, et grâce à des accords communautaires. Leur point de vue s'est donc graduellement déplacé : au lieu de prendre comme référence 'l'ensemble de la société', ils

reconnaissent désormais que cette orientation intellectuelle et politique cache un piège dangereux. C'est pour cela qu'ils concentrent leur réflexion et leurs efforts sur le plan local, dans leurs espaces concrets, sur leur sol. Ils ont commencé finalement à savoir sur quel pied danser et à faire confiance à leur nez » (4).

La popularité du commerce équitable, des SELS, de l'agriculture soutenue par la communauté et de combien d'autres initiatives enracinées localement montre bien la vivacité de cette tendance. Mais au milieu de tout cela, il me semble que la simplicité volontaire occupe une place spéciale pour les raisons suivantes :

1) Pour libérer des militants et militantes qui puissent s'engager à fond dans l'action sociale.

La société de consommation repose sur la routine métro-boulot-dodo ; il ne reste plus de temps pour l'activité citoyenne — la participation aux organismes, la discussion, l'organisation de son quartier, etc. La simplicité volontaire permet de retrouver du temps et aussi, pour plusieurs, de l'argent pour investir dans les causes qui leur tiennent à cœur.

2) Pour explorer des façons de vivre autres.

Il faut trouver d'autres voies moins axées sur la consommation pour répondre aux besoins humains qui permettent une vie épanouissante tout en respectant les capacités de la planète.

3) Pour reconstruire au plus tôt nos communautés de manière à ce qu'elles répondent plus économiquement à nos besoins fondamentaux. Ce faisant, les gens qui ont choisi « volontairement » de diminuer leur niveau de vie permettront à ceux qui sont « involontairement » dans la pauvreté de mieux vivre. Par exemple, le développement de bons systèmes de transport collectifs bénéficie à tous.

Pouvons-nous espérer réussir à répondre au défi que pose la nécessité de la décroissance ? Certainement pas si nous n'essayons pas. La simplicité volontaire permet à chacun de nous de commencer à agir ici et maintenant et déjà d'y trouver son propre profit ; peut-on demander mieux ?

Serge Mongeau ■

Auteur de nombreux livres, un des fondateurs des éditions Ecosociété au Québec.

(2) *La simplicité volontaire, plus que jamais...* Editions Ecosociété.

(3) CP 185, succ D, Montréal, H3K 3G5, tél : 01 514 937 3159, site : www.simplicitévolontaire.org.

(4) Wolfgang Sachs et Gustavo Esteva, *Des ruines du développement*, Editions Ecosociété, 1996, p. 133.



Pierre Rabhi.

Les lecteurs de la revue Silence sont les mieux placés pour savoir que j'ai fait de la «décroissance soutenable» l'argument fondamental de ma campagne électorale pour les présidentielles 2002. Plutôt que rentrer dans les aspects techniques et épistémologiques de la question que des spécialistes seront traiter mieux que moi, ma contribution sera probablement plus utile ailleurs. J'entends par «ailleurs» l'espace de débat public qui s'est ouvert à l'occasion de la campagne et qui a suscité en même temps que des adhésions très significatives, des questions révélatrices de la difficulté de certaines personnes de comprendre le principe de la décroissance soutenable.

Il est pas contre compréhensible qu'avec la symphonie universelle exaltant le PNB et où la croissance résonne comme l'option rationnelle, salvatrice et irremplaçable, la décroissance puisse sonner comme une fausse note. Par ailleurs, la conscience collective ayant intégré la croissance comme fondement quasi religieux de la modernité, la décroissance devient une sorte de schisme régressif menaçant l'intégralité de tout le système.

Il est pas contre compréhensible qu'avec la symphonie universelle exaltant le PNB et où la croissance résonne comme l'option rationnelle, salvatrice et irremplaçable, la décroissance puisse sonner comme une fausse note. Par ailleurs, la conscience collective ayant intégré la croissance comme fondement quasi religieux de la modernité, la décroissance devient une sorte de schisme régressif menaçant l'intégralité de tout le système.

La conscience collective ayant intégré la croissance comme fondement quasi religieux de la modernité, la décroissance devient une sorte de schisme régressif menaçant l'intégralité de tout le système.

des besoins légitimes d'épanouissement de la personne, mais comme une vaste entreprise. Le tout est basé sur la valorisation monétaire de tout ce qui peut l'être, au risque d'exclusion et de souffrances humaines contingentes. Elles sont considérées comme la taxe sacrificielle à payer à la divinité «croissance». Car dans ce scénario, tout ce qui n'a pas un prix n'a aucune valeur et celui qui n'a pas de ressources ne peut avoir d'existence au pire par oblitération radicale, au mieux par perfusionnement minimal de survie.

Le territoire considéré comme une entreprise est donc aménagé sur les critères de rentabilité avant tout. Les cités deviennent de grandes structures hors sol, tirant de l'espace naturel les ressources vitales dont elles ont impérativement besoin, et cet espace naturel est lui-même soumis à l'idéologie de la productivité, induisant dégradation physique, chimique, biologique du milieu ainsi que l'épuisement des ressources vitales telles que le sol, l'eau, les variétés nutritives, la biodiversité naturelle et la disparition des paysans. La notion de bien commun est totalement absente des préoccupations et des discours politiques. Toute déontologie de l'usage du bien commun est occultée. Tout cela pour ne pas handicaper le principe d'avidité sans limites bien que sans réelle satisfaction. Pire encore, le bien commun est confisqué à ses ayants-droits légitimes représentés par tous les citoyens, par des corporations nationales et internationales sans visage ni patrie, les usurpations et les hold-up se faisant en toute légalité sous le prétexte de l'économique pour tous.

Un postulat intelligent

Avec ces quelques considérations loin d'être exhaustives, on aura compris que de

Pour une sobriété heureuse

Un engagement de vie fondé sur la sobriété heureuse, comme force considérable face à la puissance de la frustration programmée sous l'injonction obsessionnelle et quasi hystérique de la publicité est le moyen de comprendre la décroissance.

notre point de vue, la croissance économique universelle est d'autant plus répréhensible qu'elle se fonde sur la négation de l'individu et de l'humain. En outre, elle inflige à la nature, entendue dans le sens d'une entité vivante et vitale pour chacun de nous, des exactions qu'aucune véritable intelligence ne peut entériner. Il n'est donc pas étonnant que partant de notre propre remise en question de la croissance datant d'une quarantaine d'années, nous ayons voulu saisir l'opportunité



Cordonnier à Tunis.

de la campagne présidentielle pour contribuer à en promouvoir l'antidote, à savoir : la décroissance soutenable. Nous devons ici, toujours au titre de témoignage, préciser à nouveau que notre rejet de la croissance ne s'est pas seulement traduit par une réprobation verbale, mais par un engagement de vie fondé sur la sobriété heureuse, comme force considérable face à la puissance de la frustration programmée sous l'injonction obsession-

nelle et quasi hystérique de la publicité. Ainsi, la sobriété devient en l'occurrence le maître mot pour comprendre la décroissance. Quant au terme soutenable, il évoque l'accompagnement d'un processus graduel pour éviter l'effondrement brutal avec pour corollaire un chaos inextricable comme ceux que vivent les peuples de l'Est, l'URSS, l'Argentine ou d'autres lieux encore à venir.

Car il serait irréaliste de penser que l'idéologie du capitalisme sera toujours triomphante. Les prémisses de son effondrement sous la forme d'une vulnérabilité enfin révélée sont sous les yeux de ceux qui veulent bien les considérer objectivement. Il est une loi irrévocable applicable à de nombreuses situations, à savoir que, quand un ordre est malade, il meurt ou il guérit, mais il ne peut agoniser indéfiniment. En dépit de tous les acharnements thérapeutiques, l'agonie de la logique en vigueur est réelle, et se traduit par un chaos planétaire dont nous avons chaque jour la révélation, le tribu de désolation et de souffrance.

Si l'on admet cette vision pessimiste, la décroissance soutenable apparaît d'emblée comme un postulat intelligent, promoteur d'une nouvelle perspective historique, un exaltant chantier qui, tout en restaurant ce qui reste encore restaurable, pose les fonde-



ments d'un avenir viable. Notre analyse pessimiste n'occulte cependant pas les nombreuses initiatives et les innovations qui, dans l'attente consciente ou inconsciente d'une mutation indispensable où elles constitueront des recours, élaborent déjà les possibles de demain. Cela s'appelle « utopie », terme qu'il faut distinguer de la chimère. L'utopie serait en l'occurrence le non lieu de toutes les possibilités, « folie vitale » faite

d'une audace éclairée qui permet de soulever les montagnes. En matière technologique par exemple, nous pouvons dire que nous disposons d'ors et déjà d'un panel d'innovations fiables, raisonnables et durables, qui pourront d'autant mieux se propager que les moyens dispendieux et nuisibles actuels fondés sur l'énergie combustible, non durable, auront atteint leurs limites. Bien sûr, le plus tôt sera le mieux, si l'on tient compte des nuisances générées et des urgences qu'imposent le cours de plus en plus accéléré des événements.

Un autre mode d'éducation

Tout au long de la campagne, nous avons énuméré bien d'autres dispositions ou réformes pour la décroissance soutenable. L'un de ceux que nous tenons pour décisifs concerne l'éducation des enfants. Il nous paraît indispensable de leur proposer sans endoctrinement, une vision différente d'une réalité vue sous un angle libéré des présupposés idéologiques qui ont conditionné les esprits, les lier de plus en plus à la nature comme matrice de vie et de survie, et conservatoire des invariants, donc de la pérennité de notre espèce. Nous avons souvent déploré que l'écologie ne soit pas enseignée avec la même rigueur que les mathématiques ou que tout autre matière sélectionnée pour leur utilité à la logique dominante. Introduire une approche plus solidaire et conviviale dans la relation entre enfants, c'est d'ors et déjà renforcer le lien social indispensable à son avenir. Abolir la compétitivité comme germe d'angoisse, de volonté de puissance et d'oppression au profit d'une rigueur qui serait au service de la générosité. Enseigner des disciplines manuelles donnant à l'enfant la plénitude de ses capacités et bien sûr le goût de la beauté, etc.

Relocaliser l'économie

Pour la décroissance soutenable, il faut également relocaliser l'économie, faciliter l'installation de petites structures agricoles à taille humaine et renoncer à ses monstruosité industrielles où des millions de créatures perçues comme des protéines souffrent le martyre pour alimenter nos insatiables mandibules. Ainsi renoncer à ces déserts de maïs et cette monoculture destructrice des sols, des eaux, qu'elles épuisent et polluent pour produire des protéines animales sans valeur nutritive voire insalubre. Ces structures auront pour mission de satisfaire à la nécessité

de produire et consommer localement des denrées de hautes valeurs nutritives produites avec des méthodes non préjudiciables aux sols, aux eaux souterraines, à l'environnement et bien entendu à la santé publique. Sauvegarder la biodiversité comestible et sauvage avec des aménagements appropriés garant de l'intégrité, de la beauté des paysages.

Concernant les aptitudes manuelles, il serait important de réhabiliter tous les métiers susceptibles de l'être et répondant à des besoins locaux : artisanat, services, assistance mutuelle. La production industrielle devra être définie sur les bases de ce que seule l'industrie est en mesure de réaliser. Il serait par exemple préférable d'avoir 200 cordonniers au travail, qu'une masse de chaussures produites par des machines, voire issue du travail délocalisé fait par des esclaves anonymes.

Toutes ces dispositions et bien d'autres encore auraient l'immense avantage de restituer aux être humains des capacités confisquées par le sacro-saint « gain de productivité », l'outrance et l'hégémonie technologique produisant des infirmes. Bien entendu, tout cela doit être accompagné par un comporte-

Il serait préférable d'avoir 200 cordonniers au travail qu'une masse de chaussures produites par des esclaves anonymes.

ment conscient et responsable de chaque citoyen œuvrant à titre individuel et collectif à la réduction du superflu, générateur de masse, de déchets tels que cela est devenu probablement pour la première fois le phénomène le plus aberrant de l'histoire humaine. A l'exemple de la nature qui n'a pas de poubelles, il serait judicieux et vital d'éradiquer les rebuts d'une façon drastique. Avec cette logique globale, la réduction du temps de travail se ferait par la réduction d'une productivité excédentaire. Le temps ainsi libéré pourrait être mis à profit pour

des travaux de réhabilitation des environnements dégradés, à des actions qui ne seraient plus du secourisme social souvent sans résultats, mais à la construction d'un lien social indispensable pour un avenir où l'on ne sait d'ors et déjà pas ce que sera par exemple la condition des vieillards et des enfants ; bref, en mettant l'humain et la nature au centre de nos préoccupations, les inspirations ne nous manqueront pas.

D'aucuns peuvent trouver ce programme irréaliste, impossible à appliquer. Notre conviction est que nous n'aurons de toute façon pas le choix. Cela implique bien entendu pour chacun de nous de se considérer comme le lieu de sa propre mutation, laquelle induira la mutation de la société toute entière.

Pierre Rabhi ■



Agriculture biologique



Arnaud Dufour et Céline Wolff, Kergallic, 29380 Bannalec, tél : 02 98 39 55 43.

■ **Foie gras bio ?** On trouve parfois du foie gras dans certains salons écologiques. Celui-ci serait bio. Pour obtenir le foie «gras», il faut que l'oiseau soit gavé pendant de longues semaines. S'il le fait naturellement notamment avant la migration d'hiver, ce n'est absolument pas une démarche naturelle dans aucun élevage. Le gavage, même avec des céréales bio, provoque une multiplication du volume du foie par 8 à 10, rendant l'oiseau en situation d'indigestion permanente. Plusieurs pays (Allemagne, Autriche, Danemark, Norvège) ont interdit le gavage... mais pas encore les chartes de l'agriculture biologique en France.



■ **Coton bio.** La filière du coton bio se développe régulièrement. On peut trouver une gamme de produits finis auprès de *C'est coton !* 370, route de Rousset, 13710 Fuveau, tél : 04 42 12 38 99. On peut acheter du coton au mètre pour faire ses propres vêtements auprès de *Talat Fa, Le Pech du Rey*, 46700 Cassagnes, tél : 05 65 36 63 45.

■ **Nord-Pas-de-Calais : portes ouvertes.** Les associations de la bio organisent des portes ouvertes les 21 et 22 septembre, avec de nombreuses animations dans les fermes bios de la région. *A Pro Bio*, 241, avenue de la République, 59110 La Madeleine, tél : 03 20 31 57 97.

■ **Bretagne : GFA pour une ferme bio.** De jeunes repreneurs d'une ferme de 50 hectares dans la région de Bannalec, dans le Sud-Finistère, avaient trouvé un accord avec l'éleveur qui partait à la retraite quand le propriétaire des lieux a annoncé son intention de vendre. Vu le coût de l'exploitation, convoitée par les éleveurs de porcs, il n'est pas possible d'acheter les lieux individuellement. Un projet de GFA s'est mis en place pour favoriser l'achat de la ferme et assurer son développement en bio par la suite. Les actuels éleveurs cherchent donc des partenaires financiers pour compléter le capital de ce GFA.

esperanto

■ **Espéranto-Ecologie.** Cette nouvelle association cherche à montrer les liens qui existent entre une démarche écologique et le choix de la langue internationale. *Espéranto-Ecologie*, 4, rue de Lourdes, 65400 Argelès-Gazost.

■ **Maine-et-Loire : rencontre de jeunes.** Du 30 août au 7 septembre, rencontre internationale «Festo» au château de Grésillon, 49150 Baugé.

Habitat sain

■ **Belgique : Itinérance bois.** une importante exposition sur l'habitat et le développement durable circule de septembre 2002 à mars 2003 dans sept villes wallonnes :

- 6 au 10 septembre, Eupen, locaux de la BRF, Kehrweg, 11,
 - 25 au 29 octobre, Ottignies, centre culturel, avenue des Combattants, 41,
 - 22 au 26 novembre, Mons, hôtel de ville, grand Place,
 - 13 au 17 décembre, Charleroi, centre culturel régional L'Eden, boulevard Bertrand, 3,
 - 24 au 28 janvier 2003, Arlon, maison de la culture, parc des expositions,
 - 21 au 25 février, Liège, espace Saint-Georges, îlot Saint-Georges,
 - 21 au 23 mars, Namur, salon Bois & Habitat, palais des expositions.
- Renseignements : *Bois & Habitat*, rue du Faignat, 70, B 1325 Chaumont-Gistoux, tél : 32 10 68 91 25.

■ **Hautes-Alpes : Le Gabion.** Le Gabion propose des stages de formation aux artisans et aux autoconstructeurs, tout au long de l'année. Prochains stages : construction paille et ossature bois : comment monter les murs, gérer les angles, faire des

ouvertures, visites de maisons (23 au 27 septembre), la brique de terre crue (21 au 25 octobre), construction de voûtes et coupoles (28 au 31 octobre). *Le Gabion*, 3, impasse Gentiane, 05200 Embrun, tél : 04 92 43 19 19.

■ **Charente : maison en paille.** La maison en paille propose dans son centre d'information expositions et conférences sur l'architecture en paille ici et ailleurs. Chantier d'initiation du 2 au 6 septembre, possibilité de poursuivre ensuite sur place. Propose également encadrement de chantier. *La Maison en paille, André et Coralie de Bouter, Le Trezidou, 16290 Champmillon, tél : 05 45 66*



27 68.

■ **Savoie : Maison nature.** Maison nature a ouvert en juin 2002 à Albertville et propose aux particuliers et aux professionnels tout ce qui concerne l'habitat naturel et l'écoconstruction : isolants, peintures, lasure, traitement de l'eau, solaire, bois, mobilier, carrelage, décoration, jardinage bio, papier, chanvre, etc. *Maison nature, ZA du Chiriarc, 120, rue Louis-Armand, 73200 Albertville, tél : 04 79 32 62 36.*

■ **Rhône : Oïkos.** L'association Oïkos fait la promotion de l'habitat sain depuis 1991. Elle propose des soirées d'information les lundis soirs à 20 h : l'isolation écologique (22 septembre), le chauffage écologique (7 octobre), la géobiologie (4 novembre), économie et assainissement de l'eau domestique (2 décembre). Elle propose aussi des chantiers de formation : enduit à la chaux sur mur de brique (septembre), enduit au chanvre sur mur de brique (7 septembre), épandage sur plantation de roseaux (mars 2003), construction d'une maison en terre (avril 2003), plancher terre et paille (automne 2003). Elle propose enfin des visites d'installation : les roseaux nettoyeurs à Terre Vivante (5 octobre), de la forêt à la construction (21 septembre), la terre en rénovation (14 décembre), bioclimatique et ossature bois (30 novembre). *Oïkos*, 114, boulevard du 11-Novembre-1918, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 94 09 65.

■ **Votre maison se visite ?** Envoyez-nous une photo si possible ainsi que les caractéristiques des alternatives mises en œuvre et les conditions de visite.



Maisons en paille (ci-dessous et ci-dessus).

Finances alternatives



■ **La NEF progresse.** 949 personnes sont devenues sociétaires de la NEF en 2001 portant le total à 5755. Deux régions dépassent les mille sociétaires : l'Ile-de-France et Rhône-Alpes.

Les problèmes de remboursement des prêts a poussé à être plus rigoureux et cela a freiné les demandes (83 nouveaux prêts en 2001 contre 119 l'année précédente). Ces nouveaux prêts ont concerné surtout l'écologie (41 prêts), le social (27 prêts), le culturel (10 prêts). En écologie, il s'agit surtout de prêts liés à l'agriculture biologique (installation, transformation, commercialisation). En collaboration avec l'association Hespul, la NEF a été reconnue comme organisme financier pour la participation à deux programmes européens dans le domaine des énergies renouvelables : un concerne le photovoltaïque domestique, l'autre le petit éolien. Depuis cinq ans, du fait de sa croissance rapide, la NEF présentait toujours des résultats financiers négatifs. En 2001, elle dégage pour la première fois un léger excédent. *La Nef, 114, boulevard du 11-Novembre-1918, 69626 Villeurbanne cedex, tél : 08 11 90 11 90, www.lanef.com.*

■ **Paris : débats.** La NEF, organisme financier coopératif, rassemble plus de 6000 sociétaires en France et a déjà aidé à financer plus de 1000 projets en treize ans. Pour débattre de la finance éthique, durable, solidaire... elle organise des jeudis découverte de la Nef, les prochaines réunions (à 19 h) se tiendront le jeudi 26 septembre, le jeudi 24 octobre, le jeudi 28 novembre. *La Nef Ile-de-France, 35, rue de Lyon, 75012 Paris, tél : 01 44 87 00 04.*

PARIS Théâtre Arc-en-ciel

Le théâtre Arc-en-ciel propose de chercher à travers l'action théâtrale de la tragédie du sens à donner à la compréhension du monde. Comment l'innommable est devenu possible, comment la terreur paralyse le peuple, comment la fatalité des Grecs n'est en fait que la conséquence d'une volonté humaine qui cherche à masquer ses œuvres. *Arc-en-ciel, 110 ter, rue Mercadet, 75018 Paris, tél : 01 42 34 40 30.*

PYRÉNÉES-ORIENTALES Echange de savoirs et de compétence

Le comité départemental de soutien à Pierre Rabhi a mené une réflexion sur la suite à donner. Il en est arrivé à lancer l'idée d'un réseau d'échange de savoirs et de compétences qui contrairement aux SEL ne comporte par de monnaie virtuelle d'échange. Tous les quatre mois, un catalogue est mis à disposition et envoyé aux participants, chacun fait les échanges qu'il veut. *RESCO, Thierry Casasnovas, El cap del Boðu, chemin d'Ortaffa, 66690 Palau-del-Vidre.*

LARZAC Rencontre ruraux et société

Relier, réseau d'expérimentation et de liaison des initiatives en espace rural, organise les 21 et 22 octobre à la ferme accueil de La Salvetat, sur le plateau du Larzac, ses rencontres nationales. Cette année, le thème abordé sera celui des transmissions. Nous sommes tous des transmetteurs de savoirs, de savoir-faire, de savoir-être, mais transmettre suppose de prendre du temps pour permettre d'évoluer et de suivre celui à qui l'on transmet. La transmission, c'est aussi celle des biens, avec toutes les questions qui relèvent de la propriété, que ce soit la propriété des idées, des lieux de vie, que cette propriété soit individuelle ou collective. Se pose alors la question de la cohabitation entre les porteurs de projets et leurs aînés... qui ont souvent connu les mêmes problèmes. L'occasion de s'interroger sur ce qui reste des luttes sociales et des projets communautaires des années 70 (sur le Larzac en particulier). Deux jours entre démythification et utopie. *Relier, rue Gustave-Gresse, 26400 Aouste-sur-Sye, tél : 04 75 25 44 90.*

MARSEILLE Créer son entreprise

Mettre en conformité son travail avec ses convictions personnelles, c'est possible en choisissant des formes particulières d'entreprises (secteur coopératif). Depuis 2000, la coopérative PLACE propose à Marseille une

Fêtes, salons, foires

- **Picardie : marché bio de Rivery.** 1er septembre. Démonstration de matériel sur les énergies renouvelables. *Agri bio en Picardie, tél : 03 22 33 69 33.*
- **Yonne : 9e marché bio de Vézelay.** 1er septembre, place Borot et alentours avec une trentaine de producteurs. *Biobourgogne Sedarb, 19, avenue Pierre-Larousse, BP 382, 89006 Auxerre cedex, tél : 03 86 72 92 20.*
- **Cantal : 15e foire bio d'Aurillac.** 1er septembre. *L'Arbre à pain, 7, avenue Georges-Pompidou, 15000 Aurillac, tél : 04 71 63 56 40.*
- **Côtes-d'Armor : 17e Biozone.** 7 et 8 septembre à Mur-de-Bretagne. Thème de l'année : les énergies renouvelables avec une conférence sur les petites éoliennes et une autre sur la démarche négawatt. 185 exposants dont un tiers pour l'alimentation. *Biozone, 45, Le Coudray, 22800 Saint-Brandan, tél : 02 96 32 11 14.*
- **Hautes-Alpes : 4e Génépi.** 7 et 8 septembre à Embrun. Conférences, débats, exposants. *Embrun-Ecologie, Hervé Gasdon, route de Saint-André, 05200 Embrun, tél : 04 92 43 01 22.*
- **Thaon-les-Vosges : 18e fête de l'homme, la nature, l'environnement.** 14 et 15 septembre. Thème de l'année : saveurs et musiques du monde. 160 exposants : producteurs bio (50%), habitat sain, santé, artisanat. 20 débats avec films, concerts. *Jean-Claude Noircière, rue du Chêne, 88500 Vaubexy, tél : 03 29 39 50 99.*
- **Pays Basque : Asunak.** Les 14 et 15 septembre, rencontres de l'agriculture biologique. Samedi 14 : journée fermes ouvertes sur le thème des énergies renouvelables en agriculture biologique, dimanche 15 : stands et débats. *Biharko Lurraren Elkarte, Cívam Bio, 32, rue de la Bidouze, 64120 Saint-Palais.*
- **Creuse : 6e Colchique.** 15 septembre à l'étang de Courtille à Guéret. 60 exposants : bio, artisans, associations, conférences et animation. Tout gratuit. *Colchique, La Size, 23320 Bussière-Dunoise, tél : 05 55 81 65 13.*
- **Jura : fête du pain, du vin, des fromages et des bouquins.** 1er édition le 15 septembre, à l'éco-hameau du Biolopin, à Saint-Maur. *Centre d'alternatives appliquées, Biolopin, 39570 Saint-Maur, tél : 03 84 44 23 92 (le lundi).*
- **Allier : 18e foire écobioologique d'Yzeure.** 21 et 22 septembre, au château de Panloup. *Nature et Progrès, La Vivrière, 03210 Besson, tél : 04 70 42 85 13.*
- **Isère : 6e foire aux produits bios.** 21 et 22 septembre à Mens. Thème de l'année : la maison écologique. Table-ronde : quelle agriculture pour protéger notre environnement et notre santé. *Office de tourisme, 38710 Mens, tél : 04 76 34 84 25.*
- **Côte-d'Or : foire écologique.** 22 septembre. Salle Saint-Exupéry à Semur-en-Auxois. Artisanat, associations, librairie, hygiène, énergies douces, collecte sélective. Renseignements à la mairie.
- **Charente : Un jour sur Terre.** 28 et 29 septembre, à Nanclars, première fête de l'écologie avec marché bio, associations, économie solidaire, énergies renouvelables, conférences-débats, animations. *La Sauce verte, 52, rue Abbé-Rousselot, 16000 Angoulême, tél : 06 80 87 93 69.*
- **Drôme : 19e foire de Montfroc.** 5 et 6 octobre, au sud-est du département, producteurs et transformateurs bio, plantes médicinales et huiles essentielles, artisans, associations. *Amis de la foire bio de Montfroc, 26560 Montfroc, tél : 04 92 62 01 55.*
- **Lot-et-Garonne : 14e Horizon Vert.** 5 et 6 octobre, au parc des Expositions de Villeneuve-sur-Lot. Thème de l'année : le défi aliment-terre. *Horizon Vert, BP 208, 47305 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 40 10 10.*

formation en trois mois pour l'aide à la création d'entreprise. Elle est gratuite pour les demandeurs d'emploi longue durée. La prochaine session démarre fin septembre. Pour en savoir plus : *PLACE, 6, rue des Trois-Mages, 13006 Marseille, tél : 04 91 92 13 54.*

hydraulique devrait être en même temps un centre d'initiation aux énergies douces et également un lieu de travail et d'exposition pour les artistes. *Luz'in@rt, usine du chemin de Vaux, 91580 Auvers-Saint-Georges, tél : 01 60 80 36 60.*

ESSONNE Un musée de l'action écologique ?

Un groupe d'artistes, propriétaire d'une ancienne usine de 1200 m² située dans l'Essonne, envisage de la transformer en «musée vivant de l'écologie et du recyclage». Il cherche pour cela à récupérer des objets qui ont contribué à mener des actions non-violentes en vue de la protection de la nature ou de l'environnement. Il cherche également à récupérer les photos des actions, les tracts, etc. L'usine qui fonctionnait à l'énergie

RHÔNE Ce que je mange influence mon environnement

Rencontre chez un agriculteur bio du Beaujolais, à Alix, le samedi 7 septembre à partir de 10 h du matin. Stands paysans et associatifs, exposition sur les OGM, table-ronde et débat sur le thème de la journée, repas le soir avec groupe folk. *Alliance Paysans-Ecolos-consommateurs-tiersmondistes, 8, quai Maréchal-Joffre, 69002 Lyon. Inscriptions à l'avance au 04 78 35 87 85 ou 04 74 01 13 64.*

20 ans de Silence

Une semaine ensemble



Marianne Costier



Marianne Costier

Quelques grands services publics au milieu d'un néant. Et quel serait

l'avenir, dans le secteur public, d'associations contestant le pouvoir ?

Proposition d'un participant : les associations représentent un nombre considérable de citoyens et ne sont pas représentées au gouvernement. Pourquoi ne pas réclamer la création d'un parlement des associations ?

Quels contre-pouvoir ?

De la nécessité absolue de contre-pouvoir, de la défense des libertés, on passe tout naturellement à la politique qui devrait en être garante. On l'a abordée au Larzac sous plusieurs angles : l'écologie et plus précisément une écologie libertaire et l'économie. Pour cette dernière, Jean-Paul Lambert a rappelé les principes de l'économie distributrice, Agnès Bertrand montrant avec l'OMC, comment l'économie se veut au-dessus des lois, avec (voir Livre du mois dans *Silence* n°283). Tout se rejoint : une petite association locale dénonce un abus, des milliers de défenseurs d'une société vivable se retrouvent à Seattle ou refusent le tout-nucléaire ou les OGM et cela participe d'une même démarche : ne plus obéir les yeux fermés à une puissance arbitraire qui s'arroge le droit exorbitant de décider de notre sort et de celui de la planète.

En quoi et comment nos choix politiques pourront-ils infléchir l'orientation mondiale qui semble inéluctable ? La démocratie peut-elle encore redonner la parole aux populations ? La politique déshumanisée ne fonctionne plus. Chez nous, la moitié des électeurs ne vont plus voter et, quand ils le font, c'est pour un vote bananier à 82% afin d'élire — délire ? — qui ne leur plaît pas ! On s'est réuni autour du thème «écologie libertaire» pour voir si les deux notions peuvent se concilier et s'enrichir mutuellement en évitant les écueils qu'ont ren-

contrés les formations politiques se réclamant de l'écologie. Notamment le fait que toute l'énergie des candidats à une élection se consume dans le jeu électoral et que toutes les idées novatrices qu'ils ont pu avoir se perdent, quand ils sont élus, dans la bagarre

Plus de 400 personnes réunies pendant la semaine, près d'une centaine d'ateliers proposés par les personnes présentes, une manifestation en soutien à José Bové et des visites sur le plateau du Larzac, les 20 ans de Silence sont un indéniable succès.

Le projet était un peu fou. Mais vous avez été des lecteurs admirables de bonne volonté, pleins de toutes sortes de talents insoupçonnés, indulgents pour les erreurs de fonctionnement et je crois pouvoir affirmer que, presque tous, nous avons été très satisfaits par l'expérience. Mais apparemment 40 pages mensuelles ne suffisent pas pour échanger toutes les idées qu'il nous faudrait approfondir ensemble et si les «Amis de Silence» prennent le relais, tant mieux. Merci aux 400 lecteurs qui ont fait le déplacement !

Je ne prétendrai pas faire une synthèse de tout ce qui s'est dit, je n'étais pas partout et j'ai peut-être raté l'essentiel. Dans ce cas, je compte sur vous, lecteurs du Larzac, pour pallier mes carences. Je ne vous livrerai qu'une partie de ma moisson personnelle.

De l'avenir des associations

J'ai commencé par un débat sur le péril guettant les associations qui, à trop vouloir

ressembler à des entreprises, en ont aujourd'hui la fragilité (embauches faciles, il y a quelques années — avec les statuts d'objecteurs puis ceux des «emplois-jeunes» — qu'il devient très lourd de remplacer par de «vraies» embauches, craintes pour les associations vivant de subventions de les voir supprimées par le gouvernement actuel...). D'où parfois recours, pour boucler les budgets, à des sponsors qui peuvent eux-mêmes être dangereux pour l'indépendance d'esprit.

Le mode associatif type 1901, même s'il comprend tout, majoritaires ou droits de l'homme, a permis et permet encore une liberté d'expression à laquelle nous tenons très fort.

Quelqu'un fait remarquer que l'Etat se décharge sur les associations de services qu'il devrait couvrir, c'est exact, mais, sans les associations, qui aurait eu l'initiative et que resterait-il de certaines formes d'action après passage dans la machine administrative ? On a trop vu ce que peut devenir le tout-Etat sous certains régimes.

Comment nos choix politiques pourront-ils infléchir l'orientation mondiale ?

pour se maintenir en place. Ça se résume en une phrase : ils ne peuvent pas faire de politique.

D'où l'idée de créer un groupe écolo-libertaire qui ne serait pas du tout un parti et qui n'aurait pas pour objectif de présenter des candidats aux élections, même si parfois il pourrait aider quelqu'un comme Pierre Rabhi par exemple.

Une personne intervient : la politique s'est déshumanisée et coupée des citoyens par excès de matérialisme, il lui manque une forme de spiritualité qui tiendrait compte de la globalité de la personne. Les participants approuvent. Le matérialisme n'est pas l'apanage de la gauche, il a marqué tous les régimes et peut-être peut-on voir dans l'apparition ou réapparition des extrémismes, ces excès inverses, une exacerbation d'un besoin trop longtemps refoulé. Les religions ont accaparé la notion de spiritualité, une spiritualité civile devrait être possible.

J'ajouterai qu'il faut sauver de leur déviance d'autres notions dont il ne faut surtout pas parler depuis des décennies : le travail, assimilé au boulot-salarié-des-travailleurs-exploités et dont il est donc de mauvais aloi de reconnaître qu'il peut procurer du plaisir (on a bossé, au Larzac et on s'est fait plaisir, non ?). Et puis la morale, annexée elle aussi par les religions. Or l'écologie est une morale qui nous oblige de penser aux conséquences de nos actes et de nos choix, qui nous fait préférer une qualité de vie à une quantité de biens.

Et l'on retrouve l'économie : celle du commerce mondial est totalement dépourvue de morale, elle est une forme suprême de mépris. Toute la production devrait être repensée en terme de morale économique : refuser tout ce qui gaspille l'énergie et les ressources naturelles (types de produits correspondant aux besoins et excluant les gadgets ainsi que l'armement ; modes de production), veiller à un partage équitable ici comme ailleurs de ce qui est produit (distributisme et non pas redistribution). Les économies marxistes et capitalistes n'ont jamais pris en compte ces facteurs. Ne serait-ce pas une des causes de l'épidémie de mal-être, que

dis-je ? l'épidémie mondiale du mal ? D'où, peut-être, ces lames de fond d'une contestation profonde se traduisant par les grandes contestations dans les rues qui n'étaient pas orchestrées par les mouvements constitués ? Le

général de Gaulle traitait les Français de veaux, des veaux qui seraient aujourd'hui aux hormones ce qui n'arran-

de réseau, et qui refuserait l'électorisme et les chefs-gourous. Qui redonnerait au pouvoir le seul sens du verbe — capacité d'agir — et ne lierait plus à aucun pouvoir temporaire aucun privilège particulier (ce ne serait qu'un poste de gestion et d'initiative dévolu pour peu de temps. Dévolu comment ? élection ou tirage au sort ?), un «service» à rendre à la communauté, pas du tout un titre de gloire.

Et l'écologie dans tout ça ? Elle serait le fil conducteur lors de toutes les décisions afin qu'aucune loi, aucun décret, aucune autorisation d'exploitation ne puisse être entériné sans que la question des conséquences écologiques éventuelles n'ait été débattue et de façon indépendante des parties intéressées.

Un projet de gouvernement ? Et pourquoi pas ? Et porter plainte contre l'OMC devant le Tribunal international pour crime contre l'humanité, en regard du nombre de morts provoquées dans le monde par ses méthodes, pourquoi pas ? Viser haut, parler fort, recommencer quand on nous envoie paître (des veaux, encore !), pour harceler les puissants, pourquoi pas ?

Madeleine Nutchey ■

• Envoyez-nous vos réactions, vos photos avant fin septembre pour le numéro de novembre.



gerait rien. Eh bien, général, on dirait que le troupeau se rebiffe et le troupeau mondial, cette fois...

Donc : créer un groupe politique de réflexion et de proposition, plutôt sous forme

Inventaire des activités

Voici ce que nous avons relevé sur le panneau de présentation des activités. Nous n'avons noté qu'une fois celles qui se répètent. Ainsi celui ou celle qui voulait apprendre l'espéranto a bénéficié d'une dizaine de cours. Toutes les activités ci-dessous étaient gratuites. Il y avait souvent jusqu'à une dizaine d'activités simultanées.

- Peintures pour les enfants • relation entre parents et enfants • massage, do-in, shiatsu • aikido et bâton chinois • théâtre-forum • crochet et tricot • création d'une œuvre de land-art : le tipi végétal • Jeûne de soutien à José Bové • Jean-Baptiste Libouban et l'Arche de Lanza del Vasto • film sur les Indiens d'Amazonie • sculpture sur bois • ballades en vélo • initiation à la poterie • la non-violence à l'école • avenir de l'agriculture biologique • décroissance et cohérence • agir dans notre quotidien • jeux coopératifs • contes • alternatives locales à la globalisation • hameaux écologiques en Guyane • élections, abstentions et contre-pouvoir • cours d'espéranto • Il était une fois l'Arche • association, croissance et dépendance • non-violence et jeux de rôles • préparation de l'action à Millau : banderoles, camion peint, etc • déchets ménagers • gymnastique douce • pertinence de l'aide aux pays du Sud • rencontre avec la Confédération paysanne • promenade en poney • faire son pain bio • Bonaventure : l'école autrement • danse africaine • l'économie distributiste • concert de Môrrice Bénin • le mât de la paix • les médecines d'avenir • comment la politique ? • un monde sans argent • les alternatives au Cun du Larzac • yoga et éducation • les recours juridiques • l'histoire du Larzac • quinze ans de marches non-violentes • féminisme, patriarcat et genre • le cas Bové • faire une douche solaire • soirée de présentation des vingt ans de Silence • pique-nique à Montredon • écologie individuelle, associative, politique • les brigades de paix internationales • logique citoyenne et rentabilité • Palestine • huile de tournesol comme carburant • initiation au mime • décroissance soutenable • non-violence : jeu vert et rouge • autoconstruction • jeûne politique • lutte contre les barrages • énergies renouvelables • création des Ami-e-s de Silence • ballade ornithologique • parapente • écovillages • petites nouvelles inédites • Kokopelli et la question des semences • le mouvement sensoriel • des WC sans eau • revue Passerelle Eco • le moteur Pantone (80 % d'eau) • réseau écolo-libertaire • les cafés citoyens • la non-violence dans mon panier • manger cru • l'histoire du Cun • la spiruline • logiciel libre et développement sensoriel • manif devant le Mc Do de Millau • résistance à la mondialisation • vivre en harmonie • relaxation dans la nature • faire une éolienne avec une bouteille en plastique • film «l'erreur boréale» • heure de silence à Millau pour la Palestine • marches non-violentes des sans terre, sans papiers... • changement climatique • rêve : utopie ou réalité • concert de clôture improvisé.





Petites phrases

«Faire croire que Jospin peut ne pas être au second tour, c'est prendre les Français pour des imbéciles».

Noël Mamère, 17 avril 2002.

Israël-Palestine

■ **Boycott économique.** Agir ici, en partenariat avec la plateforme des ONG françaises pour la Palestine, lance une campagne de cartes postales en direction de l'Élysée et de l'Europe pour demander que l'Union européenne précise ses accords commerciaux avec Israël, notamment en interdisant l'achat de produits provenant des territoires occupés. Agir ici diffuse avec les cartes un intéressant dépliant qui fournit de très nombreuses ressources pour ceux qui veulent agir en faveur d'un processus de paix. *Agir ici, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél : 01 56 98 24 40.*

■ **Roulotte pour la paix.** Le peuple palestinien vit une tragédie depuis cinquante ans et depuis deux ans, c'est encore pire. Ce n'est pas facile non plus d'être un Israélien pour la paix. Pour lui que veut dire qu'il vit dans la «seule démocratie du Proche-Orient» ? Amit Weisberger, Israélien, 27 ans, né à Jérusalem dont les parents sont aussi nés en Israël, après une recherche dans les milieux de l'agriculture biologique a rencontré l'Arche de Lanza del Vasto en 2000. Il lance un projet de marche pour la paix de Paris à Jérusalem, avec une roulotte tirée par un cheval pour assurer le logis. Chacun est invité à participer quelques kilomètres ou quelques jours. Sont prévus une semaine d'animation sur Paris et un spectacle de marionnettes en route pour expliquer l'initiative. Il propose une démarche de paix intérieure et extérieure. Pour la paix intérieure, il souhaite, en tant qu'Israélien, parler d'abord des erreurs de «son côté» en réclamant une courageuse autocritique, faire la promotion d'une paix

durable, ce qui signifie au moins deux Etats pour deux peuples, le retrait immédiat des territoires occupés aux limites de 1967, l'évacuation des colonies, l'établissement de deux capitales à Jérusalem, le droit au retour des réfugiés. Enfin, il fera, tout au long, part de son soutien aux objecteurs de conscience. Le trajet prendrait sensiblement un an avec une pause pendant l'hiver, à raison de 25 km par jour, cinq ou six jours par semaine. Il espère pouvoir partir au printemps 2003. *Roulotte pour la paix, Amit Weisberger, 10, rue des Mauges, 49410 Beausse, tél : 02 41 75 52 25.*

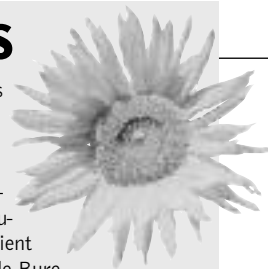
Boycott de Big brother

Afin de mettre en place un boycott des pires multinationales par un engagement personnel à fuir les grandes marques, un projet de campagne est à l'étude, avec des questions à résoudre du genre : comment rouler en voiture quand on connaît la politique de toutes les compagnies pétrolières ? Le sujet vous intéresse ? Prendre contact avec *Big Brother : crève ! Neyrolles, 43440 Champagnac-le-Vieux, tél : 04 71 76 38 76.*

Elections

■ **Candidats recalés.** Les gens mobilisés autour de la candidature de Pierre Rabhi n'ont pas vraiment cherché à collecter des signatures. Il en est quand même arrivé 180 au Conseil constitutionnel. Autres éliminés : Antoine Waechter et Brice Lalonde, pour la deuxième fois chacun. Le comédien Dieudonné a renoncé avant l'arrivée de la date limite. 32 candidatures ont été prises en compte par le Conseil constitutionnel dont 16 ont été validées par les 500 signatures d'élus.

Du côté des Verts



■ **Finlande : les Verts s'en vont.** Depuis 1995, les Verts finlandais faisaient partie du gouvernement en la personne de la ministre de l'environnement et de la coopération. Le gouvernement a accepté le principe de la construction d'un nouveau réacteur nucléaire. Le 26 mai, les Verts ont décidé de quitter le gouvernement. Dommage que d'autres en France n'en aient pas fait de même au lieu de signer pour le chantier de Bure ou l'extension de l'usine Melox par exemple.

■ **Trois députés.** Les Verts conservent trois députés (au lieu de sept) : deux réélus, Yves Cochet et Noël Mamère et une nouvelle, Martine Billard, élue dans une circonscription parisienne.

■ **Souscription.** Le grand nombre de candidats verts qui n'ont pas franchi la barre des 5 % nécessaires au remboursement institutionnel a comme conséquence un manque financier pour les Verts de 2,5 millions d'euros (soit un an et demi de ce qu'ils touchent au niveau national). Les Verts ont lancé une souscription dont l'argent sera reversé aux candidats malheureux. *Association nationale de financement des Verts, 25, rue Mélingue, 75019 Paris.*

■ **Aveyron : pollueur-payé ?** Alain Desjardin, candidat des Verts aux élections cantonales de mars 2001, écrivait dans sa profession de foi «soutien aux habitants du Clapier, qui ont obtenu la démission de l'ancien maire qui pollueait l'eau de la commune». Ce dernier, qui refusait l'affichage légal des analyses d'eau sur sa commune, n'a pas apprécié de se faire traiter de pollueur et a attaqué en diffamation. Il gagne en septembre 2001 en première instance et attaque un journaliste qui reprend alors les propos de Desjardin s'étonnant «que le pollueur soit indemnisé (...) pour non affichage des relevés alors que l'eau était polluée». Alain Desjardin et le journaliste sont alors condamnés en première instance en février 2002. En appel, à Montpellier, toutefois, pour le premier procès, la peine est confirmée (ce n'est pas l'ancien maire qui a pollué), mais l'appel pour la deuxième phrase infirme le premier jugement. L'affaire se poursuit en cassation actuellement. Les Verts-Aveyron lancent un appel à soutien financier, la procédure coûtant cher. *Verts-Aveyron, BP 308, 12103 Millau cedex (mention soutien A. Desjardin).*

■ **Visites aux maires.** La LCR a publié un bilan de ce qu'il a fallu faire pour qu'Olivier Besancenot ait ses signatures : 17 500 rendez-vous avec des maires ont permis d'obtenir 740 promesses... qui après rétractations, erreurs, ont donné finalement 537 signatures officielles. Le parti des Travailleurs a indiqué avoir dû rencontrer 11 000 maires pour obtenir les fameuses 500 signatures.

■ **Mode électoral.** Trois partis politiques ont fait sensiblement le même nombre de voix aux élections législatives : les Verts, l'UDF et le PCF. L'UDF a 22 députés, le PCF en a 21... mais les Verts en ont seulement trois. Le FN a fait plus que les trois réunis et n'a aucun député. Voici les miracles de la démocratie.

Blanchiment d'argent

La mission d'information sur le blanchiment dirigée par les députés Peillon et Montebourg a achevé son tour d'Europe par la France. Le sud-est du pays est présenté comme «une terre d'accueil de la criminalité», paradis immobilier des mafias russe et italienne. Le rocher monégasque situé à la limite entre la France et l'Italie, est idéalement placé. La plupart des procédures judiciaires s'enlisent, se perdent, car les réseaux de délinquants bénéficient d'infiltrations dans la magistrature. Une partie de cette criminalité financière est également liée aux relations franco-africaines. (*Billets d'Afrique, mai 2002*)

heures de réparation, voir numéro précédent), le MEI, Mouvement des écologistes indépendant, sous la plume de Marc Faivet, n'a rien trouvé de mieux que de publier un communiqué où l'on peut lire que Greenpeace, organisation «issue d'un pays étranger» ferait une «concurrence déloyale aux autres mouvements écologistes» dont elle se distingue «par des actions violentes». Greenpeace serait «une organisation dite écologiste qui ne peut être assimilée à celles de notre pays». Ahurissant.

Agone brûle

Les entrepôts parisiens de la maison d'édition Agone ont brûlé dans la nuit du 29 au 30 mai, détruisant 52 000 ouvrages. L'ensemble des stocks de cette maison d'édition qui s'est fait connaître notamment pour ses traductions des livres de Noam Chomsky. Edition indépendante, elle souhaite repartir et lance une souscription pour la publication de cinq ouvrages dès la rentrée (quatre rééditions et une nouveauté). Don et demande de catalogue : *Agone, BP 2326, 13213 Marseille cedex 02.*

MEI : jalousie ?

A la suite du soi-disant attentat de Greenpeace contre le bateau Défi Areva, largement médiatisé par les journalistes sans vérification des faits (une rayure de 80 cm sur la coque, huit

Voulez-vous accompagner une roulotte pour la paix ?



Sciences citoyennes

Une association «Sciences citoyennes» est en voie de constitution avec comme objectifs l'accroissement des capacités de recherche et d'expertise de la société civile, des forces associatives, consoméristes, syndicales et citoyennes, la stimulation de la liberté d'expression et le débat dans le monde scientifique, la promotion d'élaboration démocratique des choix scientifiques et techniques. Elle tiendra son assemblée générale constitutive le 5 octobre 2002. *Sciences citoyennes*, 84, rue de l'Aqueduc, 75010 Paris, tél : 01 40 38 41 47.

Ecritures d'utopies

Les éditions Huguette Bouchardeau viennent de publier un agenda 2003 qui comporte des extraits de texte d'une centaine d'auteurs de Platon à Guy Debord, tous autour de la notion d'utopie. A commander (23 euros) à : HB, François Bouchardeau, 6, rue Saint-Mary, 04300 Forcalquier, tél : 04 92 75 21 00.

AIX-EN-PROVENCE Université d'été des Alternatifs

Les Alternatifs (ex Rouge-et-Vert), tiendront leur université d'été du 29 août au 1er septembre à Aix-en-Provence. Cinq conférences : un autre monde est possible, le nouveau capitalisme, autogestion et démocratie active, l'appropriation sociale, le marché et les plans. Huit ateliers compléteront. *Les Alternatifs*, 40, rue de Malte, 75011 Paris, tél : 01 43 57 44 80.



Luc Ferry

Luc Ferry, nouveau ministre de l'éducation, est présenté comme un «philosophe». C'est un bien grand honneur pour qui s'est penché sur ses écrits. En 1992, il sort «Le nouvel ordre écologique» chez Grasset. Dans cet ouvrage il rappelle que les nazis ont fait passer trois lois de «protection des animaux» entre 1933 et 1935. Le philosophe en conclut que ceux qui soutiennent les animaux aujourd'hui sont donc de futurs exterminateurs de l'espèce humaine. Il n'a sans doute pas eu connaissance des lois sur les animaux passées à la même époque en Espagne par les Républicains ou plus tôt, dès la fin du XIXe, en Grande-Bretagne, par les conservateurs. Il avance également que ceux qui aiment les «animaux» ou la «nature» le font au détriment de l'homme. On ne peut, selon lui, aimer que l'un ou l'autre. Bref un philosophe de la défense de la pensée unique aujourd'hui récompensé.

MARSEILLE Han Ryner

Han Ryner (1861-1938), professeur, romancier, anarchiste individualiste, fera l'objet d'un colloque les 28 et 29 septembre organisé par le CIRA, Centre international de recherches sur l'anarchisme, BP 40, 13382 Marseille cedex 13, tél : 04 91 56 24 17.

GREENPEACE Fort développement

En 2001, 55 000 personnes ont versé un don à Greenpeace ce qui a généré une hausse de 27 % des sommes collectées. Pour la première fois depuis le début de son existence le bureau français de Greenpeace a plus collaboré au fonctionnement international que celui-ci ne l'a aidé dans ses campagnes. Le budget de l'association atteint pour la France 3,5 millions d'euros dont 1,5 million sert concrètement à des actions de terrain (nucléaire, énergies renouvelables, OGM, forêts, climat, toxiques). *Greenpeace*, 22, rue des Rassellins, 75020 Paris.

Publicité

■ **Paris : répression.** A l'angle du Grand-Palais, sur les Champs-Élysées, se trouve une gigantesque bâche publicitaire illégale (500 m2 environ). Le 24 juin, environ soixante-dix personnes se retrouvent devant pour une opération «au grand jour» qui habituellement consiste à marquer des slogans anti-pub sur des panneaux illégaux. Quarante policiers attendent les manifestants. Des œufs sont quand même jetés en direction de la bâche, ce qui provoque l'intervention musclée de la police. Yvan Gradis, un des animateurs de ces actions, est menotté et porté dans une fourgonnette. Les autres manifestants sont repoussés sans ménagement vers une station de métro voisine. Yvan Gradis est relâché une demi-heure après. Les élus Verts sont intervenus à la mairie pour demander l'enlèvement de cette bâche illégale, mais la mairie, qui a encaissé 272 000 euros pour la location de l'emplacement, entend laisser la publicité en place jusqu'à la date prévue : mars 2003.

■ **Procès boîtes aux lettres.** En 1997, le même Yvan Gradis a pris en flagrant délit un distributeur de dépliants publicitaires qui a pénétré dans son allée avec un passe-partout en principe réservé à la poste. Après de nombreuses péripéties judiciaires, le procès est allé jusqu'au bout. La cour d'appel reconnaît que «tout résident dispose d'un droit à ne pas voir sa boîte aux lettres envahie de documents provenant de la distribution sauvage», elle condamne pour violation de domicile le distributeur à 150 euros avec sursis et accorde 1 euro symbolique au plaignant. Malheureusement, la plainte qui avait été déposée contre le patron du distributeur n'a pas abouti, celui-ci niant avoir fourni le passe-partout. Une jurisprudence qui doit permettre à ceux qui ne veulent plus de publicité dans leur boîte aux lettres d'empêcher ce qui ne provient pas directement de la poste. Dossier complet contre 8,13 euros à demander à Yvan Gradis, 56 bis, rue Escudier, 92100 Boulogne, tél : 01 46 03 59 92.

Mac Crado

■ **Arme de destruction massive.** Lors d'une tournée en Europe, en mai 2002, Ralph Nader, avocat des consommateurs aux Etats-Unis et candidat des Verts aux dernières élections présidentielles a déclaré : «Le remplacement de votre cuisine traditionnelle par des nourritures standardisées de firmes multinationales à haute teneur en graisses et sucres, est plus qu'un affront à vos cultures,

c'est une arme de destruction massive ! 60 % des adultes américains souffrent de surpoids ou d'obésité, et selon le ministère de la santé, dans dix ans, les régimes à haute teneur en graisses tueront plus d'Américains que le tabac».

■ Bové en prison.

José Bové a finalement fait 44 jours de prison, du 19 juin au 1er août, pour avoir participé au démontage du Mac Do de Millau. Les trois cents autres participants se demandent toujours pourquoi seulement lui. José Bové a reçu plus de dix mille lettres de soutien et entre 3000 et 5000 personnes l'attendaient à sa sortie. Il risque encore quatorze mois de prison pour avoir détruit des plants transgéniques.

■ **Foix : Ronald exécuté.** Un groupe se prénomment GLAND (Groupe de libération armée de notre département) a enlevé une effigie du clown MacDo à Foix le 31 juillet. Ils ont annoncé que l'otage avait été exécuté.

■ **Ariège : incendie criminel.** Les opposants ont essayé de racheter le terrain, en vain. Le maire de Saint-Lizier a refusé deux fois le permis de construire. Rien n'y a fait. Le MacDo a été construit à la sortie de la commune. Dans la nuit du 5 au 6 mai, alors que la construction s'achevait, le néfast-food est parti en fumée. La gendarmerie a conclu à un incendie criminel. L'établissement est de nouveau en construction.

■ **Belley : mort d'une poterie.** La poterie de Belley a été construite en 1701. Elle a poursuivi son activité jusqu'en 1993. Elle fait partie du patrimoine et figure sur nombre de guides. En 1993, le dernier potier meurt et la famille décide de vendre. Devant l'engagement du district de Belley à en conserver l'aspect initial, elle lui accorde la priorité refusant de vendre à un restaurateur qui en proposait pourtant nettement plus. En 1997, le maire, Charles Millon présente un projet de maison de pays. Mais le projet disparaît et en octobre 2001, la maison est vendue discrètement à un gérant de société des Bouches-du-Rhône... qui revend immédiatement à Mac Donalds. Le 5 juin 2002, l'avis de destruction de la poterie est signé par la mairie. Une association se bat pour sauvegarder le bâtiment : *Les amis de la poterie de Belley*, *Ecrivieux*, 01300 Massignieu-de-Rives, tél : 04 79 42 11 46.



Ecole et écologie

Mettez trop de vaches dans un pré et elles deviennent agressives. Il ne faut peut-être pas chercher plus loin le «malaise des jeunes» : si on maintenait ouvertes les écoles avec des classes à effectif faible, on permettrait aux enfants de s'épanouir, de ne pas vivre stressés... mais bien sûr cela va à l'encontre des modèles économiques dominants.

L'éducation écologique (et non «à l'écologie») est un art de vivre dans un milieu qui comprend également des humains... Je serais même tentée de dire, dans bien des cas, «en plus».

Que les humains en question soient dispersés dans des campagnes ou entassés dans des villes limite ou aggrave la distance entre l'individu et son milieu de vie «naturel».

Deux milieux : la ville et la campagne

Dans le cas de la ville, la notion d'écologie est à la fois simplifiée, quand la conscience en est présente (les voitures, le bruit, les déchets, toutes les nuisances inconfortables...) et difficile (dans la mesure où la conscience du cycle de la vie est occultée par les autres nuisances).

C'est en ville que les contes constituent un moyen irremplaçable pour créer du sens écologique et remplacer le milieu campagne, qui reste la source de la conscience écologique.

L'avenir de l'écologie, de son existence au sein de l'éducation est étroitement lié à la possibilité, pour tout humain, de vivre (et non consommer du tourisme vert) à la campagne, au moins quelques semaines par an.

En campagne, il est relativement possible à un enseignant, grâce à la proximité avec les habitants du village, avec la nature, avec l'instance politique qui finance l'école primaire (municipalité)... d'instaurer une éducation écologique et à l'environnement efficace et pertinente.

Elle est alors basée sur le vécu, des situations concrètes, la vie quotidienne.

De plus, dans les écoles de campagne, les effectifs sont réduits à taille humaine.

Les équipes pédagogiques n'y excèdent que rarement une dizaine de personnes (dans le cas de regroupements entre différents villages).

Les dispositions gouvernementales menacent des équilibres précaires

Or, à travers ses nouveaux programmes et ses nouvelles orientations, le gouvernement menace ces enclaves, ces réserves naturelles où des êtres humains peuvent encore vivre selon des rythmes biologiques et relationnels : lumière du soleil, proximité avec des animaux domestiques, des animaux d'élevage, des cultures potagères, des cueillettes de plantes sauvages, des sources, des fontaines, de la mort (abattage domestique mais aussi cimetières proches), relations humaines authentiques, connaissance et reconnaissance de son voisin... Le petit village est un espace où l'enfant peut grandir écologiquement.

Sous prétexte de mutualiser les moyens, de favoriser le travail d'équipe, les regroupements d'écoles se profilent à l'horizon.

Dans le cas de plusieurs écoles d'un même bourg (faisant

de toute façon tout pour ressembler à la grande ville), cela ne modifiera guère les choses, si ce n'est en terme d'économie : utilisation optimisée des ressources documentaires, informatiques et humaines.

D'un strict point de vue de l'écologie relationnelle, des équilibres psychologiques déjà



Michel Bernard

Bonaventure : sur l'île d'Oléron une république éducative.

fragilisés par un métier usant, c'est pourtant un pas de plus vers la déshumanisation progressive du système éducatif (entérinée et accélérée par l'existence d'un «super directeur» pour «super-viser» l'ensemble).

Les conséquences sur la vie à la campagne seront dramatiques

Dans le cas des écoles de campagne, c'est la disparition progressive des classes uniques ou des classes à plusieurs cours au profit... des transports routiers pour des enfants de 2 à 10 ans !

A long terme, c'est la disparition pure et simple de villages autonomes (en opposition aux villages dortoirs). C'est aussi la justification de l'agriculture productiviste, intensive ou non, raisonnée ou pas.

Le meilleur moyen de tuer un village est de le priver de ses services publics. Si des agriculteurs, souvent jeunes, se lancent malgré toutes les difficultés que cela comporte, dans l'agriculture biologique, c'est aussi qu'ils ont, pour leurs enfants, une école.

Il en va de même pour tous les jeunes couples qui quittent les banlieues au profit des villages, même s'il leur faut parfois «rouler» pour aller travailler.

En effet, nous admettons facilement (trop facilement) la nécessité de prendre une voiture pour aller travailler ou faire des courses...

Comment lutter, agir, réagir

Tout enseignant, écologiste ou non, sait qu'à partir d'un certain nombre d'individus enfants dans un même espace, non seulement les enseignements ne passent plus, mais l'agressivité, voire la violence se développent. Tout simplement parce qu'il devient impossible de respecter suffisamment l'individu dans un groupe trop important. Que la relation pédagogique, la transmission des savoirs, l'écoute des questionnements cèdent la place à une relation de pouvoir ou de sauvegarde d'un individu menacé dans son intégrité. Tous les systèmes concentrationnaires connaissent ce principe de déstructuration de l'individu.

Les paysans respectueux de leur environnement savent qu'un champ donné ne peut pas accueillir plus de bêtes que sa superficie et sa situation ne le permettent. Et que les vaches tombent malades, deviennent agressives si cette élémentaire règle de bon sens n'est pas observée.

Le nombre d'enfants dans un même espace est donc, à mon sens, un enjeu écologique primordial : des enfants élevés et éduqués dans des conditions stressantes deviendront des adultes stressés, malades, violents, fragiles.

Des adultes obligés d'enseigner dans des conditions stressantes ne transmettront que des conduites d'adaptation au stress, qui se répliqueront en s'aggravant.

Le premier acte militant d'un enseignant écologiste (ou simplement sensibilisé à l'écologie) est donc de demander ou de conserver, coûte que coûte, les classes et écoles de campagne, où la vie scolaire elle-même est plus saine. Mais ils y sont souvent déjà !

Il n'y a pas plus de travail dans une classe de campagne que dans une classe de ville.

Les élèves y deviennent plus autonomes, plus solidaires, plus humains.

Les nouvelles technologies y ont un rôle noble : permettre la recherche d'information, la communication, la création. C'est une question d'organisation. Le temps passé à organiser la vie de classe dans une petite structure autonome n'est rien en comparaison du temps volé par des réunions que la multiplication des projets et des intervenants impose... et qui restent souvent totalement stériles, à l'image de terres trop rentabilisées. Le deuxième est la constitution d'un réseau d'échanges non seulement de réflexions mais de pratiques utilisables, libres de droits afin de permettre :



Une famille qui choisit de vivre à la campagne sait donc qu'elle ne bénéficiera pas des mêmes «avantages» qu'en ville. Mais elle le fait en connaissance de cause.

La contrainte la plus difficile à supporter pour de tels parents est sans doute celle de se dire que son enfant devra se lever plus tôt et prendre un transport en commun pour rejoindre son école, à quelques kilomètres, mais plusieurs fois par jour.

Regrouper les écoles de campagne, c'est empêcher des enfants jeunes de se rendre à pied à l'école, avec des amis et des possibilités d'observations le long du chemin.

C'est une manière, à long terme, de vider ou de marginaliser les campagnes, même si les transports sont gratuits pour les familles.

Une volonté politique souterraine

A mon avis, ce n'est pas un effet secondaire ni pervers de bonnes intentions entièrement tournées vers le bien pédagogique de l'enfant (qui est pourtant au centre du système éducatif). C'est une volonté politique plus ou moins consciente, induite par la mondialisation et la marchandisation du vivant.

Comment ne pas le penser ?

La politique éducative actuelle préconise «l'enfant au centre du système éducatif» (comme réponse aux attentes des parents), «les projets personnalisés d'aide et de progrès» (comme remède miracle à l'échec sco-

laire), la multiplication de PAC «projets artistiques et culturels» (en guise d'éducation artistique et culturelle), la disparition progressive de la notion de cours et de programme collectif au profit de celles de cycles (grâce à une pédagogie différenciée).

Tous ces nouveaux vocables, noyés dans le langage par leurs abréviations, masquent un paradoxe : l'enseignant sera obligé de personnaliser de plus en plus son enseignement, de le différencier, de l'optimiser.

C'est ce qui s'est toujours fait dans les classes de campagne à plusieurs cours, qui sont souvent pionnières en matière d'innovation pédagogique et de qualité de la vie scolaire : naturellement, comme une réponse à une situation particulière, motivée par un souci d'efficacité pédagogiquement humaine et rendue possible par des effectifs réduits.

Les nouveaux programmes imposent des résultats et des méthodes empruntés à un système particulier. Ils en utilisent les alibis et objectifs sans créer les conditions au niveau des effectifs, (optimisés au sens de l'administration, c'est-à-dire au sens économique du terme).

C'est pire qu'une mascarade ou un mensonge médiatique : c'est un poison, un danger pour l'avenir de l'école.

*Des adultes obligés
d'enseigner dans
des conditions
stressantes ne
transmettront
que des conduites
d'adaptation
au stress.*

1) aux enseignants disposant de peu de moyens de ne pas «se ruiner» dans l'achat de manuels ou CD édités par des maisons d'éditions plus respectables d'un point de vue de la mondialisation que de l'écologie.

2) la constitution d'un programme évolutif d'écologie basé sur l'expérience (et non commandé à des experts n'ayant jamais vu ni un enfant, ni une vache de près !).

La constitution d'un réseau d'enseignants écologistes devrait, à mon sens, fournir matière à enseignement et à réflexion.

Elle passe par une prise de position qui contredit, d'un point de vue philosophique, les axes préconisés dans le chapitre consacré aux «sciences expérimentales et à la technologie» (surtout la technologie d'ailleurs !).

Cependant, elle est rendue possible par le flou entretenu dans les quelques lignes consenties à l'éducation à l'environnement : «Éducation à l'environnement est transdisciplinaire. En liaison avec l'éducation civique, elle développe une prise de conscience de la complexité de l'environnement et de l'action exercée par les hommes. Elle s'appuie sur une compréhension scientifique pour des choix raisonnés.» (nouveaux programmes, Cycle 3).

Vers une prise de conscience généralisée

La crise de la vache folle a éveillé quelques consciences.

Nous nous rendons peu à peu compte que l'élevage intensif d'animaux bourrés d'antibiotiques et vaccinés à outrance conduisait à la maladie, à l'épidémie et à la mort. Qu'elle relevait de la cruauté pure et simple.

Avec nos «élèves-enfants», nous n'en sommes malheureusement pas arrivés là : nous les évaluons de plus en plus tôt (dès la maternelle), de plus en plus souvent, à différents niveaux (individuel, collectif, personnel).

Nous ne validons des savoirs que dans la mesure où ils servent des compétences. Celles-ci sont imposées, comme toujours depuis que l'école existe (même sous sa forme la plus noble, publique), par une société qui a besoin de main-d'œuvre plus ou

moins qualifiée, en quantité plus ou moins grande selon l'espace laissé aux machines.

A quand une société adulte, soucieuse du devenir de ses descendants, capable de développer une philosophie de l'éducation respectueuse du vivant, indépendamment des intérêts économiques, des luttes de pouvoirs et autres bassesses ?

A quand une déclaration universelle des droits de la planète (et même plus si possible) et des devoirs de l'homme envers tout ce qu'elle porte et produit ?

Bientôt (10 ans, 20 ans ?), si le monde enseignant ne se mobilise pas rapidement, comme il a su se mobiliser pour devenir laïque, gratuit et obligatoire, l'écologie sera réduite dans les enseignements à quelques lignes de bonnes intentions justifiant l'enfouissement des déchets nucléaires (moins polluants que les gaz à effet de serre), le retraitement des déchets (plus rentable que le développement des énergies renouvelables), ou la chasse raisonnée (limitant les populations d'herbivores sans prédateurs)...

La vision de l'éducation à l'environnement préconisée par les nouveaux programmes est de savoir quelle planète nous voulons laisser à nos enfants. Elle se traduit en PAC à effets médiatiques assurés (art et emballages, actions citoyennes de ramassage des papiers gras laissés par d'autres...) et économiques sonnants et trébuchants (emplois d'animateurs, entrées dans des expositions, transports jusqu'à ces expositions, achats de matériels pédagogiques certifiés conformes, partenaires financiers parfois douteux...).

Alors qu'il s'agit d'une question fondamentale, vitale. Il s'agit de savoir quelle humanité nous voulons laisser sur cette planète.

Ajout d'actualité

Les résultats au premier tour des élections présidentielles d'avril 2002 ont montré une inadéquation totale entre le vote identitaire ou raciste et la présence ou non de population «étrangère»... (étrange ou différente serait, dans ce cas, plus corrects !). Les zones touchées par cette peste brune sont souvent de tout petits villages.

J'aimerais comparer ces résultats avec la présence ou non dans ces villages, d'une

Bibliographie

Outre le vécu et la pratique de mon métier, dans toutes les réalités scolaires possibles et imaginables (22 ans d'ancienneté dont une quinzaine à sillonner le Doubs, département à la fois rural et urbain, en tant que titulaire remplaçante), j'ai quelques ouvrages à citer. Leur lecture a très certainement nourri ma réflexion, même si certains n'ont en apparence rien à voir avec l'écologie.

- 1984 ; Orson Welles
- *La science La liberté La paix* ; Aldous Huxley
- *La société industrielle et son avenir* ; Theodore Kaczynski
- *Histoire d'un ruisseau* ; Élisée Reclus
- *C'est pour ton bien, L'enfant sous terreur* ; Alice Miller
- *La politique du rebelle* ; Michel Onfray
- *Comment je vois le monde* ; Albert Einstein
- *La tentation de l'innocence* ; Pascal Bruckner
- *Le pianiste* ; Wladyslaw Szpilman
- *De la petite taupe qui voulait savoir qui lui avait fait sur la tête* ; Werner Holzwarth / Wolf Erlbruch, (Milan)

Et surtout, bien entendu, tous les contes (africains, amérindiens...) que je continue de lire, relire et raconter. Ils sont des initiations à l'écologie.

Celui qui m'a le plus inspiré est une toute petite histoire lue il y a de nombreuses années dans un magazine pour enfants où la question posée au héros (un jardinier qui cherche des graines d'enfants afin de profiter de ses récoltes), est : «Quelle sorte d'enfants veux-tu ?». Inlassablement, il répond «Des enfants, tout simplement, pour grimper dans mon pommier et goûter mes fraises».

Le succès et l'efficacité de ce conte particulier, est édifiant quant à une manière de transmettre les savoirs vitaux, dont l'écologie. Malheureusement, je n'ai plus le nom de l'auteur. Je me souviens juste de son prénom : Bénédicte...

école communale. Chacun devrait, dans son département, s'atteler à cette tâche.

Au lieu de pointer les scores du FN, et, de ce fait, de montrer du doigt des humains, il serait intéressant de dresser la carte, par département, des élus ayant accordé leur signature aux candidats Mégret et Le Pen... Le lien avec l'école est, là aussi, beaucoup plus fort qu'on ne le pense : n'oublions pas que ce sont les municipalités qui financent les écoles primaires, qui les entretiennent et qui accordent des crédits de fonctionnement, en fonction d'une volonté (bonne ou mauvaise) affirmée par le conseil municipal !

Là où l'éducation et la culture reculent, la barbarie, la violence, la bêtise et le fascisme s'installent !

Guilaine Bouillard ■

Institutrice, conteuse, écrivain et écologiste.

Vient de publier *Journal d'une instit à fleur de peau*, sous-titré «Vers une autre identité professionnelle des enseignants», aux éditions L'Harmattan.

Industrie du sexe

Selon un rapport de l'UNICEF, l'industrie du sexe représente la troisième activité illégale au monde après la drogue et le trafic des armes. Le rapport estime que l'industrie du sexe emploie entre deux et trois millions d'enfants. (*La Vie*, 12 janvier 2002)

Violence conjugales

La violence domestique est la forme la plus répandue d'abus sur les femmes : un tiers à un quart d'entre elles ont été brutalisées par leur mari ou leur compagnon. Seuls 44 pays dans le monde protègent spécifiquement les femmes contre la violence domestique. (*Rapport sur les femmes, Haut commissariat aux réfugiés des Nations Unies*)

Sexisme et mauvaise santé

Des études menées en Asie du Sud-Est montrent que la discrimination alimentaire pour les filles a des conséquences à long terme : les enfants qui naissent par la suite sont plus fragiles, qu'ils soient filles ou garçons. On constate, notamment chez les garçons nés de mères mal alimentées dans leur jeunesse, une forte augmentation des maladies cardiovasculaires. La misogynie se retourne contre elle-même. (*Courrier international*, 10 mai 2002)

INDE Déficit démocratique

L'Inde vient de terminer le dépouillement des données du recensement effectué en 2001. Il met en évidence l'augmentation rapide des avortements médicaux en faveur de la naissance des garçons. En 1991, il naissait dans le pays 94,5 filles pour 100 garçons, dix ans plus tard, elles ne sont plus que 92,7. Le phénomène s'accroît du fait de la possibilité technique de prévoir de plus en plus tôt le sexe de l'enfant. L'entrée des femmes dans les processus de décision ne semble pas avoir d'influence directe pour lutter contre ce phénomène : une enquête montre qu'une grande majorité de femmes souhaite avoir des garçons. Il y a toutefois de fortes disparités entre les Etats. Alors que naturellement, il

Elections Echech de la loi sur la parité



Comme nous l'avions annoncé, la loi sur la parité a été facilement détournée par les partis politiques. La loi obligeait à présenter au moins 30 % de femmes aux élections législatives... L'UMP n'a pas respecté ce quota préférant payer une amende : seulement 20 % de candidates. Mais de plus, les partis ont souvent placé les femmes dans des circonscriptions où elles ne pouvaient battre l'élu masculin sortant. S'il y a eu finalement 38,5 % de candidates, à l'arrivée, on ne passe que de 63 à 71 femmes (de 10,9 à 12,3 %) dans la nouvelle Assemblée nationale.

naît 95 filles pour 100 garçons, le taux varie en Inde de 95 dans le sud et l'est à 79,3 dans le nord et l'ouest. En Chine, le taux moyen est de 86. (*Courrier international*, 10 mai 2002)

USA : VERTS ET FIFTHES LIGES MIXTES



USA Fin des écoles mixtes ?

Le gouvernement Bush a annoncé sa volonté de mettre un terme à la mixité des classes dans les établissements scolaires. Raisons invoquées : «les garçons ont de meilleurs résultats quand ils ne sont pas distraits par les filles» et «les filles s'expriment plus facilement quand il n'y a pas de garçons». Suggérons à ce gouvernement d'interdire la mixité dans la société. Les relations humaines sont une perte de temps insupportable. (*Libération*, 10 mai 2002)

AFGHANISTAN Une place pour les femmes ?

Deux cents femmes ont pu participer à la Loya Jirga, assemblée des représentants des différents villages. Massouda Jalal, 35 ans, employée des Nations-Unies, restera dans l'histoire comme la première femme à s'être

présentée au poste de chef de l'Etat. Elle a recueilli 171 voix (Hamid Karzaï 1295 et un troisième candidat 89). Les Etats-Unis qui organisent le pays à leur goût obligent les chefs de guerre à laisser un peu de place aux femmes. Celles-ci n'ont toutefois pas encore eu vraiment de postes clés dans l'administration du pays.

RWANDA Enfants chefs de famille

Huit ans après le génocide rwandais, une étude montre que 45 000 foyers du pays sont gérés uniquement par des enfants, des filles dans 90 % des cas. (*Rapport sur les femmes, Haut commissariat aux réfugiés des Nations Unies*)

TANZANIE Marche forcée

Selon une étude du PNUD, datant de 1998, en Tanzanie, une femme porte

ASIE Des femmes au pouvoir



DR. Megawati Sukamoputri.

en moyenne 86 tonnes sur un kilomètre chaque année contre 11 pour un homme. Une femme marche en moyenne 1842 heures (pour aller au champ, pour aller chercher de l'eau, pour aller faire les courses...) contre seulement 492 heures pour un homme.

ESPAGNE Violences domestiques

Durant les cinq premiers mois de l'année, seize femmes espagnoles ont été assassinées par leur mari. Le secrétariat d'Etat aux affaires sociales estime qu'il y a chaque année plus de 600 000 cas de maltraitance en famille. Les associations féministes dénoncent l'indulgence des magistrats : sur 24 000 plaintes déposées en 2001, plus de 60 % ont fait l'objet d'un non-lieu. (*Rouge*, 2 mai 2002)

Académie des sciences et des hommes

L'Académie française des sciences a été créée en 1666. La première femme y a été élue en 1962. Elles étaient 4 sur 125 (3,2%) en 1991, 5 sur 136 aujourd'hui (3,6%).

Les gros raflent la mise

A la tête des 400 plus importantes sociétés françaises, fin 2000, on ne comptait que sept femmes PDG. Les gros raflent la mise, pas les grosses.

Vivre ensemble dans les villages africains

L'idée d'écovillages fait aussi son chemin dans les pays du Sud. Au Sénégal, un réseau existe qui tisse actuellement des liens au Mali et en Mauritanie. Une démarche d'échanges avec eux devrait permettre aux amateurs d'écovillages européens d'en apprendre plus sur la manière de vivre ensemble.



DR

Au printemps 2002, notre périple en Afrique de l'Ouest commençait par le Sénégal. J'avais déjà séjourné à Yoff, situé dans la banlieue de Dakar, pendant une semaine au mois de janvier, suite à une invitation du réseau sénégalais des écovillages, dont la première assemblée générale venait d'avoir lieu, et j'avais déjà beaucoup apprécié l'accueil d'Oumar Diene, le secrétaire de ce réseau, ainsi que celle de Marian Zeitlin, qui avait eu la gentillesse de bien vouloir m'héberger.

Cette fois-ci, nous y avons passé la première semaine de notre voyage, du 12 au 18 avril, ainsi que les trois derniers jours, avant notre retour, du 14 au 17 mai.

En Europe, en ayant une population de plus de 50 000 habitants, Yoff ferait partie, sans aucun doute, des villes moyennes.

De nombreux villages du Sénégal adhèrent au concept d'écovillage

Cependant, on le considère toujours comme un village de pêcheurs. Installé il y a plusieurs centaines d'années, par les Lébous, un peuple de la mer, tout y fonctionne, en effet, comme dans un village traditionnel, avec un pouvoir coutumier formé par les membres les plus anciens appartenant aux familles fondatrices, et une spiritualité animiste toujours bien vivante, animée par les prêtresses, gardiennes des traditions. En janvier, j'avais d'ailleurs eu la chance de pouvoir assister aux cérémonies en l'honneur de Mam N'Diare, génie protectrice de Yoff, aux offrandes, aux danses rituelles et aux transes dirigées par les prêtresses. Les anciennes croyances tribales semblent co-exister assez bien avec la pratique de l'islam, religion pratiquée avec ferveur par une grande partie de la population.

les prêtresses. Les anciennes croyances tribales semblent co-exister assez bien avec la pratique de l'islam, religion pratiquée avec ferveur par une grande partie de la population.

Dans le mouvement «écovilles-écovillages», en Afrique de l'ouest, Yoff apparaît comme un village-pionnier. En effet, c'est l'un de ses habitants, Serigne Diene qui, lors d'un séjour aux Etats-Unis, rencontra les fondateurs de l'écovillage d'Ithaca (Etat de New-York) et les invita à lui rendre visite à Yoff. Il avait en effet compris que la vie dans les villages africains correspondait tout à fait aux objectifs recherchés par le mouvement «écovillage» en Occident. Ceci se passait au début des années 90 et, suite à cette visite, tout avança très vite :

- organisation d'une grande conférence «écovilles-écovillages», par le village de Yoff, en collaboration avec la ville de Dakar en 1996, avec la participation de délégations venant d'une quarantaine de pays d'Afrique et du monde entier.

- Après l'installation d'une mini-station écologique d'épuration des eaux dans le jardin de Serigne Diene, naissance de projets d'assainissement plus importants ainsi que d'un Eco-centre, comportant la maquette d'une future Cité écologique pour Yoff.

- Promotion du concept «écovillage» au Sénégal, auquel adhèrent de nombreux villages sur tout le territoire.

- Préparation d'un réseau «écovilles-écovillages» et nomination, par le ministère de la Jeunesse et de l'Environnement, d'une personne, Souleye N'Diaye, chargée de l'expansion du mouvement écovillageois sur tout le territoire sénégalais.

- Naissance du réseau des écovillages sénégalais, en janvier 2002, dont le siège est à Yoff, dans les locaux du CRESP (Centre de ressources pour l'émergence sociale participative), et dont le Président est Ismaël Diallo, fondateur et directeur de l'entreprise «Tropis Environnement».

Il est important de mentionner, à ce sujet, l'immense travail effectué, à Yoff, par Marian Zeitlin. Cette femme américaine, en liaison avec l'écovillage d'Ithaca, a choisi de mener une vie à l'«africaine» dans la plus grande simplicité, et s'est intégrée complètement à la vie et aux traditions des Lébous. A l'origine de la fondation du CRESP, elle en assure maintenant la direction et la gestion avec une grande maîtrise, ainsi que beaucoup de dévouement et de générosité. Son énergie et ses initiatives ont contribué très efficacement au développement du mouvement écovillageois sénégalais et au concept de recherche/action pour «vivre et apprendre» en écovillage.

Lors de notre séjour, nous avons pu assister à l'inauguration de la première station d'épuration écologique de Yoff, conçue pour tout un quartier, par deux architectes de l'écovillage d'Ithaca, Claudia et Jerry Weisburg. Suite à cela, une remise de diplômes fut organisée pour les stagiaires de Yoff, ayant suivi une formation leur permettant de gérer cette station et d'en créer d'autres (jusqu'à maintenant, pratiquement toutes les eaux sales sont portées à la mer par les familles du village).

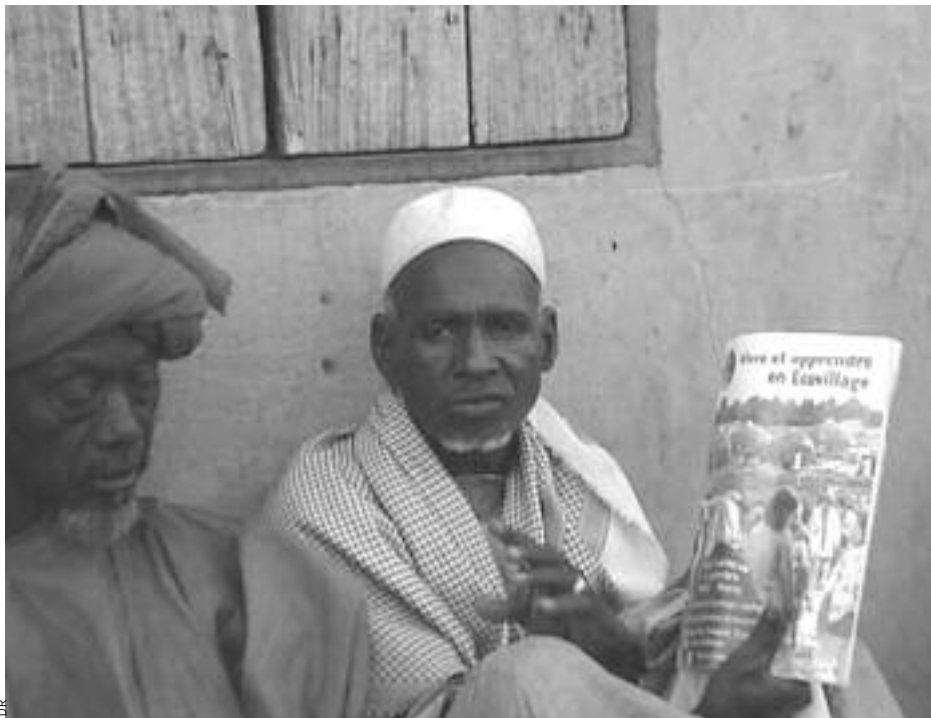
Les impressions générales qui me restent de notre séjour, à Yoff, et des très nombreuses rencontres et discussions que nous avons eues sont vraiment très positives. Nous avons pu découvrir là une société organisée de manière à ce que toutes les différentes structures, administrations, associations, conseil des anciens, pouvoir coutumier, groupements de femmes et de jeunes, et pêcheurs, communiquent ensemble et se soutiennent.

Il est certain que la conscience écologique n'est pas encore partagée par toute la population et que la question des déchets et de l'assainissement des eaux reste encore très problématique. Cependant, tout ce qui a été entrepris depuis l'initiative de départ lancée par Serigne Diene, malgré les grandes difficultés liées à l'extension de Yoff et à une urbanisation anarchique, représente déjà des pas de géant.

Wassacodé

Situé au nord du Sénégal, dans la région de Fouta, le long du fleuve, près de la ville de Matam, en territoire peul, le village de Wassacodé est, lui aussi, très peuplé, puisque 15 000 personnes y vivent. Et pourtant, partout où je me promenais, j'avais l'impression de me trouver dans un petit village perdu au fond de la brousse. Sur les chemins, on voyait surtout des charrettes tirées par des chevaux, ou des femmes transportant sur leurs têtes des bassines ou des jarres. De ce village, où nous sommes restés cinq jours, nous gardons des impressions et des sentiments très forts : l'accueil extrêmement chaleureux et attentionné qu'a réservé la population de Wassacodé, non seulement à Fabrice et à moi-même, mais aussi à Ousmane Thiam, qui avait tout fait pour nous emmener dans son village d'origine, nous a profondément touché. Nous avons aussi été totalement séduits par une atmosphère remplie de gentillesse, de sourires, de respect, de réelle solidarité, ainsi que d'une profonde spiritualité vécue dans la vie quotidienne.

En quelques jours, nous avons pu rendre visite à beaucoup de monde : les chefs du village, les Imams, le guérisseur, les responsables des coopératives et des groupements de femmes, le tisserand, le bijoutier, la potière, et même une comédienne, jouant son rôle à tout moment lorsqu'on la croisait, au détour d'un chemin... Notre avons aussi visité longuement l'école française du village,



DR Lecture de la revue sur les écovillages.

dont les travaux de construction se sont arrêtés il y a trois ans, et où les classes se font dans des locaux sans toit !

Mais, heureusement, Badji, le directeur, un homme vraiment exceptionnel et très courageux, a réussi, avec une équipe de jeunes instituteurs très motivés, envers et contre tout, non seulement à permettre à plusieurs centaines d'élèves de suivre une excellente scolarité en français, avec les moyens du bord, mais aussi à coordonner toutes les activités «écovillageoises» de Wassacodé : reboisement, lutte contre l'érosion, valorisation de la culture locale, alphabétisation et formation, sécurité alimentaire, etc. Il est ainsi devenu le véritable chef administratif du village, en parfaite entente avec le chef coutumier traditionnel.

La célébration «festive» qui fut organisée pour nous avant notre départ, restera, sans aucun doute, un événement inoubliable, avec mises en scène théâtrales correspondant aux traditions peuls, conteurs, poètes, musiciens, chanteurs, danseurs, lutteurs, et magnifiques parades à cheval. Les actions à entreprendre dans le cadre d'un jumelage de Wassacodé avec un écovillage européen seraient :

- L'installation d'un nouveau forage, sur le territoire de la commune. En effet, le manque d'eau est un problème crucial. Un premier forage, effectué sur le territoire d'un village voisin, bien qu'il coûte très cher aux habitants de Wassacodé, est loin d'avoir résolu les problèmes d'alimentation en eau.
- La finition des travaux de construction de l'école du village, arrêtés il y a trois ans : toiture, fenêtres, portes, crépis, etc.

Accords de partenariats et visites de nouveaux villages.

Bamako

A partir de la frontière du Mali, les routes se transformaient en de mauvaises pistes et notre voyage en taxi-brousse, en train, ou en autobus, sous une chaleur de 45 à 50° est devenu plus éprouvant ! Mais les qualités de l'accueil des personnes chez lesquelles nous séjournions, ainsi que le réel intérêt de toutes nos discussions nous permettaient d'oublier rapidement notre fatigue.

A Bamako, au Mali, nous avons eu la chance d'être accueillis chez Ibrahim Togola, le directeur du Mali Folkcenter pour les énergies renouvelables, un organisme créé en liaison avec Danida, une importante ONG Danoise. Nous avons passé quelques jours à Bamako en compagnie d'Ibrahim, mais aussi

d'Ousmane Ouattara et de Tom Burrel, qui travaillaient avec lui, et que j'avais déjà eu le plaisir de rencontrer au Danemark, en octobre 2001, avec d'autres représentants d'ONG d'Afrique de l'Ouest.

Tous nos échanges et toutes nos discussions furent à la fois agréables, utiles et efficaces, et nous avons décidé d'établir ensemble un accord de partenariat entre le GEN-Europe et le Mali-Folkcenter, dans deux domaines :

- le programme de villages jumelés lancé par le GEN-Europe ;
- la création d'un réseau d'écovillages maliens.

Tabacoro

Puis, avec Ousmane, nous sommes partis vers le village de Tabacoro, de l'ethnie

Bambara, à environ 280 km au sud de Bamako.

Là, dès notre arrivée, nous avons écouté très longuement le chef coutumier du village, en savourant chacune de ses paroles. Il représente, pour moi, un bel exemple de cette «sagesse africaine» que j'apprécie vraiment. Avec humour, cet homme nous expliqua les traditions familiales et tribales de son peuple, où chacun a sa place et son rôle, tout en étant toujours aidé et soutenu, à différents niveaux, par l'une ou l'autre des personnes de sa famille ou de son village. J'ai beaucoup apprécié ce qu'il nous a dit sur l'équilibre des rôles entre les enfants et les anciens, c'est-à-dire, en fait, leurs grands-parents.

En effet, alors que l'autorité de leurs parents est très respectée et qu'ils doivent leur obéir sans répondre, leur rapport aux anciens, qui détiennent pourtant le vrai pouvoir de décision, est très différent. Ils ont en effet la liberté de leur dire tout ce qu'ils pensent et de contester tout ce qui leur semble injuste ou anormal dans la vie et dans la conduite du village. Et, comme les anciens accordent beaucoup d'intérêt à ce qu'ils disent, la parole des enfants, ainsi retransmise, prend une réelle importance dans les décisions.

Après avoir eu droit, en notre honneur, à une autre très belle soirée de musique et de danse, le lendemain fut consacré à une visite de certaines parties du village. A l'école, nous avons pu voir les capteurs solaires photovoltaïques installés, pour l'éclairage, par le Mali-Folkecenter.

Comme dans les autres villages, nous avons constaté à Tabacoro l'extrême pauvreté de la «case de santé», avec un vieux matelas posé sur le sol, et sans aucun matériel de soin, ni aucun médicament. Nous étions là, à nouveau, face à l'un des besoins les plus essentiels de tous les villages que nous avons visités.

Une autre action correspondant aux besoins, dans le cadre du programme de jumelage, pourrait être constituée par une activité de formation/expérimentation au jardinage en permaculture. Ibrahim Togola étant originaire de ce village, le Mali-Folkecenter de Bamako sera un partenaire idéal et très utile pour tous les échanges qui pourront être réalisés avec Tabacoro.

Mopti

Nous nous dirigeons ensuite vers le Burkina-Faso. Pour cela, notre route passait par Mopti, et le pays des Dogons du Mali, bien connus dans le monde entier pour les originalités liées à leur légende, à leur mythologie, et à leurs très anciennes connaissances en astronomie.

Pendant les deux jours où nous sommes restés chez les Dogons, nous avons, la plupart du temps, circulé à pied ou en charrette, soit sur le plateau rocheux, soit le long de la falai-



DR
Pêche dans le fleuve Sénégal.

se, habitée, il y a encore peu de temps, par ce peuple mystérieux «venu des étoiles»...

Dans ce pays, dont les paysages sont grandioses, nous nous sommes cependant sentis être devenus de simples touristes. On nous avait conseillé de prendre un guide avec nous. C'est donc ce que nous avons fait. Et, pour la première fois, depuis que nous circulations en Afrique, il ne nous était pas possible de rencontrer la population des villages que nous traversons. Ce fut une petite déception ! Cependant, par la suite, nous avons appris qu'il existait des villages plus authentiques et moins visités. Nous reviendrons donc chez les Dogons !

Ouahigouya / Tosson

Au Burkina-Faso, nous avons été accueillis par la famille Ki, dans la petite ville de Ouahigouya, située à environ 120 km au nord de Ouagadougou. J'avais déjà rencontré Jean-Marc Ki, au séminaire qui avait eu lieu au Danemark à l'automne 2001. Cet homme très actif, d'une soixantaine d'années, est un coordonnateur de la Fédération des Groupements NAM, une véritable force composée de 600 000 membres, au service d'un développement vers l'autonomie et la durabilité. De plus, il est le fondateur et le président de l'ADEVIS (Association pour le développement des villages solidaires), et du CEGAP (Centre d'enseignement général et agro pastoral).

Appartenant à l'ethnie Samo, Jean-Marc et sa femme Anna sont de religion catholique, et je les ai vraiment ressentis tous les deux comme «portés» par une foi très forte.

Jean-Marc nous a emmenés dans les villages de Tosson, près de Tougan, à un peu plus d'une centaine de kilomètres à l'ouest de Ouahigouya.

Là, nous avons passé toute un après-midi sous «l'arbre à palabres», c'est-à-dire le lieu de discussion et de rencontre des anciens autour du chef coutumier, ou de réunion du groupement de femmes. Autour de nous se sont réunis plusieurs centaines d'habitants, et, si le nombre n'avait pas été limité à l'avance, nous aurions eu plus de 1000 personnes !

Encore une fois, les échanges et les déclarations furent remplis de sentiments très forts, et se terminèrent par des spectacles de musique et de danses traditionnelles.

Ce village, sans doute le plus pauvre de tous ceux que nous avons visités, ne possédait même pas une «case de santé», et la construction d'un tel espace apparaissait, pour toute la population, comme un besoin très urgent.

De plus, la réalisation d'un bâtiment pour un centre de formation agro-pastoral, le CEGAP, fondé par Jean-Marc Ki, serait une action très souhaitable, dans le cadre des jumelages. En passant une partie de la journée avec les stagiaires du centre, des jeunes de 17 à 21 ans, nous avons pu constater une très grande motivation chez tous les élèves, ainsi que chez leurs formateurs, malgré la grande pauvreté des moyens matériels.

Enfin, un programme de partenariat entre le GEN-Europe et «les villages solidaires» de l'ADEVIS, fut discuté et envisagé très clairement avec Jean-Marc Ki, aussi bien pour les jumelages que pour la diffusion du concept écovillage au Burkina-Faso.

Le voyage du Burkina-Faso à la Mauritanie, en repassant par le Sénégal, fut très long et souvent très éprouvant. Le 8 mai, partis de Ouahigouya à 4 heures du matin, nous arrivions le soir à 11h30 à Bamako, après avoir passé des moments vraiment très «chauds», dans un bus sans aucune aération.

Expérimentation de jardins en permaculture.

Le lendemain, départ en train à 9 heures, pour arriver à Kayes vers 2 heures le jour suivant, et repartir, entassés comme du bétail, dans un taxi-brousse, le matin même, pour la frontière sénégalaise... Là, nous fîmes une pause de quelques heures, en compagnie de deux jeunes Américains du «Corps de la Paix», ou «Peace Corps». Nous continuâmes cette troisième journée de voyage avec eux sur plus de 400 km...

Thidé

Après avoir passé la nuit à N'Dioum, dans une résidence du «Peace Corps», au nord du Sénégal, nous arrivions le 11 mai dans l'après-midi, à Boghé, en Mauritanie, une petite ville de la région du Brackna, située au bord du fleuve Sénégal. Tout près de là, tous les habitants de Thidé nous attendaient, depuis la veille, avec impatience.

A Thidé, ce village «peul» mauritanien de 5000 habitants, l'accueil fut encore extrêmement chaleureux et rempli d'attention à notre égard. Il faut dire que notre arrivée était très attendue... Tout avait commencé en septembre 2000, après avoir fait la connaissance d'Abou Sow, un jeune Mauritanien originaire de Thidé, lors d'une rencontre en Ardèche, organisée par *Chiche !* le mouvement des jeunes écolos en relation avec *les Verts*. Abou s'est intéressé à notre association Namir et nous avons commencé ensemble à projeter des relations entre un écovillage du GEN-Europe et le village de Thidé.

Comme à Wassacodé, dès la première journée nous nous sommes sentis complètement intégrés à la vie du village, soignés comme des princes par toute la famille de notre hôte, Samba N'Gaidé, si bien que, quatre jours plus tard, au moment où nous devions partir, nous avions l'impression de faire partie de cette grande famille !

Thidé est situé tout près du fleuve, et, sous une chaleur toujours très forte, les baignades furent pour nous un vrai délice. Ce

fleuve est d'ailleurs la seule véritable source de richesse, dans ce pays à peu près désertique. En effet, les périodes où le fleuve déborde et arrose la rive sur une largeur de plusieurs centaines de mètres permettent des cultures de maïs et de riz, ainsi que la culture de jardins maraîchers. A partir du fleuve, une belle forêt s'étend aussi jusqu'au village.

Au cours des discussions que nous avons eues avec le chef coutumier du village, Abas N'Gaidé ainsi que des personnes faisant partie de la commission chargée du développement de Thidé, comme N'Dongo Dahirou, nous avons pu définir assez bien les différentes actions et échanges pouvant être entrepris, soit par les membres d'un écovillage européen chez eux, soit, dans l'autre sens, par des personnes de Thidé dans le même écovillage :

Pour les premiers, différentes possibilités d'action peuvent être envisagées :

- tout d'abord, afin de résoudre le problème crucial du manque de bois, la réalisation de fourneaux solaires pour la cuisine (Mr Touré, responsable des énergies renouvelables pour le réseau des écovillages sénégalais pourrait être un partenaire idéal pour une telle action, vu qu'il maîtrise parfaitement cette technique) ;

- l'installation d'un moulin à mil pour le village correspond aussi à une demande déjà ancienne du groupement de femmes ;

- autres besoins : la construction d'un nouveau local pour l'école ;

- l'électrification de l'école (énergie solaire photovoltaïque et énergie éolienne), pouvant permettre également aux adultes de pouvoir se réunir, le soir, dans un lieu éclairé.

Pour les seconds, les projets d'activités de Thidé au sein d'un écovillage européen seront étudiés avec les différents responsables du village. A ce sujet, le chef coutumier nous a dit que les habitants de Thidé connaissaient beaucoup de contes africains «peuls» et que beaucoup d'entre eux prenaient plaisir à les raconter. Ces contes, expression de la sagesse africaine, peuvent, de plus, comporter certaines illustrations théâtrales.

Un autre thème de discussion fut consacré à l'extension du concept «écovillage» dans la région de Thidé, et, dans ce but, certaines actions seront entreprises par des responsables du village :

- liaison d'information avec la mairie de la petite ville de Boghé, à laquelle est rattaché le village ;

- relations avec l'écovillage de Wassacodé, situé à environ 200 km de là, de l'autre côté du fleuve, en territoire sénégalais ;

- relations avec le réseau sénégalais des écovillages ;

- relations avec le Mali-Folkecenter ;

- organisation d'une conférence sur les écovillages à Aleg, capitale du Brackna.

Pour le passage de la Mauritanie au Sénégal et la traversée de la région du fleuve,

composé de plusieurs bras et qui s'étend sur une largeur d'environ trente kilomètres, nous avons utilisé, comme la plupart des habitants, charrettes et pirogues. Pour certaines traversées du fleuve, une surprise nous attendait... La charrette était posée sur la pirogue, avec nos bagages, et le cheval nageait tranquillement, à côté de nous

A Yoff, le lendemain même de notre retour, je fis un rapport sur notre périple en Afrique de l'ouest au conseil d'administration du réseau sénégalais des écovillages, en présence de son président, Ismaël Diallo.

Nous avons beaucoup à apprendre

En peu de temps, j'ai beaucoup appris ! Aujourd'hui, je considère que les échanges avec des villages traditionnels africains peuvent être une source de richesse précieuse pour nous tous, Européens, engagés dans la mouvance écovillageoise.

Ces relations peuvent en effet nous apporter non seulement de réels enseignements, mais aussi une véritable source d'inspiration et une très forte «dynamique» !

En effet, ce réel travail en réseau reliant l'esprit communautaire et la culture africaine au mouvement des écovillages européen peut contribuer pleinement à la réalisation d'objectifs très importants pour nous tous :

- dans le domaine social, d'abord, par une aide certaine à la construction du lien communautaire, et du fonctionnement «solidaire», qui constituent les fondements de la solidité relationnelle et humaine des villages africains.

- Dans le domaine écologique, par les exemples des constructions traditionnelles africaines, ainsi que par tout l'éventail des actions à entreprendre, que ce soit dans les installations d'énergies solaires et éoliennes, le traitement local des eaux usées, la reforestation, etc. De ce côté-là, j'ai été agréablement surpris de constater, aussi bien au Sénégal (Yoff) qu'au Mali (Bamako) que les recherches et les réalisations étaient déjà bien avancées.

- Dans les domaines culturels et spirituels, enfin, par le contact avec une population villageoise dont la culture et la spiritualité sont intimement liées l'une à l'autre, et s'expriment à tout moment dans la vie quotidienne.

Enfin, au moment où notre monde occidental semble être dirigé de plus en plus vers une suprématie économique, niant les différences et les richesses des diversités culturelles, et menaçant la paix, les échanges entre écovillages du Nord et du Sud peuvent représenter une véritable force créée par une solidarité humaine à l'échelle planétaire.

Jean-Michel Pochat ■

membre du Conseil du GEN-Europe.



DR
Ecole de Wassacodé.

Eurosatory

a de beaux jours devant lui ?

Tous les deux ans, en alternance avec le salon aéronautique du Bourget qui en met plein la vue au public, se tient le supermarché de l'armement terrestre et aéro-terrestre, Eurosatory, exclusivement réservé aux spécialistes de la mort en série.

La 17^e édition de cette vitrine de la guerre, installée à Paris-Nord Villepinte (93), a rassemblé du 17 au 21 juin 2002 quelques 6000 souriants assassins patentés (des sauvageons ?) et a dû encore faire ses choux gras.

Depuis 1998, le collectif Fermons Eurosatory (1) porte la contestation devant les grilles de ce commerce qui voudrait se faire passer comme un autre et qui assassine la planète (2). Cette année, les pacifistes et antimilitaristes — divisés en deux groupes («Lâche ton arme» regroupant les Quakers et la CANVA) — alertèrent l'opinion et demandèrent encore la fermeture de tout salon à visée militaire, ici et ailleurs.

La France, qui consacre plus de 15% de son budget à la défense et caracole au deuxième rang mondial des marchands de canons (3), a le triste privilège d'organiser sur son territoire une flopée d'expositions-ventes (Eurosatory et le salon aéronautique du Bourget, mais aussi Euronaal et le salon Milipol du matériel militaire-policier (4).

Voici quelques moments forts de la contestation contre Eurosatory 2002 où les nouveaux venus étaient, cette année, la douce et fun Australie, l'improbable Estonie, la tout juste pétaradante Yougoslavie et l'Inde qui perd son sang froid et sa sagesse.

Actions d'opposition

Un débat organisé le dimanche 16 juin permit de fructueux échanges. Ainsi, par exemple, Mitch (membre du Forum pour la paix / Forum Voor Vredesactie, groupe qui fut à l'origine du départ en 1997 du salon d'armement AFCEA du territoire belge), nous informa que des militants, devenus petits porteurs chez EADS (5), usaient de leurs droits (question, vote...) et poursuivaient la lutte lors des assemblées d'actionnaires, à l'intérieur et à l'extérieur du siège du géant européen.

Le lundi 17 juin, après la présence devant le salon et le chahut d'accueil, le collectif confia à 17h les 14 000 signatures contre le marché de l'armement aux bons soins du capitaine Duval, représentant du ministère de la défense. Peu avant, un tractage efficace était organisé à l'attention du public avant la fermeture du Louvre dans le cadre des Mardis du Louvre pour cause non de mécénat mais bien ici de mercenariat... La journée se concluait par un vrai concert généreusement offert par *Les Chanteurs Livreurs* et *les Western Special*.

Le lendemain en début de soirée, l'apéro militant-musette au Carrousel du Louvre, animé par le *Front Musical d'Intervention*



Mahtien

(FMI), enchantait les passants et titilla les vendeurs d'armes et leurs épouses. Ce moment festif conclut une journée qui avait bien mal commencé puisque le collectif dans sa quasi totalité s'était fait arrêté devant les portes closes de la première cible des actions non-violentes : Le GICAT, organisateur d'Eurosatory. Trois heures de garde à vue mirent à bas l'action qui devait parachever la journée. Le 21 juin, le syndicat SUD Culture (6) ayant soutenu les opposants à Eurosatory dans et hors de la pyramide du Louvre, adressait une lettre ouverte au ministre de la Culture : «Pour la troisième fois consécutive, le musée du Louvre, pendant son jour de fermeture au



Simulation de mort à l'entrée du salon.

(1) Collectif Fermons Eurosatory, BP 229 81006 Albi cedex, tél : 05 63 38 39 55, www.fermons-eurosatory.com.

(2) 77,8 % des ventes d'armes sont absorbées par les pays pauvres (PVD, dans la nov-langue libérale). En 1997, les USA et l'Europe de l'ouest détenaient 84,9 % du marché mondial du secteur (plus de 40 milliards d'euros).

(3) La France consacre 3 % de son Produit intérieur brut (PIB) à son armement ; ce qui la situe en troisième position en Europe derrière la Turquie (4,2 %) et la Grèce (4,6 %) mais avec plus du double de dépenses militaires de l'Allemagne, du triple par rapport à l'Espagne ! Les dépenses militaires de la France en 2000 s'élevaient à 36,6 milliards d'euros (2e poste). On peut s'approcher de la réalité des sommes englouties en sachant que 42,2 milliards serait un montant plus juste vu qu'il prend en compte presque toutes les sommes disséminées dans d'autres ministères mais essentiellement dédiées à la militarisation. Le budget 2000, c'est autant que la somme des budgets consacrés à la Santé, la Ville, le Travail, les Affaires Sociales, l'Équipement et le Logement ! Via ses impôts, chaque français offre 760 euros par an à l'armée...

Dix-huit entreprises françaises sont parmi les 100 premières mondiales, Thomson/Thalès est ainsi la première industrie française et la 7^e mondiale avec 65 % de ses ventes vers le secteur militaire, la DCN/Toulon est au 13^e rang mondial avec 98 % de son activité liée au militaire ! Le secteur de l'armement, c'est aussi 175 000 emplois, considérés ici comme ailleurs comme de la roupie de sanonnets. On estime entre 5 % et 13 % la plus-value des emplois si on passait du militaire au civil.

(4) Lire le bimestriel Le RIRE n°41, *Milipol Foir'feuille du flic*, et pour l'édition Eurosatory 2002, lire Le RIRE n°46, Mahtien, François : *Salon Eurosatory: qui rira le dernier ?*, BP 2402, 13215 Marseille cédex 02 (numéro : 2,5 euros, abonnement : 15 euros).

(5) EADS regroupe le français Aérospatiale Matra, l'allemand DASA et l'espagnol CASA. Chiffre d'affaires 2000 : 24 milliards d'euros.

public, mardi 18 juin, a accueilli plusieurs centaines d'acteurs de ces «sympathiques transactions». Notre organisation syndicale, Sud Culture, a manifesté à cette occasion, comme il y a deux ans, son opposition au fait que de hauts lieux de culture, tel le musée du Louvre, puissent servir de divertissement privé tant à ceux et celles qui peuvent tirer profit de la mort de milliers d'enfants, de femmes et d'hommes qu'à ceux et celles qui les oppriment. (...) Force est de constater, M. le Ministre, que c'est une nouvelle fois sans le moindre état d'âme que votre administration a troqué un des espaces les plus prestigieux de notre patrimoine contre des espèces sonnantes et trébuchantes. Nous avons pour notre part l'outrecuidance (en cette époque d'argent roi) de penser, contrairement à un vieil adage somme toute très libéral, que l'argent a une odeur... et qu'en l'espèce, celle-ci est nauséabonde et fortement éloignée des principes qui doivent guider tout service culturel digne de ce nom». Une militante de ce syndicat nous informait quelques jours plus tard: «on a su,

de la direction du musée, que cette petite sauterie rapportait 700 000 francs au Louvre et que le musée ne pouvait pas refuser d'accueillir un truc qui découlait d'une décision gouvernementale».

Faible mobilisation et tolérance zéro

En juin 2002, la mobilisation fut pourtant faible. La rotation des militant-e-s déjà observée les deux années précédentes s'est encore confirmée mais s'est hélas doublée d'une nette diminution du nombre de manifestants (environ 100 personnes contre 250 à 300 en 1998 et 2000 (7)). Outre la division qui n'est jamais bonne, ceci s'explique déjà par le désengagement de la revue RIRE et par le moindre investissement de la plupart des signataires de la plateforme. Mais c'est aussi le signe d'un consumérisme militant (peu propice à l'imagination) et le résultat d'enseignements des actions passées pas capitalisés, non tirés ou oubliés. Ajoutons à cela un brin de désorganisation, le côté peu attrayant d'une confrontation en zone industrielle à Paris et nous avons le tableau de la réalité.

De surcroît, les résistant-e-s à la guerre n'auront pas eu la partie facile. La criminalisation du mouvement social à l'œuvre depuis quelques mois est devenue palpable pour la plupart. Tous ont du faire face à une présence policière outrageusement renforcée et nombre d'entre-eux furent arrêtés plusieurs fois lors des deux principales journées d'ac-

tions (8). Il était clair que les autorités non satisfaites de promouvoir le commerce crapuleux et mortifère à l'insu des citoyens entendaient aussi effacer et réprimer toute esquisse de contestation, si faible soit-elle. Qu'on se le dise et que cela nous entraîne à reprendre l'espace public, à défendre nos droits les plus élémentaires et à imaginer un autre futur !

Matt Mahlen ■

(6) SUD Culture, Union syndicale G10 «Solidaires», 65, rue de Richelieu, 75002 Paris, tél : 01 40 15 82 68.

(7) Silence n°261, Fermons Eurosatory, le marché de la mort !, p.16-17.

(8) Les actions sur place se sont limitées à des distributions de tracts. A chaque tentative d'obstruction, les manifestants étaient embarqués.

Deux collectifs : est-ce bien utile ?

D'un côté les franchements antimilitaristes, autour de l'Union pacifiste de France, d'origine libertaire, de l'autre la CANVA, coordination des actions non-violentes de l'Arche, qui regroupe des personnes plus engagées au niveau religieux. Les deux collectifs coexistent depuis le début et chacun nous a envoyé son compte-rendu. Des membres de chacun des groupes se sont retrouvés aux 20 ans de Silence et ensuite à la Nuit de l'objection. Espérons une collaboration future. MB.



UPE



Pub nef

Reconversion des usines d'armement

Usine d'obus en 1914.



On savait déjà que la filière des réacteurs nucléaires PWR était issue de la mise au point de réacteurs de petite taille pour la propulsion des sous-marins militaires. Mais les mêmes sous-marins ont maintenant une autre application civile. Pour transformer l'énergie éolienne en courant électrique, il faut qu'un rotor tourne entre des électro-aimants. Le fabricant Jeumont a été le premier à concevoir une telle génératrice compacte sans multiplicateur. Le directeur de Jeumont-Industrie s'en explique dans *Le Monde* du 4 avril : «*Nous tirons parti de notre expérience dans la fabrication de génératrices*

Contrôle des transferts d'armement

En juillet 2001, l'ONU a adopté un modeste plan d'action pour lutter contre la prolifération des armes légères. Depuis 1998, l'Union européenne a mis en place un code de conduite sur les exportations d'armes. Malgré ces avancées politiques, de nombreux pays européens continuent à exporter des armes vers des pays où les violations des droits humains sont courantes, où il y a un risque qu'elles mettent en cause dangereusement les équilibres régionaux, où les budgets sont déséquilibrés au détriment de la santé ou de l'éducation de leur population.

Les armes légères sont aujourd'hui de loin les plus meurtrières. Les populations civiles en sont les principales victimes. Une campagne européenne devrait être lancée en décembre 2002 pour demander aux Etats membres de renforcer la transparence et l'éthique sur ces ventes d'armes. Elle sera coordonnée en France par Agir ici, Amnesty international, l'Observatoire des transferts d'armements et a déjà reçu le soutien de nombreuses associations comme le Mouvement pour une alternative non-violente, l'Action des chrétiens contre la torture, la Ligue des droits de l'homme, Pax Christi, Justice & Paix, la Coordination de l'action non-violente, Survie... Des cartes postales sont à commander dès maintenant à : *Agir ici, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél : 01 56 98 24 40.*



Confiscation d'armes au Kosovo.

à basse vitesse pour les sous-marins». Toujours pour les éoliennes, celles-ci ont bénéficié pour le dessin de la forme des pales de logiciels conçus pour les hélices de bateau et pour le matériau, de l'expérience des coques en fibre de carbone des voitures de Formule 1.

NAMUR Université de paix

L'Université de paix de Namur propose des formations : introduction à la communication non-violente (21 et 22 septembre, également 2 et 3 novembre),

adapter le yoga aux enfants (19 et 20 octobre), pour une gestion démocratique de la classe (30 et 31 octobre), introduction à la gestion des conflits (16 et 17 novembre), mieux communiquer en osant s'affirmer (23 et 24 novembre), le jeu du labyrinthe (30 novembre et 1er décembre), relations de pouvoir et conflits dans le contexte organisationnel (7 et 8 décembre), installer la coopération dans un groupe (18 janvier), etc. *Université de paix, boulevard du Nord, 4, B 5000 Namur, tél : 32 81 22 61 02.*

ISÈRE Mieux vivre à deux

La communauté de l'Arche de Saint-Antoine propose, en 2003, cinq week-ends pour les couples : étapes dans la vie d'un couple (7 février), communication dans le couple (28 mars), histoire personnelle et vie du couple (16 mai), gestion de conflits dans le couple (10 octobre), le couple, cheminement spirituel (14 novembre). Programme complet : *Arche de Saint-Antoine, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 04 76 36 45 97.*

Santé

OGM

■ **Nouveaux plastiques.** Le pétrole devant manquer dans quelques années, les chercheurs multiplient les recherches pour trouver des alternatives, en particulier dans le domaine des plastiques. On voit ainsi apparaître de nouveaux plastiques végétaux, présentés comme bio-dégradables, qui devraient servir pour les bouteilles, les pièces automobiles, les vêtements, etc. Seul problème : pour obtenir des caractéristiques adéquates, les plantes utilisées sont génétiquement manipulées. Ainsi le nouveau plastique NatureWorks PLA fourni par Cargill d'ow a déjà été adopté par Coca-Cola pour ses gobelets et par MacDo pour ses plats à salade. Ce plastique est obtenu à partir d'un maïs transgénique. (*Courrier international, 23 mai 2002*)

■ **Belgique : destruction officielle d'un champ.** Magda Alvoet, ministre belge de la Santé publique, de la Protection du consommateur et de l'Environnement, ministre Agalev (écologiste néerlandophone) après avoir accordé son feu vert à trois expériences, a donné l'ordre de détruire un champ de colza qui ne respectait les précautions nécessaires. Le 21 juin, un champ appartenant

Arrachage de maïs dans le Gard en 2001.



nant à Bayer CropScience, d'une superficie de 2,5 hectares a été fauché au matin afin que la rosée empêche la dissémination des graines. Ce champ était trop près (880 m) d'un champ de colza traditionnel. Par précaution, ce dernier (4 hectares) a aussi été fauché, à la charge de la firme. Pour le colza, la distance légale à respecter est d'au moins 1000 m. Des analyses ont également été faites dans un champ bio distant de 500 m pour vérifier qu'aucune graine de colza n'était venue s'y poser.

■ **Nord : répression ?** Alain Alpern, attaché parlementaire de la sénatrice verte Marie-Christine Blandin a été placé en garde à vue pendant cinq heures le 26 juillet dernier parce que son véhicule était garé à côté d'un champ de betteraves transgéniques alors qu'une cinquantaine de personnes arrachaient les plants sur

4000 m², le 15 septembre 2001. Interpellation bizarre, la télévision et la presse ayant clairement montré la présence de Dominique Plancke, conseiller régional vert, et de Eric Quiquet, adjoint vert à la mairie de Lille, qui s'était d'ailleurs fait tancer par Martine Aubry pour avoir mené l'opération avec son écharpe tricolore. (*Libération, 27 juillet 2002*)

■ **Foix : procès en septembre.** Les faucheurs d'OGM de l'Ariège passeront en procès au tribunal de Foix le mardi 17 septembre à 9h30. Une fête de soutien, avec stands, débats, musique est organisée devant le tribunal pendant toute la journée. Si vous ne pouvez pas venir, vous pouvez aider financièrement. *Collectif Danger-OGM, BP 5, 09420 La Bastide-de-Sérou, tél : 05 61 60 18 95.*

Légumes contre ostéoporose

Des équipes de l'INRA, Institut national de la recherche agronomique, ont mis en évidence le rôle préventif d'une alimentation riche en végétaux pour lutter contre la déminéralisation des os (ostéoporose). Selon leurs études, les régimes alimentaires riches en fruits et légumes du pourtour méditerranéen expliqueraient la faible taux de maladies des os dans ces régions. (*Quatre saisons du jardinage, mai 2002*)

CÔTE-D'OR Etats du vivant

L'association Résonnances organise les 21 et 22 septembre, à Marsannay-la-Côte, près de Dijon, sept conférences au sein d'un week-end de réflexion sur les états du vivant : le prion, identité génétique et psychologique, ondes qui soignent ou ondes qui nuisent, vaccination contre nature, réorganisation neurofonctionnelle, devenir parent, nouvel Etre humain. *Résonnances, Marie-Line Bidault, rue des Gouveys, 21190 Corcelles-les-Arts, tél : 03 80 21 40 81.*

■ **Cinq mois d'arrêt du chantier.** Le 21 juin, le tribunal de grande instance de Bar-le-Duc, a ordonné l'arrêt des travaux sur le futur site d'enfouissement après une plainte déposée par l'inspection du travail. Une visite sur les lieux le 23 mai avait en effet montré «de graves manquements en matière de sécurité» : tirs d'explosifs mal maîtrisés, mauvaise ventilation, manque de formation des salariés, etc. Un accident mortel avait eu lieu le 15 mai. C'est la société Bouygues qui a été condamnée. Le chantier était à l'arrêt depuis le jour de l'accident. Une nouvelle audience est prévue le 20 novembre pour autoriser ou non la reprise du chantier... lequel compte déjà plus d'un an de retard... ce qui empêchera d'autant les expérimentations qui doivent aider à la décision ou non d'enfouir.



■ **Le CD de soutien.** Un CD de soutien vient d'être édité comportant onze titres de chanteurs ayant fait dons de leurs droits à la lutte : H.il & Stop Bure Brothers 100 % Bure Blues, Kana Nucléaire, Patricia Dallio Hommes révoltés, Fred-Emil Raymond Les tares du temps, Marco Marini Travailleurs DATR, Gaz & Burg Le nucléaire, Antoine Poirine Ce monde de fous, Roger Serge Tchernobyl, Capra dans 72 ans, Achille et Lou Styx Ote ton pied de cette merde....

Le CD est à 10 euros, tarif de gros pour les associations qui veulent le diffuser. A commander à : *6sons, 2, route d'Autrepierre, 54450 Repaix, tél : 03 83 42 40 90.*

■ **Camping réussi.** Une quarantaine de personnes sont arrivées sur place le 13 juillet, après une semaine de marche autour du site. Là, environ 200 personnes les ont accueillies. Le camp a été d'autant plus réussi que le site de la future poubelle est actuellement à l'arrêt suite à une intervention de l'inspection du travail. Tout au long de la semaine, différentes actions de blocage de l'entrée ont été réalisées ainsi que l'installation de l'œil de la vigilance au centre du rond-point, face à l'entrée, une œuvre collective imposante. Des vigiles régulières devraient se poursuivre cette année. *Coordination nationale contre l'enfouissement des déchets radioactifs, 33, rue du Port, 55000 Bar-le-Duc, tél : 03 29 45 45 55.*



▲ Atelier de construction pour l'œil de la vigilance.▶



Chaîne face à l'entrée.



Petite phrase

«C'est au contribuable à payer la recherche et le développement du nucléaire, sinon le kilowattheure d'électricité nucléaire ne serait plus compétitif»

François Rouselly, PDG d'EDF, colloque «Effet de serre et sociétés», Sénat, février 2002.

STRASBOURG Manifestation européenne

Alors que jusqu'à maintenant, le Parlement européen avait toujours été un rempart contre le lobby nucléaire, on observe aujourd'hui des dérives inquiétantes au sein de la Commission, en contradiction complète avec les politiques nationales de très nombreux pays en phase de sortie du nucléaire. Pour rappel : Autriche, Danemark, Grèce, Portugal, Luxembourg, Irlande n'ont pas de programme nucléaire, Suède, Belgique, Allemagne, Italie, Pays-Bas ont un programme de sortie du nucléaire, l'Espagne a un moratoire sur la question. Seuls l'Angleterre, la Finlande et la France n'ont pas pris de décision dans ce sens. Le lobby, essentiellement français, fait le forcing pour obtenir le feu vert pour un nouveau type de réacteur dit EPR... qui ne sera pas au point avant une douzaine d'années, un délai suffisant pour développer d'autres modes de production (gaz, charbon, éolien, solaire) et économiser l'électricité. En relais avec les autres organisations européennes, le Réseau Sortir du nucléaire organise une manifestation européenne le dimanche 20 octobre à Strasbourg avec comme objectif de réunir en seul lieu les 10 à 20 000 personnes répartis en cinq manifestations un an auparavant. Pour savoir comment organiser un départ groupé depuis chez vous, prendre contact dès maintenant avec *Réseau sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 29 22, www.sortirdunucleaire.org.*



Stop Bure.

le de Golfech, située près d'Agen. Dans le cas le plus courant (43 % des cas, 59 % des pluies), le vent viendrait de l'ouest. Toulouse aurait 70 % de chances d'être atteinte par le nuage et cela prendrait entre trois et dix heures. Les villes de Marseille et Lyon seraient atteintes aux environs de douze heures. Si les vents soufflent de l'est (25 % du temps, 14 % des pluies), Bordeaux serait atteint entre la 4e et la 12e heure avec 41 % de chances. Dans le cas de vents du sud (5% des cas), le nuage après avoir pollué l'Auvergne toucherait Paris au bout d'une quinzaine d'heures. Par vent de nord (7% des cas), le pays basque serait aux premières loges, le nuage poursuivant ensuite sa route en Espagne. (*Dépêche du midi, 4 avril 2002.*)

La Hague

■ **Importation illégale de déchets.** En mars 2001, la Cogéma obtenait du tribunal l'interdiction pour Greenpeace de s'opposer au déchargement de déchets radioactifs provenant d'Australie. Greenpeace maintenait que ce déchargement était illégal. Le tribunal se pliait alors à la demande de la Cogéma. Le 1er juillet 2002, l'affaire a été jugée sur le fond : Greenpeace avait raison et jamais ces déchets australiens n'auraient dû être déchargés. La Cogéma, devenue Areva, cherche maintenant à obtenir du gouvernement une modification de la loi... en toute démocratie.

■ **Le ciel est libre.** Après le 11 septembre, l'armée avait déployé des batteries de missiles pour protéger le site Cogéma. L'espace aérien était interdit de survol, au grand dam des amateurs d'ULM ou de parachute ascensionnel. De fait, la distance de protection annoncée (30 km) était réduite à 7 km du côté de la mer à cause de la proximité des îles anglo-normandes. Au printemps, sans alerter les médias, les missiles retournaient dans les hangars de l'arsenal de Cherbourg. Fin juillet 2002, tout est rentré définitivement dans l'ordre : l'armée a plié totalement bagage, estimant sans doute qu'il n'y avait plus de cutter terroriste dans le monde.

Défi Areva

Le contrat de sponsoring entre Areva et le Défi français se monte à 15 millions d'euros. Il a été signé après de multiples sollicitations de l'ancien ministre de l'agriculture Jean Glavany, amateur de voiles. Areva, qui n'a pas de concurrent en France, ne cherche pas à faire parler d'elle dans l'hexagone, mais aux Etats-Unis où elle espère trouver des marchés. (*Le Monde, 4 juin 2002*)

GOLFECH Et si un accident...

Météo-France a publié début avril une étude sur la dispersion d'un nuage radioactif à partir de la centra-



Transports

■ **Journées internationales sans voitures.** Organisées par la revue et association *Carbusters* ces journées se dérouleront du 13 au 27 septembre. Ceci permet de prendre en compte les dates stratégiques suivantes : le 13 est l'anniversaire du premier mort de l'histoire automobile (Henry Bliss, à New York, en 1899) ; le 22 est la journée européenne sans voiture ; le 23 est l'anniversaire du lancement de la première autoroute par Hitler en 1933 ; le 25 est l'anniversaire de la première action «masse critique» de cyclistes à San Francisco en 1992. *Carbusters*, Krátkà 26, 100 00, Praha 10, République Tchèque, tél : 420 2 7481 0849, www.carbusters.org.



■ **Rencontres sur les villes sans voitures.** Après Lyon et Timisoara, les troisièmes rencontres pour des villes sans voitures se tiendront à Prague en mars 2003. Un appel est lancé aux groupes militants pour participer à la mise en place du programme. *Carbusters*, Krátkà 26, 100 00, Praha 10, République Tchèque, tél : 420 2 7481 0849, www.carbusters.org.

■ **Bordeaux-Toulouse : voie illégale.** Pour accélérer la création d'une voie à grand gabarit entre Bordeaux et Toulouse, exigée par Airbus pour mettre en place la chaîne de montage du futur avion géant A.380, le gouvernement précédent avait adopté une loi d'exception court-circuitant les procédures habituelles. France nature environnement avait porté plainte devant le Conseil d'Etat qui en juin dernier lui a donné raison. Normalement le projet est suspendu tant que ne se tiendra pas un débat public sur le sujet.

■ **Tunnel du Mont-Blanc réouvert.** Le précédent gouvernement avait progressivement ouvert le tunnel aux poids lourds, les limitant à 19 tonnes. Le 24 juin, le nouveau gouvernement a ouvert le tunnel à tous les véhicules. Une fois de plus le rail tant évoqué n'a pas vu de concrétisation. Quant à limiter les transports par la relocalisation de l'économie, seuls les écologistes en parlent.

■ **Canal Rhin-Rhône : le retour ?** A peine de retour, la droite semble vouloir remettre sur le tapis le dossier du canal à grand gabarit Rhin-Rhône enterré en 1997 par Dominique

Voynet. Projet qui revient dans l'actualité régulièrement depuis maintenant une trentaine d'années. Le projet est contesté pour plusieurs raisons : il existe déjà un canal au gabarit Freyssinet à l'abandon qui suffirait à répondre à la demande si on voulait l'entretenir. Une autoroute fluviale (grand gabarit) détruirait inutilement la vallée du Doubs. Le transfert de fret de la route vers l'eau serait limité : le contenu des camions ne peut la plupart du temps pas être transporté par voie fluviale (trop lente) et la vraie alternative à la route est le rail, pour le moment écarté devant le rêve d'un TGV sur le même tracé. Enfin, l'équivalent de ce canal réalisé entre le Rhin et le Danube a montré ses limites : il est largement déficitaire. *Franche-Comté environnement, maison régionale de l'environnement, 15, rue de l'Industrie, 25000 Besançon, tél : 03 81 80 92 98.*

■ **Grenoble-Sisteron : retour de l'A.51.** L'autoroute entre Grenoble et Sisteron avait été mise en veilleuse sous le précédent gouvernement. Mais les entrepreneurs ne l'entendent pas ainsi et le nouveau gouvernement a donné son feu vert. Depuis le 11 juillet, les travaux ont donc repris entre Coynelle et le col du Fau. La FRAPNA a immédiatement déposé un recours juridique arguant que selon la loi, il faut réaliser ce qui est le moins coûteux, en l'occurrence un élargissement de la route existante et qu'une nouvelle enquête publique est nécessaire. *FRAPNA Isère, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 64 08.*



■ **Chablais : retour de l'A.41.** Le 19 juillet, le gouvernement a annoncé la relance du chantier de l'autoroute A.41 entre Villy-le-Pellous et Saint-Julien-en-Genevois. Ce projet avait été abandonné car en totale contradiction avec la convention alpine signée par la France en octobre 2000, qui vise à limiter la pénétration des camions dans les vallées alpines.

Forêts en danger

Le WWF, fonds mondial pour la nature, a fait une étude sur les achats de bois au niveau mondial. L'organisation écologiste estime que 13 % des importations de bois sont illégales, ce chiffre monte à 20 % pour la France. Cela correspond à 53 millions de m3 de bois de

Incinérateurs et dioxines

Incinérateur de Saint-Ouen.

■ **Nouvelles normes ?** Le commissaire européen chargé de la santé et de la protection des consommateurs a annoncé fin 2001 vouloir promouvoir une directive visant à «établir des limites maximum strictes pour les quantités de dioxines». Rappelons que les normes actuelles sont dix fois plus laxistes en Europe qu'aux USA. Si nous adoptons les normes américaines, l'ensemble des incinérateurs serait à reconstruire.

■ **Incinérateur contre collecte sélective.** Alors que la collecte des ordures est souvent publique, les incinérateurs sont privés. Les contrats liant les firmes propriétaires des incinérateurs et les communautés de communes prévoient souvent une clause visant à garantir un tonnage minimum de déchets pour assurer la rentabilité des incinérateurs. ceci afin de limiter les baisses liées à la mise en place de collectes sélectives. Un technicien de la ville de Lyon nous a ainsi raconté qu'après la mise en place des poubelles vertes à Lyon, le tonnage collecté pour les incinérateurs était devenu trop bas. Pour ne pas payer de compensations aux industriels, certaines ordures ont été arrosées pour peser plus lourd !



■ **Que deviennent les mâchefers ?** La phase solide qui reste après incinération des déchets (environ un tiers du volume initial) a condensé d'autant tout ce qui ne brûle pas : les métaux lourds par exemple qui sont fortement toxiques. On sait que certains sont vendus comme «sous-couche» pour les trottoirs, pour les allées piétonnes, pour les cours des particuliers, etc. CoVadis, association de Lunel, a interrogé la DRIRE, direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement, sur le suivi de ces déchets qui peuvent contaminer durablement les sous-sols. La réponse est que cela serait bien trop coûteux de faire une cartographie possible. Donc on n'en sait rien. Pour l'incinérateur de Lunel, la société qui les disperse, Eurovia, a refusé de donner la liste de ses clients. L'association en a retrouvé sur différents chantiers dont un lotissement où ils sont employés pour la rétention des eaux de pluie, ce qui est pour le moins dangereux. L'association demande comment il se fait que des déchets trois fois plus concentrés qu'au départ fassent l'objet de moins d'attention que les déchets autrefois mis en décharge ? *CoVadis, AVEC, BP 69, 34401 Lunel cedex.*

■ **Toulouse et ses dioxines.** La Amis de la Terre ont essayé de connaître les taux de relâchements de dioxines des quatre fours de l'incinérateur du Mirail. Il semble que seul le dernier et plus récent four soit aux normes. La mairie de Toulouse donne des mesures de plusieurs rejets mais pas des dioxines. L'Observatoire régional de l'air envisage de lancer une étude. La DRIRE également. *Amis de la Terre, 21, rue Bernard-Mulé, 31400 Toulouse.*

■ **Saône-et-Loire : fermeture.** L'incinérateur de Cluny a été fermé le 6 juin dernier. Afin de le mettre aux normes, un filtre électrique avait été placé précédemment. Mais celui-ci n'a pas eu l'effet escompté : ralentissant les fumées, il les refroidissait... avec comme conséquence une multiplication par cinq des taux de dioxines ! Les Verts qui demandaient la fermeture de cette usine depuis 1996 sont satisfaits de la décision mais regrettent le temps perdu pour mettre en place au niveau départemental une vraie politique des déchets avec réduction à la source, collecte sélective, récupération, recyclage, compostage...

■ **Seine-Maritime : élevage contaminé à la dioxine.** Les analyses effectuées



construction et de produits à base de bois importés, 2 millions de m3 pour la France. Le bois illégal pour la France provient essentiellement d'Afrique (Cameroun, Guinée Equatoriale, Ghana, Liberia, Gabon) et du Brésil. 50 % des coupes de bois du Cameroun sont illégales, 80 % au Brésil. Conséquences de ces destructions dans les pays du sud : une perte de ressources pour les peuples qui vivent dans ces forêts. *WWF, 188, rue de la Roquette, 75011 Paris, tél : 01 55 25 84 84.*



lancé une pétition pour demander à l'Europe d'obliger la France à respecter les accords de Rio pour la protection de la seule forêt tropicale présente sur le territoire de l'Union européenne. *Le Pou d'Agouti, BP 194, village chinois, 97393 Saint-Laurent-du-Maroni.*

Education par la voie artistique

L'association SAEVA propose une «sensibilisation à l'environnement par la voie artistique». Elle s'adresse de manière prioritaire aux enfants de 6 à 12 ans, dans les écoles, les instituts spécialisés, les centres socio-culturels, etc. SAEVA, *Dominique Blondeau, 8, place du Morvan, appartement 1034, 31100 Toulouse, tél : 05 61 43 74 19.*

après la fermeture d'un incinérateur à Senneville-sur-Fé-camp, en mai dernier, ont montré que les animaux de la ferme la plus proche étaient contaminés à la dioxine à un taux supérieur aux normes autorisées. Les ventes de lait et d'animaux ont été interdites seulement le 6 août.

■ **Savoie : journée contre l'incinération.** L'association citoyenne de lutte contre les pollutions, née à la suite de la grave pollution provoquée par l'incinérateur d'ordures ménagères de Gilly-sur-Isère, en Savoie (6000 bêtes abattues), organise, pour le premier anniversaire de la fermeture de l'usine, une journée contre l'incinération, le dimanche 29 septembre. Rencontre nationale des associations anti-incinération, présentation du CNIID, stands, alimentation locale, table ronde sur les solutions alternatives. *ACALP, Mairie, CD 925, 73200 Grignon.*

■ **Bretagne : manif anti-incinérateur.** Le 29 septembre à Carhaix (Finistère), le collectif *Air et nuages de Bretagne* qui regroupe plus de 300 associations dont Eau et Rivières de Bretagne, le réseau Cohérence, Ar Gaouen, la SEPNB, les Amis de la Terre, Greenpeace, Attac, etc, appelle à une manifestation à 14 h contre les incinérateurs en Bretagne suivie d'un forum-débats sur les alternatives. *Air et nuages de Bretagne, tél : 02 98 71 76 25.*

GUYANE Contre l'orpailage

Le gouvernement lance de temps en temps ses gendarmes à la chasse aux orpailleurs clandestins. Et puis les affaires continuent. L'orpailage sauvage est source d'une importante pollution des cours d'eau (mercure, cyanure), de meurtres, de torture, d'esclavage, de prostitution, de drogue... Les associations écologiques locales

SUD-OUEST Barrages pour cultures intensives



Le chantier du barrage d'Eslourenties a été lancé il y a maintenant un an à la demande des lobbys de l'agriculture intensive. De nombreux autres projets sont en cours (Ousse, Ger, Gélines, Gabassot...). Ce barrage doit avoir une retenue de 20 millions de m3. Un autre prévu à Charlas contiendrait 120 millions de m3. Ces barrages n'ont pour seule utilité que d'aider à l'irrigation des cultures intensives et hautement polluantes du Sud-Ouest (le maïs en premier lieu). Ces projets de barrage ont vu le jour il y a une trentaine d'années... et sont aujourd'hui en complète contradiction avec les démarches environnementales prônées au niveau européen. 245 hectares de terres agricoles vont être noyées pour alimenter en eau 3000 hectares de champs intensifs dont les engrais et les pesticides polluent les nappes phréatiques. L'opposition est vive et une pétition circule, soutenue par Gabas Nature, la Sepanso, la confédération paysanne, France nature environnement, Attac, SOS-Loire vivante, le WWF, etc. *Gabas-Nature et patri-moine, rue du Pic-du-Midi, 64420 Eslourenties, tél : 05 59 04 13 11.*

NÎMES Pour la suppression des corridas

Le 8e rassemblement européen sur ce thème aura lieu samedi 21 septembre à partir de 14h15 devant la gare. Thème de l'année : «se taire, c'est être complice». *Alliance pour la suppression de la corrida, BP 85, 30009 Nîmes cedex 4, tél : 04 66 64 22 97.*



HAUT-RHIN Pesticides

De plus en plus de communes du Haut-Rhin distribuent de l'eau polluée par des pesticides, principalement l'atrazine, un herbicide pour les cultures de maïs. Une analyse systématique faite en 2001 indique que 47 communes du Haut-Rhin distribuent une eau contaminée (supérieure à la norme européenne), soit 85 000 personnes concernées. Ces communes se sont vu accorder un délai de trois ans pour se mettre en conformité... et aucune mesure n'a pour le moment été faite en 2002. De même, seule l'atrazine a été cherchée, pas les autres pesticides, ce qui est la meilleure manière de ne pas en trouver. Concernant les nitrates, 335 000 personnes consomment une eau à plus de 25 mg/l et 11 500 à plus de 50 mg/l (limite autorisée). *Alsace-Nature, 1, rue Thann, 68200 Mulhouse, tél : 03 89 42 12 35.*

ALSACE Stages de formation

Alsace-Nature, fédération des associations de protection de la nature en Alsace, propose sept stages à la rentrée : protection de la nature, pourquoi et comment ? (21 septembre à Strasbourg, 16 novembre à Roswiller), l'énergie du soleil (12 octobre à Colmar), les cultures transgéniques (9 novembre à Colmar), la loi SRU, solidarité et renouvellement urbain, modalités et applications (7 et 14

décembre à Strasbourg), la nouvelle loi sur l'eau (dates à définir), pesticides et agriculture durable (30 novembre à Colmar), des déchets un peu spéciaux (dates à définir). *Alsace-Nature, 18, rue du 22-Novembre, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 37 07 58.*

LYON AZF, un an après

Le *Parlement pour la société civile* organise régulièrement des débats d'actualité. Elle invite à Lyon, à la librairie *A plus d'un titre, 4, quai de la Pêcherie (Lyon 1er)*, Isabelle Rivière, élue Motivée de Toulouse et un membre du collectif *Plus jamais ça* pour faire le point sur l'accident AZF et pour débattre des risques industriels. *Domar Idrissi, tél : 04 78 39 31 22.*

TOULOUSE AZF

■ **Causes de l'accident.** Les experts judiciaires ont livré leurs conclusions sur l'accident AZF le 5 juin dernier. Il en ressort que l'explosion est le résultat d'une série de négligences de la part de l'industriel. Pour eux, l'explosion est due au dépôt dans le hangar de produits chlorés (de l'ordre de 500 kg, probablement pour le traitement des eaux de piscine) sur un stockage en vrac de nitrate d'ammonium (une dizaine de tonnes d'engrais), abandonné là depuis des années. La réaction chimique se serait produite dans le quart d'heure qui a suivi. La direction de TotalFinaElf conteste cette version des faits.

■ **Mises en examen.** Au cours du mois de juin, plusieurs personnes de la direction, mais également des ouvriers ont été mis en examen pour «homicides involontaires». Les membres de la direction interrogés ont refusé de répondre aux questions de la police. Les syndicats ont protesté contre la mise en examen d'ouvriers qui ne connaissaient de toute manière pas les possibilités de réactions chimiques.

■ **Sans phosgène.** Le maire de Toulouse a obtenu du nouveau gouvernement une décision précise sur l'avenir du site industriel : l'interdiction de l'utilisation du phosgène a été décrétée. Par contre la SNPE est autorisée à poursuivre ses activités concernant le carburant pour les fusées Ariane. L'arrêt de l'activité phosgène entraîne, selon la SNPE, la suppression de 500 emplois.

Optez pour l'électricité verte

En Europe, plus de la moitié de l'électricité est produite par des centrales thermiques à gaz, charbon ou pétrole. Cela produit des millions de tonnes de dioxyde de carbone, principal gaz à effet de serre, responsable du réchauffement global. En France, 77 % de l'électricité est d'origine nucléaire, avec ses risques et ses déchets. L'électricité est donc aujourd'hui fondamentalement polluante. Afin de favoriser le développement de la production d'une électricité propre, s'appuyant sur les énergies renouvelables, le WWF, fonds mondial pour la nature, a lancé fin juin, au niveau européen, une campagne en faveur de l'«électricité verte». Un réseau Eugene (European green electricity network) est développé pour fédérer les associations environnementales, de consommateurs, les instituts de recherche qui se prononcent en faveur de ce choix énergétique. Ce réseau sera chargé de mettre en place l'approvisionnement en électricité verte des consommateurs qui le souhaitent, ceci afin de favoriser le marché des renouvelables et le développement rapide de technologies propres. *WWF, 188, rue de la Roquette, 75011 Paris, tél : 01 55 25 84 84.*

Solaire dans le bâtiment

L'ADEME, la région Rhône-Alpes et le conseil général de Savoie organisent les 16 et 17 septembre à Technolac, Le Parc-du-Bourget, une rencontre avec ateliers sur architecture et loi SRU, acceptabilité du solaire, intégration dans le bâti, financement, exemples européens, rôle des régions et des départements, les outils pour faire décoller le solaire en France... *Rencontres du solaire, Savoie Technolac, BP234, 73374 Le Bourget-du-Lac, tél : 04 79 25 36 36.*

BRETAGNE Essais de moteurs Pantone

L'inventeur Pantone a découvert qu'en faisant circuler, d'une certaine manière, de l'eau entre deux tubes à 1 mm de distance, il se produit des phénomènes électrostatiques et magnétiques, avec libération d'énergie. Ce phénomène peut se produire dans un moteur diesel. Un agriculteur de l'Allier a adapté ainsi trois

Sortir du pétrole

Du 23 au 25 mai 2002, s'est tenu à Uppsala, en Suède, la première rencontre internationale sur l'après-pétrole. Soixante universitaires, surtout européens, y participaient. A l'ordre du jour : les erreurs dans les annonces des stocks de pétrole, les connaissances géologiques actuelles et la prévision de baisse de la production, le manque de prise en considération par les politiques et les milieux économiques du manque de pétrole prévu d'ici 2010 (et annoncé depuis les années 70). Les données sont pourtant parlantes : le maximum de découvertes de pétrole en Amérique du Nord remonte à 1930 et le maximum de production à 1970. En mer du Nord, le maximum de découvertes a été en 1974 et le maximum de production vient d'être atteint. La production mondiale devrait culminer vers 2010 et être maintenue à ce niveau une vingtaine d'années avant le début du déclin (donc vers 2030). Pour le gaz, alors que les stocks sont toujours annoncés plus importants, il semble qu'il n'en soit rien : le sommet de production devrait être atteint vers 2015. De nombreuses statistiques sont actuellement faussées par les gouvernements qui ne veulent pas prendre des décisions de restrictions. Les grands champs pétroliers du Proche-Orient semblent aussi avoir atteint un maximum : on ferme autant de puits qu'on en ouvre. Vu la faible vitesse de développement des renouvelables, et l'impossibilité politique de prôner une décroissance énergétique, les experts de la rencontre pensent qu'un ultime sursaut pourrait être le nucléaire, mais celui-ci (6% de l'énergie mondiale) ne pourra jamais remplacer le pétrole et le gaz (plus de la moitié de l'énergie mondiale). Prochain colloque à Paris en mai 2003.



tracteurs : les consommations de diesel ont baissé d'environ les deux tiers. Un groupe de discussion s'est mis en place en Bretagne pour essayer de multiplier les exemples. Trois tracteurs ont été modifiés chez un agriculteur bio avec une amélioration de seulement 30 %. On peut en savoir plus auprès de *Frédéric Vanpouille, tél : 02 99 57 38 11.*

Petites éoliennes

Si les grosses éoliennes sont plus médiatisées, il n'en existe pas moins des fabricants de petites éoliennes pour des usages individuels. Ainsi, la compagnie «Les sept vents du Cotentin» importent des éoliennes des USA. On peut aussi citer la société néerlandaise Prowin, la société française Vernet. Ces trois adresses peu-

vent fournir des éoliennes indépendantes pour des consommations inférieures à 10 000 kWh par an. La société finlandaise Windside fournit, elle, des éoliennes originales sur axe vertical, extrêmement silencieuses, que l'on peut placer sur les toits des immeubles, en ville. Ces éoliennes ont des puissances de 0,1 à 3000 kW (pour un particulier, il faut prévoir entre 5 et 10 kW, et pour un immeuble multiplier ce chiffre par le nombre de logements).

- *Les Sept vents du Cotentin, Michel Frémont, La Houchardière, 50200 Courcy, tél : 02 33 07 59 91.*

- *Prowin, po Box 217, NL 6660 AE Elst, tél : 0031 48 136 136 2, www.prowin.nl.*

- *Vergnet, 6, rue Henri-Dunant, 45140 Ingre, tél : 02 38 22 75 00.*

- *Windside, Niemenharjuntie, 85, 44800 Pihtipudas, Finlande, tél : 00358 208 350 700.*



Entraide

■ Seule avec mes trois enfants, ne disposant pour le moment que de faibles revenus, je cherche à louer pour le mois de septembre une maison avec jardin, maximum 80 km sud de Toulouse, loyer jusqu'à 400 €. (360 assurés par allocation logement). *Cathou, tél : 05 65 45 64 93.*

■ Si vous avez des restes de graines potagères (non hybrides), même périmées depuis peu et ne savez pas quoi en faire, envoyez-les moi. Je les envoie à Guarita, un petit village paysan au Honduras. Merci. *Florence Viard, 4, square des Floriales, 73000 Bassens.*

■ Ancien paysan, actuellement RMiste, il me reste 35 ares clôturés avec haie, maisonnette et puits. Sur la commune a lieu un remembrement et un agriculteur local vise les meilleurs terrains. Malgré toutes mes démarches, il semble que je ne puisse m'opposer à l'échange et donc à la destruction de mes biens. Qui peut me conseiller ? *Dominique Berger, 14, rue de Terrière, 37120 Chaveignes, tél : 02 47 58 24 50.*

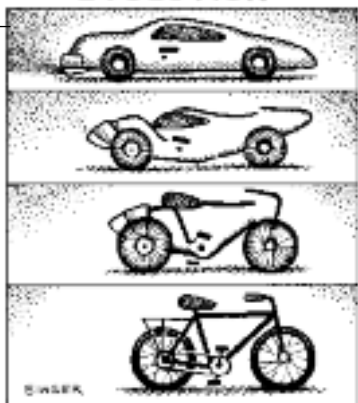
■ **Toscane.** Nous cherchons de l'aide pour cueillir les olives à partir du 20 octobre : 4 heures de travail par jour contre hébergement-nourriture sur ferme en bio (chèvres, chènes-liège...), région Massa Marittima. Egalement sur place : gîte rural en location. *Marco et Patricia, tél : 0039 0566 91 29 62 ou 0039 338 807 24 30.*

■ **Ardèche.** Entre Aubenas et Privas, je propose le gîte et éventuellement le couvert en échange d'une aide à l'entretien d'un grand terrain (verger, potager, animaux de basse-cour), plus petit bricolage (peinture des volets, des fenêtres, des portes) dans grande maison, pour une durée souhaitée d'au moins six mois à partir d'octobre 2002. *Annie Costet, Le Village, 07170 Darbres.*

■ **Manche.** Cherche personnes intéressées par l'achat d'une grande ferme dans le Nord-Cotentin avec un exploitant dessus, dans le but de préserver un petit coin pas encore bétonné, mais qui risque de le devenir. Urgent ! *Tél : 03 88 54 30 57.*

■ J'ai quitté Paris, il y a trois ans, n'en pouvant plus de la ville. Depuis, de stages en petits boulots, je n'ai toujours pas réussi à trouver ma voie. Avant j'étais infographiste, mais depuis que je suis en province, je n'arrive pas à trouver du travail. Alors je déprime, je perds confiance en moi et c'est l'escalade vers le bas. J'ai fait un peu de menuiserie, l'été dernier pendant deux mois, comme bénévole à l'association Neiges et Merveilles. J'aimerais faire quelque chose dans ce sens, un travail utile, manuel ; peut-être de la peinture, un peu de maçonnerie, du jardinage... Je suis ouvert à toute proposition. Hélas, comme beaucoup de citadins, j'ai le dos fragile : je ne peux pas rester penché trop longtemps, porter des charges lourdes... Je suis prêt à me déplacer n'importe où en France, pourvu que je puisse rompre cette solitude et ce sentiment d'inutilité qui m'étouffe. Merci d'avance à ceux et celles qui auront la bonté de m'écrire ou de me téléphoner. *Laurent Fabre, résidence Thiers, rue Forestier, apt. 6, 46000 Cahors, tél : 06 19 04 20 39.*

■ SOS. Femme, 38 ans, deux enfants. J'ai besoin d'une maison + petits bâtiments et quelques hectares de terre dans région encore sauvage pour concrétiser un vieux rêve où me porte la vie, un rêve de plantes sauvages et de conscience de soi. Si vous pensez connaître ce lieu, appelez-moi au *05 63 95 31 49.*



■ **Pyrénées-Orientales.** L'association «Ceux des roseaux, cercle de permaculture catalane» appelle à volontaires pour un coup de main en échange de l'accueil dans cadre paisible à 8 km de la mer et au pied des montagnes. Site en construction avec cultures synergétiques, apiculture, constructions en paille. Pour une permaculture de la terre et de l'humain, bienvenue ! *Ceux des Roseaux, Thierry Casanovas, El cap del Boðu, chemin d'Ortaffa, 66690 Palau-del-Vidre, tél : 04 68 37 90 68.*

■ Offre poteries utilitaires superbes en grès bleu, terre ferrugineuse et émail «bleu de fer» et/ou hébergement en camping dans un éco-lieu dans la Creuse, et/ou la possibilité de participer aux stages ayant lieu et/ou graines, plantes, arbustes, confitures, jus de fruits... contre toute aide utile pour la construction de bâtiments écologiques (bois cordé, pierres...). *Tél : Chloé, 05 55 66 65 18.*

■ Xavier de Fontainebleau aimerait rencontrer des lecteurs de sa ville/région intéressés par un projet d'auto-partage, c'est-à-dire la possession et l'utilisation d'une voiture à plusieurs, sous une forme à étudier (coopérative, association, etc.). Aimerait aussi avoir témoignages dans ce genre d'expérience. *Xavier, tél : 01 64 22 98 98, fettu.xa@voila.fr.*

Vivre ensemble

■ **Atelier écovillages.** Pourrait-on prolonger les ateliers écovillages initiés au Cun du Larzac pour les 20 ans de Silence ? Si l'idée vous branche, même si vous étiez absent au Cun, je veux bien provisoirement recevoir vos contributions sur le sujet. *Francis Audebert, 52, rue Gunitefol, 37600 Loches.*

■ **Lot-et-Garonne.** Ferme de permaculture «Le Cheveuil» cherche des gens pour vivre ensemble pour, avec et par la nature. Nous voulons optimiser et diversifier nos activités afin d'atteindre une communauté durable. Le terrain a une surface de 16,5 hectares où nous vivons pour l'instant. Nos activités principales sont le maraîchage et l'élevage des bovins, ovins et poules. Nous vendons nos produits sur des marchés régionaux. Qui s'intéresse à connaître notre projet est invité à nous contacter au *05 53 95 40 44 (Yves et Ammélies)*

■ **Espagne.** Los Arenalejos est un écovillage en formation en Andalousie. Une importante réflexion a été menée sur la notion de propriété et lors de l'assemblée générale du 27 et 28 avril dernier, il a été décidé de «socialiser» la propriété. En mettant les six hectares actuels entre les mains de beaucoup de co-propriétaires, il semble possible d'éviter des dérives du lieu. Cela semble être également un moyen, dans le cadre d'une réflexion sur l'écologie sociale, pour mettre le maximum de distance entre les pressions de la société capitaliste et la vie des habitants et donc un

moyen de favoriser la réflexion et les pratiques alternatives. Une société civile est en cours de constitution et un appel est lancé : celle-ci ne sera concrétisée que lorsque le nombre de cent personnes aura été atteint.

Le collectif d'habitant aura la charge de la gestion de la société, disposera d'un certain nombre de parts sociales et favoriseront le dialogue pour essayer de privilégier les décisions par consensus. *Los Arenalejos, 29567 Alozaina, Malaga, Espagne, site : es.geocities.com/arenalejos.*

■ **Réf 287.02.** Couple avec deux enfants, végétarien. Nous envisageons de nous joindre à écovillage, écohameau déjà constitué ou personnes en cours et recherche de lieu et de vocation, région sud. Si vous êtes comme nous tout neuf et plein d'enthousiasmes (encore) et modeste sur nos capacités à vivre le collectif, courageux et avec de nombreux défauts, vous nous intéressez. Que ce soit chez vous, chez nous, ou certainement ailleurs, être solidaire peut nous aider à vivre un peu aussi, entre respect de nos individualités et sens du collectif, tout est à discuter, certainement. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

Rencontres

■ **Réf 287.01.** Quelle JF sincère, 30-37 ans, désirerait apprivoiser tendresse et complicité en vue d'une relation durable basée sur le dialogue et l'authenticité avec homme attentionné, cultivé et tolérant, sans enfant et non intéressé par la superficialité. Je suis brun, 1,79 m, aime la nature et ai dû consacrer plusieurs années à ma reconversion professionnelle (secteur tertiaire). A 39 ans, je rêve d'une vie à deux faite d'harmonie et de simplicité. Tu peux être blonde, brune, rousse, de n'importe quelle origine socio-culturelle et habiter de préférence Dijon ou la Côte-d'Or. *Ecrire à Silence qui transmettra.*

■ **Réf 287.03.** Parisien, 33 ans, épris de nature, d'arts et de cuisine, riche de ses amis, avide de découvertes et d'échanges, recherche compagne pour balade à pied ou à vélo et plus si affinité. *Ecrire à Silence qui transmettra.*

Recherche

■ Existe-t-il des ampoules économes dans le domaine des hallogènes ? *Patrick Faivre, résidence Bellevue, bâtiment 1, 48, avenue Clemenceau, 77100 Meaux.*

■ Végan cherche correspondant(es) esprit alternatif et lieu de vie au calme (location, co-habitation, communauté, écovillage...) de même sensibilité, toutes régions. *Boris Reisdorff, 511, rue Anatole-France, 59690 Vieux-Condé.*

■ **Pyrénées.** Nous cherchons dans le sud ou le sud-ouest, des Pyrénées-Atlantiques aux Pyrénées-Orientales, une propriété ou exploitation agricole de 10 hectares de SAU à reprendre avec un ou deux bâtiments habitables permettant d'accueillir une famille et un gîte de 5 à 10 places. Notre projet est de mettre en place une ferme pédagogique dans un cadre bio et biodynamie avec des outils de sensibilisation à l'environnement et aux énergies renouvelables. Nous sommes ouverts pour rejoindre un projet similaire, lieu de vie où il serait possible de créer un accueil temporaire pour des personnes handicapées (mentaux, sensoriels, autistes...). Je suis éducateur-spécialisé et agriculteur (BPA polyculture + spécialisation pour transformation des produits laitiers). Issu de l'animation socio-éducative et sportive, j'ai également de sérieuses compétences dans le bâtiment (7 années). Mon épouse est

institutrice en pré-retraite et s'investirait dans le cadre de l'accueil temporaire. *René-Michel Aubert, 6, chemin des Tareaux, 25160 Les Grangettes, tél : 03 81 69 62 62.*

■ Cherchons documents et plans sur séchoirs solaires indirects ayant bonne capacité de séchage (2 m² de claies au moins), type virginien. *Patricia Caudie, Vasplongues-le-Haut, 34650 Lunas, tél : 04 67 96 78 15 Messagerie.*

■ **Non-violence éducative.** Famille avec deux enfants (6 et 12 ans) cherche d'autres familles pour organiser des journées de loisirs à la mer, à la rivière, à la campagne, le tout en toute convivialité et simplicité, avec le projet de mettre en place un projet éducatif d'abord dans le Gard et l'Hérault, mais également plus loin, en valorisant le fait que l'on soit dispersés. *Jean-Luc Dumas, Mas Turquoise, route des Saintes-Maries-de-la-Mer, 30220 Aigues-Mortes, tél : 04 66 53 81 87.*

■ Les compagnons bâtisseurs, association loi 1901, cherchent filles et garçons de toutes nationalités, militants et motivés pour s'engager durant une année minimum sur des chantiers en France, de construction et de rénovation à caractère social. L'objectif est d'accompagner des familles en difficulté dans leur projet d'habitat. Solidarité, interculturalité, rencontres, vie collective et vie associative, apprentissage de techniques du bâtiment, voici en quelques mots cette expérience alternative. Le secteur volontaire existe depuis les années 70 au sein de l'association. *Association Compagnons Bâtisseurs, 2, rue Molière, 37000 Tours, tél : 02 47 61 32 10.*

■ **Stage ébéniste.** Au sortir d'une formation d'un an en menuiserie-ébénisterie, afin de me réorienter professionnellement, je cherche pour un stage de six mois à partir de septembre, un artisan ébéniste soucieux de ne travailler qu'avec des bois indigènes. Cela se ferait par convention avec la Société d'encouragement aux métiers d'art, sans charge financière pour l'artisan. J'effectue déjà un stage de ce type, fort enrichissant techniquement, dans une entreprise d'ébénisterie contemporaine, mais où l'on ferme les yeux sur les conséquences écologiques, sociales et économiques de l'utilisation de bois tropicaux et autres matières précieuses. *Pascal Bernard, 6, rue de Lanneau, 75005 Paris, tél : 01 55 42 16 64.*

Emplois

■ 50 ans, enseignante (éducation manuelle et technique, économie familiale et sociale, puis institutrice), mise à la retraite anticipée (pour esprit pas assez conforme), cherche léger complément de revenu dans activité qui aurait du sens et qui m'enrichirait, dans association, maison d'accueil, écovillage... Besoin d'exercer mes capacités inemployées (grande polyvalence de base due à un parcours professionnel original), besoin de nature proche ; besoin de relations humaines adultes-adultes, besoin de lieux de vie à dimension humaine. Etudie toute proposition. *Mme Husson, 10, rue des Asters, 74960 Cran-Gevrier, tél : 04 50 57 03 13.*

■ Cherche personne intéressée pour un travail CES polyvalent sur un éco-lieu, travail à mi-temps dans le jardinage, l'accueil, la participation aux constructions écologiques, la cuisine, etc. *Association Tout autour de la terre, Peyrelades, 23480 Ars, tél : 05 55 66 65 18.*

■ **Boulangier bio.** Entre Caen et Le Mans,

je travaille depuis trois ans à la création d'une boulangerie biologique. Le projet arrive en phase de démarrage, mais il s'avère qu'il a été surdimensionné et qu'il faut être deux pour le mener à bien. Je cherche donc un associé ou un repreneur. Pour en savoir plus : *Le Fournil du Bois Chassevent, Emmanuelle Fillon, 61500 Chailloué, tél : 06 03 61 68 42.*

A vendre

■ **Boulangier bio** depuis 1981, dans le centre de la France, cherche un professionnel repreneur avec passage de main en un à six mois dans entreprise boulangerie-pâtisserie-biscuiterie employant cinq personnes à la production et quatre à la vente, chiffre d'affaires 2001 de 400 000 euros. Vente également des murs (maison sur quatre niveaux) : fonds pour 183 000 €, murs pour 153 000 euros. *Michel Prothon, tél : 04 70 43 90 88.*

Logement

■ **Lyon.** Christelle cherche 2 ou 3 colocalitaires, idées écologistes, pour partager appartement. *Tél : 04 37 24 03 67.*

■ **Vosges,** vendis ferme restaurée, dépendances, chauffage central bois/charbon, capteur solaire thermique, petit étang, ruisseaux, source, le tout sur 4,5 hectares, *Tél : 03 29 50 64 68.*

■ Jeune couple avec un enfant cherche à acquérir ou à partager maison ou ferme avec terrain pour développer un projet d'accueil et d'animation (éducation à l'environnement, agriculture). En zone rurale, si possible à proximité du littoral breton. *Antoine et Nathalie La Grange, 44650 Corcoué-sur-Logne.*

■ Vends maison de village en châtaigneraie canadienne à 25 km au sud ouest d'Aurillac, ligne de bus quotidienne devant la porte, gare et tous services à 2 km ; à particulier souhaitant s'installer et vivre à la campagne (projet de résidence secondaire non souhaitée). 50 m² au sol, de plein pied (2 pièces + sdb) idem à l'étage, chauffage central au bois, rénovée et habitée depuis 15 ans, jardin naturel de 325 m² attenant (potager, pelouse, haies et fruitiers, petite serre, puits), environnement préservé et pays accueillant. 50 000 €, *tél : Michèle, 04 71 46 90 20.*

■ Vends roulotte en bois décorée, année 1997, hypotractable, 4 roues sur pneus. Hauteur : 3 m, largeur : 2,20 m, longueur : 4,70 m, poids : une tonne, intérieur tout confort, éolienne + batterie, visite possible sur rendez-vous chez Annie Aubrun, Maison d'ici et d'ailleurs, tél : 02 35 56 65 53. Prix : 7700 € à débattre.

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés.

Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.

Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



Ecovillages et enrichissements

Ayant partagé une des expériences de vie communautaires de Gregg West, je partage aussi une analyse du comment et du pourquoi des échecs et des dissolutions (voir n°282), mais j'ai envie de mettre l'accent sur un côté positif. Je remercie Andrée Brémond, de l'Arche de la Borie Noble d'avoir décrit dans un courrier (n°284) une vie communautaire qui fonctionne depuis longtemps et j'aurais souhaité un tel article dans votre numéro écovillages.

Il existe un joli poème qui dit qu'il y a un temps pour tout : un temps pour rire, un pour pleurer, un pour travailler, un pour se reposer, un pour danser... De même dans la plupart de nos vies, il y a un temps pour apprendre à marcher, pour faire des enfants...

Pourquoi voir les conflits ou la dissolution d'un groupe de vie comme un échec ? Je regarde la bonne dizaine d'années que j'ai vécu en groupe comme une phase de ma vie, comme un formidable enrichissement.

Car à côté du ménage pas fait, du tourne-disque cassé, il y avait surtout des fêtes, des discussions sur le sens de la vie, des partages d'émotion et de tendresse... Période d'apogée de la quête à la fois charnelle et spirituelle. Age d'or où beaucoup de portes étaient encore ouvertes. Tâtonnement semi-conscient, apprentissage d'une prise de décision collective et de nouvelles valeurs en même temps que des tâches quotidiennes.

Notre famille ne peut jamais nous présenter toutes les ficelles de la vie. Nos parents ne peuvent pas tout faire et transmettre et se révèlent souvent sévères dans un domaine, indulgents dans un autre. Pour moi, ces périodes de vie communautaire furent une formidable occasion d'élargir mon horizon humain, pratique, culturel, spirituel, de mode de vie, avec des gens que j'avais choisis, notre objectif commun étant le partage.

Bien sûr, les conflits furent nombreux (pas plus qu'en famille et souvent moins stériles) et vécus avec passion. En nous y confrontant, nous nous essayions à les résoudre. Quand l'autre nous renvoyait nos imperfections, une douleur exprimée et passée, cela pouvait donner des pistes pour nous perfectionner. La dissolution d'un groupe semblait être un drame à l'époque, un passage vu de plus tard. Ou alors, c'était seulement des déménagements pour raison professionnelle ou le goût d'autre chose.

J'ai eu la prudence (chance ?) de ne vivre que dans des groupes (même des couples) sans projet professionnel ou spirituel et biens immobiliers communs et sans mise en commun des revenus. Chacun contribuait à la couverture des frais et gardait un certain domaine privé. D'un point de vue matériel, les fluctuations ou dissolutions ne posaient donc pas trop de problèmes.

Evidemment, s'il y a un projet commun, qui suppose un investissement financier, matériel et humain important et une durée à long terme, chacun doit déjà avoir fait ce chemin de mûrissement. Malgré cela, on évolue toute la vie et la conscience de ses modifications peut être un bon guide : se réaliser dans un groupe, réaliser un projet de groupe, former un groupe pour réaliser un projet, se réaliser à travers un projet...

J'ignore la meilleure formule matérielle entre les extrêmes, de partage temporaire au quotidien à l'engagement à vie comme les vœux des mariés ou des religieux (peut-être des parts qu'on peut acheter et revendre ?). Il me semble bon de prévoir une possibilité de fluctuation des personnes et des pratiques, comme notre vie fluctue et change et ne dure pas pour toujours.

Il y a un temps pour naître, un temps pour mourir.

Ingeborg Eilers ■
Isère.

Ecovillage en Guyane ?

Vous avez publié dans Silence n°284, une lettre d'une association préconisant la création d'écovillages en Guyane.

Je ne pense pas que les Européens puissent du jour au lendemain renoncer à tous leurs liens familiaux ou affectifs. Cette installation entraînera donc des besoins nouveaux de transports aériens entre l'Europe et la Guyane.

Même s'ils essaient de vivre le plus écologiquement possible, cette installation aura une influence néfaste sur l'environnement (déchets, déboisement...).

En principe cette installation ne devrait pas entraîner la création de nouvelles routes car ces nouveaux habitants se déplaceraient en canots (à rames ou à moteur ?). Tout accroissement de population entraîne généralement la création d'infrastructures.

Donc ce projet me semble contraire à un principe de l'écologie qui est «agir localement» : c'est sur place que nous devons faire des efforts pour consommer différemment, pour produire moins de déchets et pour créer une société plus vivable. Nous autres, habitants de pays développés, nous pillons les ressources des autres pays. Par le jeu de l'immigration, nous pillons les ressources humaines.



N'allons pas en plus piller les derniers espaces vierges de la planète pour assouvir nos rêves d'écologistes de pays riches.

Serge Guiot ■
Gironde.

Ecovillages : mauvaises fréquentations

(...) Dans Silence, nous avons dénoncé en 2000, sous le titre *La pollution monétaire* la façon dont était financé le réseau international des écovillages GEN (Global Ecovillage Network). Rien n'a beaucoup changé depuis, si ce n'est que le réseau français des écovillages a adhéré au GEN en connaissance de cause et que la rencontre annuelle du GEN s'est passée cet été en France dans une communauté de l'Arche.

Pour rappel, le GEN est financé par un Américain qui a créé à Dublin, avec un bureau à Hong Kong, une société «Gaïa corporation Ltd.» qui n'engrange de l'argent qu'en spéculant à grande échelle sur les monnaies. Cet Américain, Ross Jackson, a créé toutes une série de sociétés au Danemark où il fait fructifier le capital engrangé (Gaïa Technology, Gaïa village) et pour couronner le tout une association charitable (Gaïa trust) qui fait des dons à des groupements écologiques et des écovillages partout dans le monde. Ont reçu beaucoup d'argent ces dernières années, Findhorn foundation, Damanhur, Torri Superiore, les écovillages danois. Ross Jackson a écrit un livre où il explique sa démarche et dit clairement que ses gains sont de 100% par an.

Le réseau GEN a été créé par Ross Jackson dont il est le chef incontesté et non élu. Son fils pilote le site web où vous retrouvez des noms de groupement qui ne se sont jamais ralliés au GEN et qui sont loin de leur philosophie et leur pratique, telle que la communauté de l'Arche.

Le choix de la rencontre annuelle de cette année dans la communauté de l'Arche et le choix des intervenants n'est pas anodins. Pour nous, ils se sont cachés derrière l'aura de «L'Arche» pour redorer leur blason quelque peu terni par la contestation du GEN en milieu francophone et spécialement en Belgique. Dans les intervenants, on trouve ATTAC qui lutte contre la spéculation monétaire et qui se retrouve à leur insu dans un groupement (GEN) qui la pratique et qui en vit.

J'ai prévenu Jean Baptiste Libouban de la Communauté de l'Arche de tous ces faits. Après enquête, il m'a remercié de l'avoir mis au courant. Ne sachant pas qu'ils étaient repris à leur insu dans le répertoire du GEN, ils ont demandé d'en être retiré. Toutefois étant engagé depuis un certain temps dans la mise à disposition des lieux nous avons compris qu'ils ne pouvaient faire marche arrière, mais annonçaient la couleur dès l'ouverture de la rencontre. J'ai beaucoup apprécié la démarche et la clarté de la communauté de l'Arche dans les échanges de courrier que nous avons eu.

Quant au réseau français des écovillages, qui a été mis au courant des pratiques du GEN depuis 99, et que j'ai interpellé au sujet de la rencontre à «L'Arche» je n'ai reçu aucune réaction. Qui ne dit mot consent, je suppose.

Pour information, aux dernières nouvelles, Ross Jackson a revendu sa société en Irlande et, aujourd'hui, il finance le GEN avec les plus values dans «Gaïa



Technology». Il dit que le GEN ne recevra plus d'argent de lui en 2005. Lors de la contestation de 99, il avait dit arrêter de financer le GEN en 2000.

Enfin, il prétend que nous sommes contre le GEN parce que nous n'avons pas eu certains avantages que nous revendiquons. C'est faux. Nous avons démissionné de la présidence du GEN-Europe après leur refus d'entamer un débat sur le sujet.

(...) Nous avons toujours prétendu que quand on spéculé, il y a toujours un perdant et un gagnant. Et notre philosophie de l'écovillage, c'est tous gagnant.

Etonnant aussi, ceux qui adhèrent à une organisation dont le chef s'est autoproclamé et qui est reconduit sans élection digne de ce nom, lui ou sa femme parce qu'ils apportent les euros. Si c'est cela la démocratie dans les écovillages, c'est plutôt rétrograde.

Pour nous, il n'y a pas d'écologie sans l'écologie des relations, l'écologie de l'argent et l'écologie de l'environnement et la fin ne justifie pas les moyens. Ce concept d'écologie globale est moins récupérable et manipulable, car plus exigeant et solidaire.

Laduron Benoit et Christina De wilde ■

de l'éco-hameau Terre d'Ennelle (Belgique) créé avec de l'argent solidaire en 1992
<http://users.skynet.be/ecovillage-eden>.

Ego-village ?

(...) Que demande Gérard (Véloxygène, mars 2002), ce généreux qui n'a pas voiture, mais un vélo et des transports en commun ? Une retraite heureuse entouré de bons amis, financièrement autonomes, qui acceptent de vivre avec 20 euros par jour (ça c'est possible s'il réalise complètement son projet de vie en autarcie). Mais avec 20 euros par jour que pourront faire les grands pères et grands-mères qui voudraient aller voir de temps en temps leurs petits-enfants ?

Gérard ne s'arrête pas là, il demande aussi que l'on verse 15 000 euros ou plus pour l'achat du petit paradis qu'il a choisi... au sud, bien sûr, les gens bien y vont tous. Enfin, ceux qui ont assez de fric pour ça. (...)

Faut-il alors couper les pays en portions : les prolos sans le sou, les vieux qui veulent vivre près de leurs racines, enfants ou amis, les handicapés... Il n'en parle pas Gérard ou plutôt il en exclut un grand nombre puisqu'il faudra participer trois ou quatre heures par jour aux travaux collectifs.

Gérard, dont on a vu un certain nombre d'annonces dans Silence, est peut-être d'accord pour vivre la décroissance, mais après avoir bien profité de SA croissance et de celles des autres.

Je voudrais pousser un coup de gueule contre ces partisans d'écovillages réservés à des catégories sociales, ou à des classes d'âge, voire, pourquoi pas, de religion (gare aux sectes). Villages solidaires, oui, où ceux qui ont plus partagent avec ceux qui ont moins, acceptant les enfants et leurs cris, et pourquoi pas les animaux (même si moi je me contente des oiseaux qui chantent et sifflent dans mon jardin). Accepter les vieux qui ont besoin d'un gros coup de cœur pour aller jusqu'au bout de leur vie. Accepter les handicapés qui ont tous besoin de vivre la solidarité, mais qu'on préfère ranger dans des petites cases spécifiques : il faut TOUS pour faire un monde solidaire et harmonieux.

A lire tous les articles parus sur ce thème, il me semble qu'à la base de cette soi-disant solidarité, il y a un énorme égoïsme qui consiste à se retirer bien au chaud entre soi, loin des difficultés de la vie des «manants» et des «rois». Fermer les yeux, faire l'autruche. Puisqu'on est les meilleurs, vivons entre nous et que les autres crèvent comme ils veulent, sans nous empestre !

Bon vent à Véloxygène ! Mais attention si une centrale ou AREVA à La Hague pètent, nous en crèverons tous, nous ici vite, vous dans le sud ou dans les montagnes, un peu plus lentement, à petites doses.

Marie Eude ■
Manche.

Ecologie et ballon rond

Il y a des années que la planète a soif. Les déserts affamés engloutissent des villes entières. L'air meurt, asphyxié lentement par l'excès de pollution qui

agrandit chaque jour la blessure de la couche d'ozone tandis que diminue la diversité de la faune et de la flore. La vie s'étiole peu à peu. Combien parmi nous dédient quelques instants à la réflexion sur ce sujet ? Combien ont une conscience éveillée ? Un grand nombre certes, mais qui ne représente qu'une infime minorité des habitants de cette planète.

Cette triste réalité est projetée dans nos maisons sous forme de conscience préformée adaptée au monde industriel et capitaliste. Les informations révèlent jour après jour les maux de l'homme et de l'environnement, la dégradation des fleuves, la destruction des forêts, la maltraitance des animaux... dans un festival de l'horreur, mais bien vite la «pub» vient rafraîchir le paysage avec plages, jolies femmes et coca-cola en toile de fond. Tout va bien de nouveau, on ne pense plus à l'environnement ni à la guerre, ni aux enfants qui meurent de faim, on replonge soulagé dans un monde de fiction.

Pourtant, un beau jour, ou un après-midi, peut-être le soir, le monde s'arrête durant de longues minutes de tension, de doutes et de préoccupations. Hélas, ce n'est pas pour se pencher sur les problèmes de la terre. Il n'est pas question de la survie de l'espèce. Ce n'est pas le globe terrestre qui préoccupe les esprits, mais un globe de cuir, un ballon rond auquel on attribue des vertus exceptionnelles, monétaires ou émotionnelles, selon le camp qui le reçoit. L'orgueil de chaque nation est gravé sur ce ballon. Cet orgueil peut se muer en répulsion, en rage, en rejet quand il s'agit de l'équipe adverse.

Ainsi durant quelques jours se déroule une sorte de guerre mondiale sans coalitions, les combats sont directs et durent quelques minutes, les pays s'affrontent, les téléspectateurs sautent, trépigent, crient, insultent, se battent, défendant hardiment leur patrie du moins jusqu'au terme de la première mi-temps. Commencent alors les spéculations, les discussions et encore les affrontements jusqu'au début de la seconde mi-temps. Tout s'arrête alors. Le monde s'immobilise devant le petit écran, d'innombrables écrans. Et ainsi, de jour en jour, jusqu'à ce qu'il ne reste plus qu'un seul pays, une nation réaffirmant son orgueil, son nationalisme.

Que signifie ce nationalisme défendu bec et ongles face aux questions réellement importantes. Qu'est-ce qui fascine le monde alors que la terre se meurt ? Ces méga-événements engloutissent des fleuves d'argent alors que la faim règne encore sous toutes les latitudes.

Faut-il conclure par le pessimisme et la désillusion en constatant que si l'on met dans une immense balance d'un côté l'homme et l'environnement, le côté le plus lourd reste celui du ballon, vide comme les consciences ?

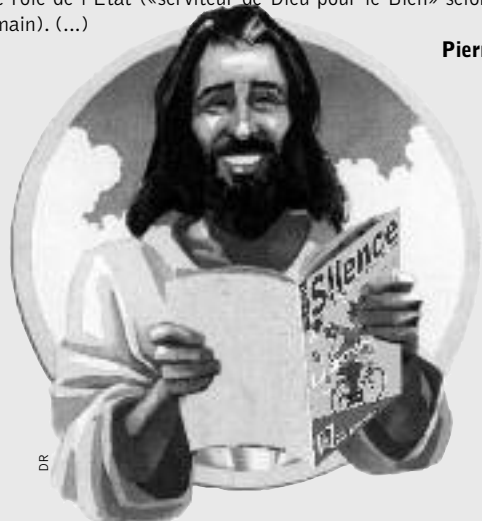
Juliana Couto ■
Brésil.

Gandhi et Jésus-Christ

En rendant compte du livre du mois «Violences sexuelles, nouvelles armes de guerre», vous terminez en opposant Karima Guenivet qui appelle à un renforcement du droit international à Gandhi «ce n'est sans doute pas la solution que prônerait Gandhi cité en introduction». En effet Gandhi prône la maîtrise de soi, le changement de cœur par la douceur.

Mais l'Occident oublie Jésus-Christ qui prône les deux : la loi «Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse» et la grâce : «Il y a plus de bonheur à donner qu'à recevoir» (c'est cela le changement de cœur). (...) Un «tiers» est nécessaire pour aider le faible à ne pas se replier dans le désespoir, ou au contraire dans la violence réactive ; mais aussi pour forcer le fort à respecter le faible, et à partager, face à l'orgueil, l'égoïsme, la peur (...). C'est normalement le rôle de l'Etat («serviteur de Dieu pour le Bien» selon Paul sous l'empire romain). (...)

Pierre Coste ■
Gard.



Les trois niveaux de l'écologie

Est-on capable de penser loin géographiquement et temporellement de notre environnement pour réfléchir aux vraies solutions aux problèmes actuels ?

L'écologie peut être définie brièvement comme l'ensemble des interactions entre les êtres vivants et leur environnement. Cette définition s'inscrit dans le cadre global de la biosphère et n'a pas de limite temporelle hors de celle de la vie du soleil et de la terre. L'interprétation qui en est fait aujourd'hui par les médias et l'opinion publique ne prend malheureusement en compte qu'une dimension très restrictive de l'écologie. Des problèmes aussi proches que l'épuisement des ressources pétrolières ou l'accroissement de l'effet de serre semblent ne pas nous concerner car ne modifient pas directement et visiblement la manière dont nous vivons au jour le jour.

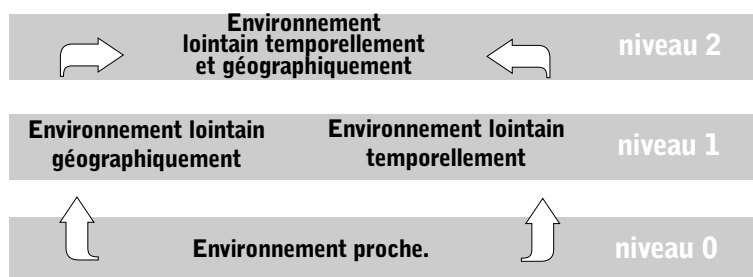
Environnement proche

La préoccupation écologique dans le cadre d'un environnement proche tant temporellement que géographiquement constitue le niveau 0 de l'écologie. Lorsque nous nous inquiétons pour notre environnement proche, nous nous inquiétons de l'atmosphère que nous respirons, de l'eau que nous buvons, des aliments que nous mangeons. Nous nous préoccupons de notre sécurité vis à vis d'événements écologiques ponctuels tels que les tempêtes ou le manque de neige pour aller faire du ski dans les Alpes.

Les problèmes écologiques du niveau 0 sont nombreux et doivent être pris en compte rapidement puisque ce sont ceux qui ont l'impact le plus direct sur nos vies. Parmi eux, on peut citer le naufrage de l'Erika, la pollution urbaine, la pollution visuelle et sonore liée à l'utilisation de l'automobile, etc. Ces événements sont proches géographiquement, mais aussi temporellement puisque leurs effets sur l'environnement sont courts à l'échelle de l'histoire de la vie humaine. Le naufrage de l'Erika, par exemple, a des consé-

quences désastreuses sur l'équilibre biologique des côtes marines. Ces effets sont très visibles, mais auront en grande partie disparu dans 20 ans et n'affectent qu'une portion limitée de la biosphère.

Les hommes politiques du niveau 0 de l'écologie tel que Noël Mamère (1), les discours démagogiques de Jacques Chirac ou de Lionel Jospin nous promettent que tout cela va changer. Nous allons continuer à nous battre pour avoir toujours plus de bien maté-



L'altération de la biosphère continuera d'avoir des effets négatifs pendant des centaines, voir des milliers d'années.

riels grâce à une croissance économique qui détermine tout. Mais, tout en même temps, nous allons faire attention à ce que cela n'ait pas trop d'impact sur notre environnement proche. S'il n'y a plus de neige dans les Alpes, cela n'est pas bon pour l'économie touristique, ni pour le PIB de la France. Le niveau 0 de l'écologie ne remet pas en cause le niveau économique des pays riches. George Bush Junior a au moins eu le mérite de dire tout haut ce que nous les Européens pensons tout bas, c'est à dire que "notre niveau de vie n'est pas négociable".

Malheureusement, même le niveau 0 de l'écologie n'est pas pris en compte aujourd'hui. Nous continuons à asphyxier les centres villes de boîtes de tôle à moteur qui nous transportent lamentablement à travers les embouteillages. Même les gestes les plus basiques tels que de ne pas dégrader l'environnement visuel ne sont pas respectés puisque nous aimons enlaidir nos belles citées d'affreux panneaux géants vantant les mérites de la consommation patriotique, en dépit de la loi et du bon sens.

Les exemples des problèmes du niveau 0 sont trop nombreux pour être cités ici.

Pourtant, ne s'intéresser qu'au niveau 0 de l'écologie est un acte égoïste qui suppose qu'il n'existe pas de vie en dehors de ce qui nous est proche physiquement et temporellement. C'est rapporter l'existence de la vie humaine à notre propre existence. Nous ne sommes qu'un composant de cette vie humaine puisque celle-ci existe en dehors de notre champ de vision et, espérons le, au-delà du terme de nos vies.

Environnement lointain géographiquement

La manière dont nous vivons dans les pays riches conditionne la vie de milliards de personnes à travers le monde. Naomi Klein(2) dans No Logo et Michael Moore (3) dans Dégraissez-moi ça ! expliquent très bien ce processus. Les dictatures que nous mettons en place pour exploiter le pétrole, le peuples réduits à l'état d'esclavage pour fabriquer nos vêtements ne sont que quelques unes des nombreuses conséquences qu'implique à l'échelle du globe notre boulimie de consommation.

Outre la domination d'êtres humains par d'autres êtres humains, nos modes de vies ont des répercussions sur la vie de la biosphère de manière globale. Les dégradations écologiques ont existé depuis les débuts de l'histoire humaine. Notre espèce a détruit de nombreux paysages en y puisant de manière trop intense les ressources. C'est ce qui s'est passé lorsque les grecs ont abattu de nombreux arbres pour construire leurs navires sous l'antiquité où lorsque la forêt libanaise a servi au roi Salomon pour la construction du grand temple de Jérusalem.

Aujourd'hui, notre impact sur l'écosystème ne se limite plus à une partie réduite de la surface terrestre. Il s'étend dans les différentes couches de l'atmosphère et dépasse toute frontière humaine. Lorsque l'on monte dans une automobile, notre acte ne se limite pas à détruire l'environnement proche, il

(1) www.ecolo.asso.fr/textes/20010505gag.htm
 (2) Naomi Klein, No logo - La tyrannie des marques, Leméac / Actes Sud
 (3) Michael Moore, Dégraissez-moi ça !, La Découverte

implique aussi des changements dans l'équilibre de la biosphère qui concerne l'humanité toute entière. Chaque acte que nous accomplissons peut avoir des conséquences pour notre frère ou notre sœur qui habite de l'autre côté de la planète.

Bien sûr, les problèmes d'ordre global sont abordés dans quelques conférences qui n'aboutissent à rien de concret. Malheureusement, ces conférences révèlent souvent que nous nous préoccupons de ce qui se passe à l'autre bout du monde et pourrait avoir une influence sur nos vies, mais certainement pas de ce qui se passe chez nous et pourrait avoir une influence sur les vies des habitants de l'autre bout du monde. Par exemple, le débat mondial sur l'avenir de la forêt d'Amazonie nous préoccupe moins pour notre impact sur celle-ci que pour l'impact que sa disparition pourrait avoir sur nos vies.

Elargir notre champ de vision à une vue globale constitue le niveau 1 de l'écologie. Cette vue peut être globale géographiquement, mais aussi globale temporairement. D'une certaine manière, toute vie humaine étant égale, que celle-ci se produise dans le présent ou le futur, la différence est sans importance.

Environnement lointain temporellement

La manière dont nous vivons aujourd'hui conditionne la manière dont vivront les hommes dans 10 ans, 20 ans, 100 ans, 1000 ans, voir dans les millions d'années. L'anthropocentrisme dont je fais preuve ici n'est là que pour rappeler que l'homme a besoin de la Terre pour vivre et non le contraire. Nous sommes tout à fait capables de rendre toute vie humaine impossible. La vie sur Terre continuera, espérons le, sans nous. L'enjeu est donc de préserver l'équilibre de la biosphère pour permettre à la vie humaine de continuer pendant aussi longtemps que possible.

Les ressources non renouvelables seront pillées d'ici moins d'un demi-siècle. A l'échelle humaine, cela signifie tout simplement que nous avons tout pris sans prendre en considération ceux qui viendront après. C'est un peu comme si nous arrivions les premiers à un buffet que nous mangions tout sans nous préoccuper si d'autres viendront manger après. Comme aime le rappeler Georgescu-Roegen (4), *"Chaque fois que nous produisons une voiture, nous détruisons irrévocablement une quantité de basse entropie qui, autrement, pourrait être utilisée pour fabriquer une charrie ou une bêche. Autrement dit, chaque fois que nous produisons une voiture, nous le faisons*

au prix d'une baisse du nombre de vies humaines à venir".

Contrairement à la catastrophe de l'Erika, l'utilisation massive du pétrole continuera à bouleverser l'équilibre de notre biosphère pour au moins 500 ans. Lorsque l'on s'insurge contre la catastrophe de l'Erika, le geste le plus patriotique ne serait donc pas de boycotter Total, mais l'utilisation de toute ressource non renouvelable dans sa globalité. L'altération de la biosphère que nous effectuons aujourd'hui continuera d'avoir des effets négatifs sur la vie humaine pendant des centaines, voir des milliers d'années, si la situation est rétablie un jour.

Le pétrole étant presque déjà épuisé, nous nous tournons vers d'autres énergies telles que le nucléaire qui nous rend de plus en plus dépendants des ressources non renouvelables. Le nucléaire nécessite de l'uranium et celui-ci, même en utilisant les surgénérateurs, sera très bientôt épuisé. Les solutions données par le niveau 0 de l'écologie tel qu'utiliser l'électricité ou l'hydrogène pour diminuer les émanations urbaines sont en contradiction totale avec le niveau 1 de l'écologie. En effet, ces formes de transport d'énergies, soient disant propres à faible échelle, conduisent à une augmentation de l'énergie nucléaire qui constitue la pire forme de "cadeau empoisonné" laissé à nos enfants (5).

Des événements aussi graves que Tchernobyl ne nous ont pas permis de mesurer l'importance de la préservation des vies humaines futures. Pourtant l'enjeu écologie se situe au-delà puisque qu'il réside en une combinaison des deux dimensions temporelles et géographiques.

Environnement lointain temporellement et géographiquement

Le niveau 2 de l'écologie est le niveau que nous devons atteindre si nous considérons que toute vie humaine a la même valeur sur Terre. Si l'homme de là-bas a la même valeur que l'homme d'ici, si l'homme de demain a la même valeur que l'homme d'aujourd'hui, alors nous ne devons plus réduire l'échelle de la vie humaine à notre propre existence.

Plus largement, toute forme de vie a son importance sur la Terre. En nous considérons au-dessus des lois de la biosphère, nous réduisons fortement les chances à ces formes

de vies d'exister aussi bien dans le présent que dans le futur. Nous pourrions donc ajouter une dimension supplémentaire qui est une dimension macroscopique. La vie a son importance quelle que soit sa forme, que ce soit les bactéries invisibles à l'œil nu à l'océan tout entier en tant qu'entité vivante.

Les défenseurs du niveau 2 de l'écologie sont encore rares et sont souvent traités d'extrémistes. Le discours traitant du niveau 0 et 1 est déjà difficile à faire passer au sein d'une civilisation dominée par le consumérisme. Le niveau 3 est trop choquant pour être accepté et remet trop d'aspect de nos vies en cause pour avoir un fort écho aussi bien au niveau de l'opinion publique que de sa représentation démocratique. Quel programme politique oserait affronter la réalité en face en proposant l'augmentation de 1000 % du prix du pétrole, en abolissant le mode de transport automobile, en baissant la consommation d'énergie, de matières non renouvelables, et de biens de consommation de manière générale ? Seules quelques personnes ont eu le courage d'exprimer ces idées, au risque d'être rejeté par leurs collègues économistes tel que Georgescu-Roegen ou d'être taxé d'extrémiste tel qu'Arne Ness, philosophe de la deep ecology.

A chaque fois que nous, humains, accomplissons un acte, nous devons mesurer sa portée et ses conséquences sur la vie à l'autre bout du monde et dans le futur. Nous devons permettre aux autres formes de vies de vivre aujourd'hui et demain.

Si l'on résonne à la taille de la planète. Se préoccuper du niveau 2 de l'écologie revient au même que de considérer que la planète est infiniment petite à l'échelle de l'univers et que nos vies sont infiniment brèves à l'échelle de la vie de la Terre. Ainsi, notre courte existence doit prendre en compte ces éléments qui nous dépassent car bien souvent hors de portée de notre réflexion quotidienne. L'enjeu est de taille puisqu'il conditionne notre existence en tant qu'espèce et détermine le temps pendant que celle-ci sera en mesure d'être acceptée par la Terre (6).

Denis Cheynet ■

(4) Nicholas Georgescu-Roegen, *La décroissance*, Sang de la terre.

(5) L'hydrogène n'est pas une énergie propre. C'est un support pour transporter de l'énergie tels que le sont l'électricité et l'air comprimé. L'utilisation de moteurs à hydrogène demande actuellement la production d'énergie à partir de matières fossiles ou réactions nucléaires. Une solution solaire ou éolienne est difficilement envisageable à court terme.

(6) La seule réponse sérieuse, prenant en compte le niveau 2 de l'écologie, est apportée par la "Décroissance soutenable". Cf. n°280 de Silence, Février 2002.





Hommes, femmes, quelle égalité ?

d'Alain Bihr
et Roland Pfefferkorn
Ed. de l'Atelier
2002 - 350 p.

Les auteurs avaient déjà publié un ouvrage sur ce thème en 1996 : *Hommes/Femmes, l'introuvable égalité*. Il s'agit ici d'une réactualisation de cet ouvrage, réactualisation des chiffres, mais également nouveaux domaines explorés. Tout commence donc par l'appropriation du « sexe social » au sein de la famille, il y a un phénomène d'imitation du père et de la mère qui engendre des a priori qu'il sera ensuite difficile de faire évoluer. C'est ensuite l'école qui façonne l'enfant dans son rôle sexué. A l'adolescence, l'enfant en cherchant son autonomie remet en cause ses formes de pensées et c'est sans doute l'une des portes pour aller vers une plus grande égalité. Pourtant là encore les parents placent des interdits différents selon le sexe (autorisation de sortie, relations amicales, permis de conduire). La discrimination se poursuit au niveau du premier petit boulot (49 % des filles font du baby-sitting contre 11 % des garçons). Si les filles dépassent les garçons au niveau des résultats scolaires (116 filles pour 100 garçons font leur scolarité au collège sans redoubler, 82 % ont le bac général contre 77 % des garçons), elles ne font pas les mêmes filières universitaires : elles sont 73

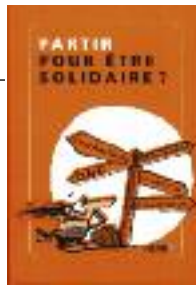
% des effectifs en langues mais seulement 34 % en sciences dures et seulement 22 % dans les écoles d'ingénieurs. Les filières « d'excellence » sont donc toujours fermées aux femmes. Le phénomène s'amplifie lors de la recherche d'emploi : à diplôme équivalent, les femmes trouvent des emplois moins intéressants, plus souvent à temps partiel. Ceci explique le maintien d'un écart persistant entre les salaires. Au niveau des couples, la conscience féminine de l'inégalité dans les tâches domestiques fait que l'on observe une défiance vis-à-vis des mariages, ceux-ci ayant lieu le plus tard possible. L'union libre initialement développée dans les années 70 comme une période d'essai est aujourd'hui perçue comme un mode de vie permettant une meilleure égalité. La naissance des enfants reste toujours une cause d'arrêt de la carrière professionnelle... presque exclusivement pour les femmes. Concernant le travail domes-

tique, en 1986, les hommes y consacraient 2h11 par semaine, 2h22 aujourd'hui ; les femmes 4h40 en 1986, 4h20 aujourd'hui. Ça progresse lentement : 20 minutes en quinze ans ! Même une femme célibataire consacre plus de temps au ménage qu'un homme seul. Les grandes décisions dans un couple sont généralement assez bien partagées sauf pour les choix professionnels : l'homme décide seul le plus souvent alors que les femmes ne se risquent à prendre une décision sans en parler à leur mari que dans la moitié des cas. En cas de divorce, dans 73 % des cas, c'est l'épouse qui franchit le pas. La garde des enfants est toujours très majoritairement pour la mère. Les inégalités se poursuivent dans l'héritage : on transmet plus de parents à fils que de parents à fille, le mariage ne lissant pas ces inégalités : on se marie le plus souvent dans sa classe sociale. Les inégalités sont aussi dans les carrières : plus on monte dans la hiérarchie, plus les femmes disparaissent : 78 % dans l'enseignement du 1er degré, 32 % dans le supérieur dont seulement 14 % professeur. Au niveau politique, 534 emplois sont décidés par le gouvernement : on n'y retrouve que 8 % de femmes. De même, il n'y a que 7 % d'ambassadrices, 5 % de préfets, 4 % de trésoriers payeurs générales, 17 % des grands corps d'Etat, 25 % de femmes à l'ENA (après un maximum de 31,6 % en 1990), 15 % en Polytechnique, 20 à 25 % d'élués... Autre lieu de pouvoir : les médias où les femmes ne sont que 36 %. Enfin, il existe une autre forte disparité : 86 % de la délinquance est le fait des hommes. L'inégalité est parfois à l'avantage des femmes : pour l'espérance de vie par exemple, face à certaines maladies... Si ce tableau général de la situation est extrêmement bien fourni en chiffres, on peut toutefois s'écarter un peu des conclusions qui prônent une égalité sans retenue. En effet, au lieu de chercher à ce que les femmes « rattrapent » les hommes, il faudrait parfois faire l'inverse. C'est le cas flagrant du travail de nuit, mais cela peut être aussi le cas du monde politique où les femmes n'ont pas forcément envie de tomber aussi bas que les hommes. MB.

Partir pour être solidaire ?

Ed. Ritimo, 21 ter, rue Voltaire,
75011 Paris
2002 - 100 p. - 8 €

Voici un agréable petit guide, avec témoignages, dessins d'humour, pistes, adresses, pour ceux et celles qui se posent la question d'aider les gens des pays du Sud. L'ouvrage est un remar-



quable rappel de tous les poncifs du développement. S'il traduit le niveau actuel de pensée des collectifs tiers-mondistes, alors un grand pas a été franchi : on change le monde d'abord en agissant localement, pas forcément en allant dans un autre pays. Le test final est là pour vous rappeler que les plus ou moins bons sentiments ne sont pas des motifs suffisants pour partir. MB.

Le goût amer de nos fruits et légumes

Forum civique européen
Ed. informations et commentaires, 1, rue Lieutenant-Poté,
38700 Corenc
2002 - 132 p. - 10 €

Après les émeutes racistes d'El Ejido en février 2000 (voir « Manger c'est politique », dossier du n°268 de Silence), le Forum civique européen a continué son information, organisant un colloque sur le thème « l'exploitation des migrants dans l'agriculture intensive en Europe ». Ce dossier tiré des interventions du colloque est instructif : l'immigré est un moyen économique comme un autre pour nos grands décideurs. Notre politique d'accueil varie en fonction de nos besoins. L'Europe forteresse fait toutefois tout pour empêcher une intégration dans le monde de l'homme blanc. D'importantes réflexions à avoir si l'on veut repenser une agriculture. FV.



Les clés de la maison écologique

Association Oïkos
éd. Terre Vivante
2002 - 158 p. - 14 €

Ce nouveau livre sur cette thématique est moins technique que les précédents

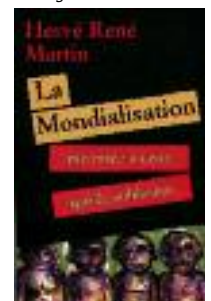
ouvrages de cette maison d'édition (L'habitat écologique, quels matériaux choisir ; L'isolation écologique ; La maison des négawatts) et plus tourné vers les réflexions à mener lorsque l'on envisage de construire. Il s'agit donc plutôt d'un livre à lire en amont des autres titres. Il peut également être conseillé pour offrir à des personnes qui veulent construire et qui ne connaissent pas encore la problématique écologique puisqu'avant de proposer des solutions, sont exposées les sources d'ennuis actuelles. MB.



La mondialisation racontée à ceux qui la subissent

Hervé René Martin
éd. Climats
(34170 Castelnau-le-Lez)
1999 - 174 p. - 9,2 €

Ecrit comme un roman, l'auteur imagine une personne embauchée comme détective sur internet pour découvrir les modes de vie alternatifs. Elle y découvre de multiples questions sur les mensonges que l'on nous assène et qui protègent le phénomène de la mondialisation : quelques privilégiés en train de rendre esclave le reste du monde. Elle découvre aussi que la mondialisation représente une vision masculine du monde et sa compagne va l'entraîner dans une autre direction : celle de la beauté et du dialogue avec ses voisins. Internet servira toujours pour chercher des contacts, mais la mondialisation restera où elle est, avec ses maîtres et ses monstres, tandis que localement se développent les SEL et les Cigales. Fort bien écrit. FV.



NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Sols et sociétés, regards pluriculturels**, Rabah Lahmar, Jean-Pierre Ribaut, éd. Charles-Léopold-Mayer, 2001, 220 p. 10,67 €. La manière dont une société vit sa relation avec son sol est révélatrice du respect qu'elle accorde à son environnement et à son futur. Or, dans le monde occidental, le lien avec le sol est de plus en plus ténu. Ce livre est le compte-rendu d'un colloque organisé par Pax Christi sur le sujet, avec des représentants de différentes cultures, de différentes religions. Dans un tour d'horizon rapide, on s'aperçoit que pour beaucoup le sol est assimilé, à juste raison, à la mère de la vie et a provoqué toute une représentation sacrée reprise dans les religions. Ce respect du sol aurait pu passer de la religion à la science puisque ce qui était perçu intuitivement est confirmé par les études. Mais il n'en est rien. Ce livre aborde un sujet passionnant. Il y manque peut-être une analyse des raisons de cet éloignement d'avec le sol : quand, en ville, on habite au 12e étage, on n'a peut-être plus bien les pieds sur terre.

■ **Un temps pour elle**, collectif, éditions Enlram Treab, Didier Trumeau, chemin de Grandchamps, 18100 Vierzon, 2002, 72 pages, 4,69 €. Les femmes ont-elles une autre approche de la vie que les hommes. Le débat est lancé ici autour du thème du temps. Une quinzaine de contributions (nouvelles, poésie, dessins) pour un résultat tout à fait remarquable si ce n'est la modestie des moyens d'édition.

■ **Justice et vérité pour la Bosnie-Herzégovine**, Andrée Michel, éd. L'Harmattan, 2001, 148 p. 12,2 €. Si nous avons tant de mal à comprendre ce qui s'est passé dans les Balkans, c'est avant tout parce que le pouvoir politique a manipulé l'information en présentant une tentative d'invasion fasciste par les Serbes comme une simple querelle entre deux ethnies. Il en sera de même avec le Rwanda. L'auteur qui s'intéresse depuis longtemps aux manipulations liées aux rôles des armées, rappelle dans un premier temps les faits avant d'analyser plus particulièrement le rôle des forces d'interposition de l'ONU placées sous le contrôle du général français Morillon. L'auteur n'a pu accéder aux documents du conseil de sécurité classés confidentiels en violation des propres textes sur la liberté de l'information de l'ONU. Elle appelle donc à une ouverture de ces archives et à la mise en place d'une commission comme le fait actuellement la Belgique sur le dossier rwandais.

■ **Le pas suspendu de la révolution, approche critique de la réalité cubaine**, coordonné par Yannick Bovy et Eric Toussaint, éd. Le Cerisier (B-Mons), 2001, 394 p. 19,71 €. Tout le monde communiste s'est effondré ? Non car Cuba existe encore. Mais à quelle condition ? De multiples interventions, reportages, histoires sur les réalités sociale, économique, culturelle de l'île, avec ses réussites et ses limites. Parmi les succès : l'égalité des sexes, une certaine participation politique qui se retrouve aujourd'hui dans une floraison d'associations. Parmi les échecs : la liberté, l'économie (bien que ceci permette de rouler à bicyclette plutôt qu'en voiture), la bureaucratie... L'avenir est difficile à prévoir.

■ **Garantir le revenu**, Laurent Geffroy, éd. La Découverte / MAUSS, 2002, 204 p., 17 €. Lier le revenu à un travail est incompatible avec les droits de l'homme lorsque le travail n'est plus la principale source de revenu. D'une part de nombreux revenus proviennent d'aides publiques (RMI, subventions, crédit d'impôts), d'autre part ils peuvent provenir d'autres ressources que le

travail (intérêts, locations, spéculation). Depuis les années 70, différentes théories ont vu le jour qui revendiquent un «revenu garanti», une «allocation universelle», un «revenu de citoyenneté» indépendant de la question du travail. Le débat fait rage : est-il possible de penser un revenu indépendant de toute activité, comme simple partage des revenus des richesses communes ? La base même de ce livre est malheureusement totalement faussée puisqu'elle se contente de réfléchir dans le cadre d'un Etat, en oubliant que la richesse de la France repose sur le pillage incessant d'autres Etats. Un revenu d'existence n'a de sens que s'il est valable pour tous : pour les Français comme pour les Ethiopiens.

■ **L'Acupuncture en cent questions**, Dr Auguste Nguyen, éd. La Plage (34230 Tressan), 2002, 128 pages, 7,9 €. Par le jeu des questions-réponses, une approche de l'acupuncture pour permettre de comprendre la vision de la santé que propose les médecines chinoises. Après un début théorique un peu ardu, on en arrive à des questions plus simples, celles que tout le monde se pose. Très bien fait.

■ **Le végétarisme**, Lionel Reisler, éd. La Plage (34230 Tressan), 2002, 128 pages, 7,9 €. L'auteur, à l'origine de l'association Alliance végétarienne, présente de manière simple les arguments en faveur du végétarisme, voire plus pour ceux qui veulent vraiment respecter les animaux (avec le véganisme qui refuse l'utilisation des produits animaux également dans les vêtements, les chaussures...)

■ **Guide du citoyen**, Nathalie Boyer, éd. Guide du routard/Hachette, 2002, 216 p. 7,9 €. Guide fourre-tout avec des présentations d'initiatives militantes (ou non) de différents niveaux. Il y a quelques centaines d'adresses, mais vu le petit format, c'est forcément incomplet : par exemple seulement trois locations de vélos possibles «en province» (comme disent les Parisiens). Evidemment peu critique sur le tourisme (ça se termine par une pub pour les services du Routard). Importance incroyable (plus de 60 pages) au fonctionnement des élections ! Si Silence apparaît comme source d'information citoyenne, on se reconnaît peu dans ce guide.

■ **L'eau, un bien commun ?** Revue Quart monde, nov. 2001, 64 p. 6,86 €. L'association ATD-Quart-monde se penche dans ce dossier sur la question de l'accès à l'eau potable : d'un côté, un nombre grandissant de personnes sans eau potable, de l'autre des compagnies qui engrangent des bénéfices en vendant de l'eau. Comment a-t-on pu accepter que l'eau soit une marchandise ? De bonnes réflexions.

■ **Les quatre saisons de la maladie**, Robert Wohlfarth, éd. Ecole du possible (Paris), 2001, 100 p. 15 €. L'auteur, médecin généraliste, a un cancer à trente ans. Vingt ans après, il écrit ce livre en s'appuyant sur le témoignage de nombreuses personnes soignées pour un cancer : du printemps de la maladie à son hiver, il décortique les phases du cancer et comment s'aider pour s'en sortir. Approche simple et originale.

■ **Autopsie du service militaire**, Marc Bessin, éd. Autrement, 2002, 206 p. 19,95 €. La conscription a été supprimée et le dernier conscrit, un objet, est rentré chez lui le 14 juillet dernier. Alternant études ethnographiques et sociologiques avec biographie, le coordinateur de cet ouvrage montre comment a été vécu le service militaire. On y retrouve les signatures de Michel Auvray (les mythes du service et

les réfractaires), Daniel Pennac, Didier

LE LIVRE DU MOIS

Feuilles paysannes

de Michel Ots, avec le concours de Béatrice Mesini, Franck Buendia, Bernard Gilet.

Editions Pli Zetwal, Copperei, 42830 Saint-Priest-la-Prugne. 2002 - 120 p.

À partir du 17e siècle, sous prétexte de rationalisation scientifique, de progrès, d'autosuffisance alimentaire, de développement, la spoliation de la paysannerie et la marginalisation de la vie sauvage n'ont cessé de progresser. Depuis une quarantaine d'années, les campagnes vidées de la plupart de leurs paysans sont changées en unités de production régulées par la «conquête de marchés» chez les peuples dont on a ruiné l'agriculture et l'élevage. Dans sa colonisation de nouveaux territoires, le capitalisme hors contrôle, celui qui se dit «libéral» tout en se nourrissant grassement des subventions détournées de l'argent public, s'emploie à clôturer tous les espaces et à broyer toutes



les activités et les productions autonomes qui lui échappent encore. Toute la nature devant être mise en pièces, réduite en matières et ressources pour le «développement», l'autre nom du profit, l'impérialisme productiviste a accaparé la plupart des biens communs (les communaux). Ils sont devenus des propriétés privées gérées par la spéculation, ce qui a sans doute inspiré la formule de Proudhon : «la propriété, c'est le vol».

Vivre à la campagne de la campagne est devenu plus que difficile. La chape juridique et administrative étrange tout ce qui ne sert pas le productivisme. Une kyrielle d'organisations détournées de leurs buts initiaux décourage la réalisation de tout projet allant dans le sens du renouveau d'une civilisation paysanne respectueuse des hommes et de la nature. Partout, les niches économiques et communautaires ont été réduites à presque rien et des foules qui, hier, auraient su construire leur vie dans l'échange des solidarités et des compétences font naufrage.

C'est pour reconquérir le droit à un minimum de terre et à l'autoconstruction, pour «recréer les conditions qui permettent de vivre en bonne intelligence avec la terre», et aider ainsi à la renaissance des campagnes, qu'est né il y a trois ans le mouvement Droit Paysan.

Mais, comment récupérer ne serait-ce qu'une parcelle de ce qui a été volé à la collectivité ? Comment reconstruire et inventer des moyens de vie autonome et solidaire ? Vieux de plus de deux siècles, le processus de spoliation toujours en cours semble avoir réussi à créer une situation d'autant plus irréversible que la grande masse des «particuliers» est aliénée par l'idéologie de la propriété privée, celle qui la rend esclave des intérêts qui lui sont étrangers. Alors, comment réveiller le sens et la pratique du bien commun pour faire reculer ensemble le droit de la spoliation ?

Au travers de démarches paradoxales auprès du système, mais définitivement éclairantes, de rappels historiques et d'expériences, on voit s'affirmer une philosophie forte et sensible, de celles qui redonnent moral et volonté. Alain-Claude Galtié.

Daenincks. A signaler trois textes d'Anne-Marie Devreux sur les questions de rapports de sexe liés à l'armée. Dans l'ensemble, le choix éditorial de faire des articles courts est frustrant.

■ **Hommes armés, femmes aguerries**, coordonné par Fenneke Reysoo, éd. IUED (Genève), 2001, 250 p. Compte-rendu d'un colloque sur ce thème. Gratuit sur simple demande. Textes dans leurs langues originelles (français, anglais, espagnol). Etudes de cas particuliers : Tadjikistan, Afghanistan, Burundi, Colombie, Palestine, Yougoslavie, Soudan, etc. Engagement des femmes dans la lutte armée ou au contraire résistance non-violente. Réorganisation sociale en l'absence des hommes. Une étude avance

que la prise en charge de nouveaux pans de la société par les femmes serait en relation directe avec les violences faites par des hommes qui ont besoin de se réaffirmer comme hommes.

■ **Un social-libéralisme à la française ?** Fondation Copernic, éd. La Découverte, 2001, 205 p. 15 €. Dix contributions pour étudier le bilan du gouvernement Jospin et sa dérive libérale. Que reste-t-il des idées de gauche ? Une politique de gauche n'est-elle pas simplement la lutte contre les inégalités ? Dans ce cas-là, que pouvons-nous faire pour redéfinir un projet politique de gauche. Une critique de l'intérieur, avec une approche réformiste proche de celle d'Attac.



Economie distributive et communication

Je voudrais remercier Marie-Louise Duboin de ses réponses dans le numéro de février qui m'ont permis de mieux comprendre l'économie distributive et qui m'ont largement convaincu de sa pertinence. Il n'en reste pas moins, à mon avis, un long chemin pour que les mentalités y soient prêtes car beaucoup de gens ont tendance à s'appuyer sur le travail des autres ou à rechigner à participer aux tâches «moins passionnantes» mais nécessaires.

En revanche, je voudrais dire à Jean Mestrallet, bien que je l'imagine bien intentionné, que ses réponses sarcastiques (vous n'aurez droit qu'à un T-shirt...), qui mettent l'autre en cause (veuillez lire correctement ce que j'ai écrit au lieu de nous servir des balivernes), et qui se permet «d'évaluer» le niveau des réflexions d'autrui au lieu simplement d'expliquer son propre point de vue... me font penser à certains professeurs du système scolaire qui, au lieu d'aider l'élève à comprendre, l'enfoncent et le disqualifient. Chacun a ses zones de compétence et d'ignorance. Si Jean devait m'écrire une lettre en anglais pour que je l'aide à améliorer son anglais, ce n'est pas en me moquant de lui ou en lui disant combien son niveau est faible que je vais l'aider. Une telle approche n'est pas susceptible, à mon avis, de persuader beaucoup de gens à s'intéresser à l'économie distributive. Toutefois, je sais que mes propres écrits peuvent parfois saboter la communication de la même manière.

Enfin, je me permets de revenir sur la question de l'abondance que Jean pense si évidente. De manière approximative et un peu simple, pour que les 20% du monde qui consomment 80% des ressources partagent équitablement avec les 80% restant, il faudrait diviser leur consommation par 4 pour que 60% soient transférés aux autres. Mais la consommation actuelle détruit la planète, donc il faudrait envisager une réduction disons du double, c'est-à-dire par 8. C'est possible, mais cela implique des changements profonds et radicaux de style de vie que très peu de monde dans les pays riches serait prêt à qualifier «d'abondance». On peut discuter du sens que l'on veut donner à un mot, mais si la population ne suit pas, c'est d'une utilité limitée. Je me pose la question de savoir combien ont déjà réduit leur consommation par 8 ou sont prêts à le faire... sachant bien sûr que les plus riches ont un effort plus grand à faire que d'autres, mais tout de même... Je sais aussi que certaines réductions de consommation ne coûteraient pas grande chose en confort ou style de vie... mais ces réductions ne suffiraient pas et les autres impliquent de nouvelles valeurs. Sur ce point, le message de Pierre Rabhi dans le numéro de février est éloquent (Merci Silence ! Merci Pierre !). Je finis par croire que le «distributisme» restera inapplicable sans un changement de mentalité majeur (et du système scolaire disqualifiant qui propage la compétition, l'exclusion, le mépris de certaines orientations... parmi d'autres choses).

Gregg West ■
Isère.

Label bio

Nous sommes agriculteurs et travaillons en agrobiologie. Nous aimerions en savoir plus sur le label NESO que nous trouvons très intéressant (Silence n°275). Est-il utilisé ? Est-il établi ?

Gérard Blanchard ■
Puy-de-Dôme

Silence : nous avons lancé l'idée d'un tel label en montrant d'ailleurs la difficulté de le mettre en place. Il n'a pas été repris pour le moment par une organisation d'agrobiologie même si des contacts ont eu lieu et si certains réfléchissent à ces questions (Nature & Progrès entre autres).

Du bio tip top !

Packaging, marketing, politique commerciale du magasin, etc. Voilà le nouveau langage des représentants de la bio. «Et le produit ? - Euh, évidemment, c'est un bon produit !».

La moutarde me monte au nez. Baignant depuis quinze ans dans le milieu des petits producteurs en Ardèche, c'est un tout autre langage auquel j'étais habitué jusqu'ici : non seulement en terme de production, mais évidemment en terme d'éthique.

Certains fournisseurs n'hésitent pas à vous montrer les différentes marques et étiquettes pour un même produit vendu au choix en grande surface, en pharmacie ou encore en boutiques bio !

Mais vous allez me dire «vous êtes bien commerçant, oui ou non ?». A quoi je répondrai «non, je suis un homme qui vit du commerce» ce qui n'est pas la même chose. Je ne me sens pas affilié à une corporation et encore moins à une forme de pensée unique : la rentabilité à tout prix.

Je n'ai pas «un client» en face de moi mais une personne qui cherche un échange, une écoute et des conseils. J'essaie de répondre à cette attente le mieux possible et dans la mesure de mes moyens. L'aspect humain d'une relation n'entraîne rien le but commercial.

Mais si l'on en croit les nouveaux conseillers en la matière, fini le folklore de la coop de quartier avec son lot de sacs en vrac et ses étagères de récup. Il faut du chrome, du packaging qui flashe en rayon, du tip top ! Le nouveau client bio est arrivé, et vu qu'il est con, on a pensé pour lui !

Ce qui hier encore s'exprimait comme une force nouvelle de propositions face à la mondialisation (replacer l'homme au centre de l'économie) est en train de devenir un produit de consommation comme les autres.

Au chiotte l'esprit pourvu que cela rapporte. La bio, comble d'ironie, s'étale aujourd'hui sans vergogne dans les bacs de supermarchés. Toujours moins cher, toujours meilleur ! Bien sûr uniquement pour satisfaire le consommateur (sic). Même le commerce équitable s'y met, on croit rêver !

La faute à qui ? A certains producteurs éblouis par le mirage de la grande distribution et qui vont sous des prétextes douteux (que le plus grand nombre puisse avoir accès à la bio) s'impliquer avec des grandes chaînes de distribution symboles de notre économie de marché ? Peut être...

Force est de reconnaître qu'il est difficile d'être à la hauteur de nos idéaux. C'est nous, les consommateurs, qui sommes directement impliqués dans la marchandisation du monde. Ce genre de dérive est inévitable tant que notre conscience n'aura pas réellement enregistré que le changement c'est tout de suite, au quotidien, qu'il faut l'appliquer. Dans une amélioration constante des rapports entre les individus ; ainsi que dans le choix de nos actes. Y'a du boulot !

Bruno Planchez ■
Ardèche.

Pratiques économiques radicales

Nous sommes un certain nombre de gens à nous engager dans des luttes sociales, libertaires, révolutionnaires, contre le système économique capitaliste. Nous sommes un certain nombre, parmi ce nombre, à considérer que ces luttes vont de pair avec des constructions concrètes et quotidiennes d'alternatives à ce système. Et, notamment, avec des expérimentations de logiques d'échange différentes, en opposition aux principes de profit, d'accumulation, de méfiance, d'exploitation, de consommation, qui bouffent notre société. Cet appel à contribution voudrait faire le point, ou faire un point, précisément sur ces expérimentations, et sur les débats qui tournent autour. Comment faisons-nous pour libérer nos vies des carcans du capitalisme ? Comment faisons-nous pour nous désinsérer de ses mécaniques, pour contribuer à les détruire ?

Le sujet est large. Il pourrait déjà être divisé en trois parties. La première concernerait nos moyens de subsistance, dont le sens peut dépasser la simple débrouille. Comment faisons-nous pour survivre sans être esclaves du marché, ou en l'étant le moins possible ? Trouvons-nous le salariat acceptable, acceptable de temps à autre, ou inacceptable ? Choisissons-nous, tant qu'à gagner de l'argent, de vivre de nos activités aimées, par exemple de notre engagement politique (libraires, permanent-e-s dans des associations, etc.) ? Ou nous semble-t-il contradictoire et coercitif d'adapter ces activités aux exigences du marché, du salariat ? Si nous rejetons le travail, de quoi vivons-nous à côté ? Considérons-nous le RMI et ses acolytes comme des programmes d'assistantat à pirater, ou comme des compromissions à même de nous endormir ? La récup est-elle une pratique subversive en tant qu'elle profite du gaspillage inhérent au capitalisme, ou nous confine-t-elle finalement dans une certaine dépendance, dans un profil bas devant le système, dont nous nous contentons des miettes ? Le vol est-il une légitime défense face au capitalisme, ou même une forme d'offensive ? Ou ne l'atteint-il aucunement, rejoint-il même un principe de consommation ? Quelles astuces trouvons-nous pour éviter d'acheter ce dont nous avons besoin ? Redéfinir dès maintenant ses besoins matériels à la baisse, est-ce un cheminement vers une conscience écolo-



Bon de commande

Les numéros disponibles et les livres sont à commander uniquement en France.
Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

numéros disponibles (franco de port)

gique et sociale ? Vers une capacité de répondre nous-mêmes à ces besoins, de casser notre dépendance à un appareil de production aliénant ? Ou est-ce une abdication devant une société qui produit de l'abondance, qui l'étale devant nous en même temps qu'elle nous l'interdit ? Et qu'en est-il de labourer la terre, de chercher l'autonomie alimentaire, énergétique, etc. ? Cette autonomie est-elle à portée de main dès aujourd'hui ? Ou nécessite-t-elle un tel effort qu'elle nous ramène à des logiques de travail, de spécialisation, qu'elle accapare nos forces et notre temps sans leur laisser d'autres activités ? Bref, salariat, assistanat, récup, vol, auto-subsistance, lesquelles oui, lesquelles pas trop, pourquoi et comment, et quelle articulation trouve-t-on entre les unes et les autres ? Quels moyens de subsistance nous semblent amener le plus de liberté et de cohérence ? Lesquels supportons-nous, lesquels refusons-nous, lesquels construisons-nous ?

Voilà pour l'une des deux parties. L'autre pourrait concerner les différents modes d'échange que nous tentons et construisons concrètement dans nos relations. Quelles logiques appliquons-nous en réaction, en création, face aux rapports marchands ? Parvenons-nous à construire d'autres logiques d'échange, déjà entre gens de sensibilité politique proche et radicale ? La vente directe (d'agricultrice à mangeuse) est-elle déjà une pratique radicale dans la mesure où elle court-circuite le maillon et le rôle du marchand ? Qu'est-ce que l'argent ? Est-il un outil utilisable à des fins révolutionnaires ? Ou porte-t-il en lui-même une logique économique qui contredit et affaiblit nos projets et nos constructions ? Comment brassons-nous l'argent ? Arrivons-nous à nous en passer complètement ? Quand il nous en faut, où allons-nous le chercher, et comment ? Par exemple, préférons-nous instituer un prix fixe ou un prix libre ? Le prix libre marche-t-il dans telle ou telle circonstance, son sens politique est-il compris par le « public » ? Arrive-t-il à casser les velléités consummatrices ? La gratuité va-t-elle plus loin dans la remise en cause des logiques capitalistes ? Comment, avec qui l'appliquons-nous, sur quels types d'échanges ? Tenons-nous une comptabilité de nos coups de main les un-e-s aux autres ? Si oui, pourquoi ? Si non, les choses marchent-elles sans à coups, sans rancunes ? Avons-nous besoin de reconnaissance comme salaire minimum de nos services mutuels ? Comment gérons-nous et échangeons-nous notre activité (notre travail ?) dans les collectifs ? Le principe du don arrive-t-il à se généraliser, ou celles/ceux qui donnent sont-elles condamnées à n'être que des bonnes poires, même dans « nos » milieux ? Les espaces de gratuité, les bourses aux vêtements gratuits, fonctionnent-ils ?

Il pourrait enfin y avoir une troisième partie, qui se centrerait sur les questions de l'individualisation ou de la collectivisation des biens. Dans une maison collective, comment gérons-nous l'argent ? Quel système de participation financière à la vie collective choisissons-nous d'appliquer ? Un système de cotisations fixes, ou libres, ou proportionnelles aux moyens de chacun-e ? Que faisons-nous quand il y a des inégalités économiques entre les habitant-e-s ? L'argent reste-t-il une affaire intime, privée, individuelle, inter-individuelle ? Ou le collectif s'en mêle-t-il en tant que collectif, aide-t-il financièrement l'individu en son sein, collectivise-t-il l'argent gagné individuellement, gagne-t-il de l'argent collectivement ? Qu'est-ce qui freine nos démarches collectives sur ce plan ? Arrive-t-il que des comportements soient taxés de parasites ? Quand, pourquoi ? Et comment dépendons-nous l'argent collectif ?

Comment arrivons-nous à distinguer les besoins collectifs, qui méritent des dépenses collectives, et les besoins qui devront être assumés individuellement ? Enfin, comment gérons-nous les objets ? Appliquons-nous l'idée de la propriété d'usage ? Collectivisons-nous tout ce que nous pouvons ? Que deviennent les objets collectivisés : y apportons-nous autant de soin qu'à nos biens personnels ? Quels rapports entretenons-nous avec nos biens, nos créations, nos écrits, comment sortons-nous de la propriété privée, de la propriété intellectuelle ?

Toutes ces questions paraissent sans doutes énormes et nombreuses. Mais comme elles sont toutes liées, comme notre approche anticapitaliste se veut globale, il était important de les réunir ici, et encore, sans doute beaucoup ont été oubliées (rajoutez-en !). Peut-être faudra-t-il plus d'une brochure, ou plus de dix, pour couvrir tous les sujets proposés. Peu importe : lançons-nous, allons-y comme nous pouvons, répondons à une seule question si elle nous inspire, ce sera déjà bien... Écrivons seul-e-s ou à plusieurs, après débat ou sondage dans notre collectif, comme il nous plaira. Écrivons par mots ou par bulles, amusons-nous. Signons ou ne signons pas, simplement oublions tout copyright. On peut même envoyer des documents dénichés loin de chez nous, pondus par d'autres gens. Envoyons des plaidoyers et des grandes théories si nous le voulons, mais n'oublions pas que ce qui peut être intéressant ici, c'est la confrontation avec la pratique et le quotidien : nos grandes théories économiques, comment les appliquons-nous, y arrivons-nous, où pêchent-elles, qu'est-ce qui nous manque pour les atteindre, ou pour les enfreindre ? Une échéance ?... Décembre 2002, ça ira ?

Appel à contribution autour des pratiques économiques radicales, Iosk Éditions, Squat des 400 Couverts, 10, traverse des 400-Couverts, 38000 Grenoble, iosk@inventati.org.

- 206-207 Face au G7, ouvrons-la ! 5,8 €
- 212-213 Ecologisme et Etat. 5,8 €
- 218 Alternatives en Alsace 3,8 €
- 237 Alternatives à la mondialisation 3,8 €
- 239-240 Enquête sur les écologistes 5,8 €
- 242 Eau, pollution de nos WC 3,8 €
- 243 Pesticides, enfants et cancers 3,8 €
- 244 Bioclimatisation 3,8 €
- 245 Vélos du futur 3,8 €
- 246-247 Autour des SEL 5,8 €
- 248 Crimes publicitaires 3,8 €
- 249 Sauver la bio ? 3,8 €
- 250 Sortir de la voiture 3,8 €
- 251 Ecoféminisme 3,8 €
- 252-253 Les gros ralent la mise (1) 5,8 €
- 254 Ecopsychologie 3,8 €
- 255 L'empreinte écologique 3,8 €
- 256 Commerce équitable 3,8 €
- 257 Ecole et écologie 3,8 €
- 258 Parcs naturels ou peuples indigènes 3,8 €
- 261 Sortir du sport marchandise 3,8 €
- 262 Quelle démocratie ? 3,8 €
- 264 Technologies et solitude 3,8 €
- 267 Où sont les jeunes 3,8 €
- 268 Manger, c'est politique 3,8 €
- 269 Mouvement vers Bure
Écologie noyée dans océan vert. Développement durable 3,8 €
- 270 Afrique : nouvelles colonies
- Autonomie conviviale. Porto Alegre 3,8 €
- 271 Inégalités dans les SELs
Naïf, conciliateur ou rebelle. Tibet. Gros ralent la mise 3,8 €
- 272-273 Alternatives dans le Rhône
Liberté démasquée (1). Hommes violents. Gros ralent. 6 €
- 274 Habitat convivial aux Etats-Unis
Bure. Agri bio et eau pure. Liberté démasquée (2) 4 €
- 275 Vers une bio sociale ?
Eolien. Vache folle. Révolution jeune 4 €
- 276 Microfinances en question
Alain Lipietz. Images de souffrance. Riace. 11 septembre 4 €
- 277 Land Art et écologie
Noël Mamère. Guerre. Maurienne. Déchets 4 €
- 278-279 Alternatives en Normandie
Défaite le développement. Liberté 0 %. Titytainment 6 €
- 280 Décroissance
AZÉ Pierre Rabhi 4 €
- 281 Eau et santé
Décroissance et abondance. Biopiraterie 4 €
- 282 Ecovillages : du rêve à la réalité
Nucléaire : droite de réserve ? 4 €
- 283 Routes et déroutés du voyage
Relaire le monde. Nourriture manufacturée. Eolien 4 €
- 284 Jeûner pour sortir du nucléaire ?
De la pauvreté à la misère. Ecovillages : réactions 4 €
- 285-286 Alternatives en Isère
Elections. Femmes et paix. Espagne noire et verte 6 €

Librairie par correspondance

- Nouveautés**
- Les gros ralent la mise 19 €
- Le pouvoir mis à nu 33 €
- Que la crise s'aggrave ! 6,90 €
- Rural 10,95 €
- Guide des vacances écologiques 12 €
- Hors-série Silence**
- Du chômage à l'autonomie conviviale 4 €
- Les métiers de l'écologie 8 €
- SEL : pour changer échangeons 7 €
- Éditions Silence**
- Construisez votre cuisine solaire 4,5 €
- La cuisson solaire facile 4,5 €
- L'écologisme à l'aube du XXI^e siècle 15 €
- La liberté de circuler 10 €
- Où va le climat ? 6 €
- Quelle écologie radicale ? 10 €
- Tracts anti MacDo (250 ex.) 15 €
- Séphastoche, mon premier cuiseur 5,5 €
- Le Soleil à votre table 13 €
- Diffusion Silence**
- Ed. Ecososité (Montréal)**
- Leur catalogue complet sur demande.*
- Les aliments trafiqués 27 €
- La belle vie 19 €
- Les carnets d'un militant 24 €
- Deux roues, un avenir 22 €
- Écologie et la sagesse de la nature 19 €
- Notre empreinte écologique 27 €
- Et si le Tiers-Monde s'autofinancait 24 €
- La globalisation du monde 27 €
- L'imposture néo-libérale 19 €
- Libérez les enfants 33 €
- Moi, ma santé 19 €
- Mondialisation de la pauvreté 27 €
- Le municipalisme libertaire 24 €
- Pierre Kropotkine, prince anarchiste 33 €
- Propagande, médias, démocratie 16 €
- Des ruines du développement 19 €
- La simplicité volontaire 24 €
- Société à refaire : écologie de la liberté 24 €
- Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)**
- Philo écologie politique de l'anarchisme 5 €
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ? 5 €
- Sociobiologie ou écologie sociale 5 €
- Ed. Monde libertaire / Alternative libertaire**
- Anarchisme et non-violence 3 €
- Ed. Utovie (Landes)**
- L'homme qui plantait des arbres 5,5 €
- Nous sommes peut-être frères 5,5 €
- Ed. du Fraysse (Lot)**
- Guide des alternatives 1999 14,5 €
- Ed. Courrier du livre (Paris)**
- Le solaire pour tous 14 €
- Ed. Goliath**
- Petit manuel anti-McDo 7 €
- José Bové, la révolte d'un paysan 10 €
- Ed. Orcades (Poitiers)**
- Nourrir le monde ou l'agrobusiness 7,5 €
- Ed. Agone (Marseille)**
- De la guerre comme politique étrangère 13 €
- Ed. La Plage (Tressan)**
- La chasse en cent questions 8 €
- Fessée et châtiments corporels 8 €
- La non-violence active 8 €
- Ed. Ostal del libre**
- Jouets de toujours 18,5 €
- Jouets rustiques 18,5 €
- Jeux de Cognac 16 €
- Ed. Terre Vivante (Mens)**
- L'habitat écologique 16 €
- L'isolation écologique 27 €
- La maison des négawatts 12 €
- Ed. Réseau Sortir du nucléaire**
- Agir pour l'efficacité énergétique 3 €
- Par ici la sortie du nucléaire 3 €
- Autoédition**
- Ya trop d'étrangers dans le monde 7,5 €
- Dessins les droits de l'homme 7,5 €
- Aux victimes harcèlement économique 7,5 €
- Ed. Yves Michel**
- Les SEL : pour un vrai débat 10 €
- Ed. Esprit frappeur**
- Tout nucléaire, une exception française 1,5 €
- Rwanda, un génocide français 1,5 €
- Autoédition**
- Somport, le tunnel de l'absurde 14,5 €
- Si les femmes comptaient**
- Who's counting ? 24 €

Frais de port

- 1 ouvrage 2,5 €
- 2 ouvrages 4,5 €
- 3 ouvrages et plus 6 €

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE METROPOLITAINE

- Découverte 1^{er} année 6 n° 15 €
- Particulier 12 n° 40 €
- Institution 12 n° 80 €
- Soutien 12 n° 50 € et +
- Petit futé 24 n° 65 €
- Groupés par 3 ex 3 x 12 n° 100 €
- Groupés par 5 ex 5 x 12 n° 150 €
- Petit budget 12 n° 25 €

AUTRES PAYS ET DOM-TOM

- Découverte 1^{er} année 6 n° 22 €
- Particulier 12 n° 45 €
- Institution 12 n°a 90 €
- Soutien 12 n° 50 € et +
- Petit futé 24 n° 70 €
- Petit budget 12 n° 40 €

je règle un total de :

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

France : Règlement à Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 39 55 33

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Réinpoit 33, B - 1380 Ohain, tél : 02 633 10 48

Les Quatre Saisons du jardinage

Vivre l'écologie, c'est aussi jardiner bio



Passez à la pratique avec les **Quatre Saisons du jardinage**, tous les 2 mois, 100 pages d'informations

Jardinage, habitat écologique, alimentation-santé, écologie au quotidien

Offre spéciale (réservée aux nouveaux abonnés)

22,00 € les 6 numéros (au lieu de 27,50 €)

Renvoyer ce coupon avec votre règlement à l'ordre de **terre vivante**, Domaine de Raud, 38710 Mens (valable jusqu'au 31 décembre 2002)

NOM PRÉNOM

ADRESSE

.....

.....

.....

.....

5



14ème salon de l'écologie

HORIZON VERT

5 & 6 octobre

Villeneuve/Lot - Parc des Expositions

170 exposants - Forum associatif

25 conférences et ateliers

Restauration biologique

Animations enfants et garderie

Grand concert gratuit le samedi soir

en partenariat avec



contact organisation : 05 53 40 10 10 ou horizon.vert@free.fr